

Discursos del RN relacionados a la izquierda en la IX legislatura del Parlamento Europeo

1. Mathilde Androuët

13/09/2022 - Conséquences de la sécheresse, des incendies et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes: intensifier les efforts de l'Union pour lutter contre le changement climatique (débat)

– Monsieur le Président, les incendies qui ont sévi en Europe cet été ont marqué les consciences. La conclusion qu'en ont tiré nos idéologues est qu'il faut lutter contre le réchauffement climatique. Ce terme finalement trop vague est terrible. Terrible, car il décharge tous les acteurs de leur responsabilité. Car oui, responsabilité politique il y a.

Oui, il faut maintenir une flotte de Canadair opérationnelle et investir dans nos infrastructures. En France, au plus fort des incendies, nous avons sept Canadair opérationnels sur douze, à peine plus de la moitié. Une honte!

Oui, il faut sortir de l'idéologie et remettre en service tous les pompiers suspendus pour non-vaccination. En France, nous sommes ainsi bêtement amputés de 5 000 pompiers.

Oui, il faut élaguer et donc couper par endroits arbres, buissons et bosquets pour tarir les foyers d'embrasement et permettre des sentiers pour les pompiers. Soit tout l'inverse du désastre programmé de La Teste-de-Buch.

Mais surtout, cessons cette supercherie. Le réchauffement climatique, c'est seulement quand cela arrange vos plans. Qu'avez-vous fait réellement pour que nos terres soient des abris boisés, ombragés et tempérés, mais également sains? Entretenir des espaces verts dans les zones urbanisées permet d'abaisser la température locale de 2 à 3 degrés dans une journée. Et une terre saine absorbe la chaleur et freine les inondations par absorption naturelle des sols.

Le réchauffement climatique n'explique pas tout; votre négligence, un petit peu plus. Vous préférez rouvrir des centrales à charbon parce que vous n'avez pas su entretenir le nucléaire et vous croyez en des énergies qui n'ont de décarbonées que le nom. Pour des champs d'éoliennes ou de panneaux solaires, majoritairement chinois de surcroît, vous détruisez des forêts qui, pourtant, assurent la baisse des températures et le maintien de la biodiversité. Cassons donc cette logique de l'Union européenne entraînant métropolisation, bétonisation,

commerce à outrance et dégradation de nos sols, qui profite de la moindre catastrophe pour faire avancer un ordre du jour idéologique écologiste irréaliste au détriment de l'environnement lui-même!

10/07/2023 - La protection des travailleurs contre les chaleurs extrêmes et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes résultant de la crise climatique (débat)

– Madame la Présidente, l'Union européenne a une étrange tendance à déplorer les situations auxquelles elle contribue pourtant par ses politiques. Nous nous inquiétons aujourd'hui des températures extrêmes que subissent les travailleurs, mais, il y a moins de 24 heures, l'Union européenne a signé un accord de libre-échange avec la Nouvelle-Zélande, un accord qui devrait entraîner une hausse de 30 % des échanges commerciaux avec un pays parmi les plus éloignés de l'Union européenne.

Sans être devin ni climatologue, on peut dire que ce genre de décision est lamentable du point de vue du bilan carbone qui devrait mécaniquement gonfler, en plus d'être une décision criminelle vis-à-vis des emplois agricoles européens.

Tant que l'Union européenne pratiquera la religion du libre-échange mondial, ses choix en matière de politique environnementale de grande échelle seront sabotés. Tant que l'Union européenne encouragera la concentration des individus et la bétonisation mécanique de cette concentration forcément urbaine, nous ne cesserons pas d'affoler les thermomètres. Nous pouvons et devons reboiser. Nous pouvons et devons ralentir le ruissellement des eaux de pluie vers les mers et océans. Mais quelle utilité si nos pays ne sont que des déserts ruraux ponctués de métropoles fournaises?

Si nous ne rompons pas avec cette logique d'entassement ou d'étalement urbain qui dégrade la qualité de vie des Européens, qui appauvrit les sols, incapables de retenir les eaux de pluie, provoquant des inondations ou faisant monter le mercure, nous ne ferons que des cautères sur une jambe de bois.

Vouloir couvrir l'Europe de quartiers d'affaires comme la défense ou Bankenviertel ou de zones industrielles et commerciales composées de cubes de tôles faisant office de bureaux et de magasins où flâner condamnera toujours les travailleurs exposés aux fortes températures.

On a donc à l'ordre du jour un sujet pour donner des gages écologistes. Mais, dans le fond, rien ne changera, car vous ne voulez pas changer la philosophie de cette union. Vivement 2024!

12/09/2023 - Lutte contre la normalisation des discours d'extrême droite et d'extrême gauche, y compris l'antisémitisme (débat)

– Madame la Présidente, si selon la célèbre réflexion de Talleyrand, «tout ce qui est excessif est insignifiant», il n'en reste pas moins qu'il faut s'inquiéter, à juste titre, de la montée en puissance de discours de propagande extrémistes menaçant la stabilité et la paix civile de nos démocraties européennes. Mais il s'agit encore une fois de ne pas se tromper de cible et les institutions de l'Union seraient bien avisées de ne pas jouer les pompiers pyromanes.

En effet, nous assistons à une criminalisation accélérée et proprement délirante des Européens qui, sous prétexte qu'ils entendent défendre leur identité, leur culture, leurs valeurs, la protection sociale, leur environnement, leur sécurité et la souveraineté de leur pays, sont désormais taxés d'extrémisme, et sont parfois réduits au silence par des mesures discriminatoires et liberticides.

En somme, si l'on décrypte le titre de cette session de débat, le problème serait que des groupements politiques qui ne correspondraient pas aux normes idéologiques d'une petite élite européenne, de plus en plus petite et de plus en plus décriée par les peuples, ne soient pas jetés immédiatement dans le camp du mal. Je ne crois pas qu'en cette assemblée, fort heureusement, il y ait place au discours raciste ou antisémite. Et ceux qui ont peur pour leur mandat en juin prochain, plutôt que de taxer d'extrémistes aussi facilement leurs opposants, feraient mieux de s'interroger sur leurs politiques qui ont gonflé les rangs des porteurs de malheur et de violence.

Si désormais certains enseignants ne peuvent plus aborder la Shoah en classe, ce n'est pas du fait de l'extrême gauche ou de l'extrême droite, mais bien de l'extrême collusion avec des populations venues de contrées aux croyances et visions souvent hostiles aux Juifs, aux Chrétiens et plus généralement aux Occidentaux. Combien de fois les institutions européennes ont financé et promu des associations et des ONG ouvertement antinationales et islamistes, des structures téléguidées par des puissances étrangères et dont le but final est de fissurer notre pacte social et la civilisation européenne?

J'invite donc les grandes consciences qui ont initié ce débat sur la lutte contre cette normalisation des discours à balayer devant leur porte. Ils ont, pour beaucoup d'entre eux, contribué à la diffusion d'une idéologie totalitaire et mortifère, sans jamais accuser les véritables fautifs.

19/10/2023 - Stratégie européenne en matière de protéines (débat)

– Monsieur le Président, il est heureux que l’Union européenne décide d’une stratégie de protection de nos approvisionnements en protéines. Enfin, la relocalisation est mise à l’honneur!

Souhaitons que les politiques européens se plient à cette nouvelle donne, soit: arrêter de multiplier les traités de libre-échange avec toute la planète, qui nous submergent de produits agricoles de moindre qualité et à bas coût et asphyxient nos agricultures. Soit aussi: faire taire cette rengaine sur la réduction des cheptels et l’arrêt de la consommation de viande, qui n’est que la mise à mort de nos éleveurs et d’un pastoralisme millénaire en Europe.

Aussi, comment osez-vous, vous la gauche, demander la baisse de la consommation de protéines animales? En France, la surmortalité des agriculteurs par suicide est de 28 % par rapport à la population générale, et elle s’élève à 127 % – 127 %! – pour les éleveurs bovins. Votre amendement est une honte, un crachat sur la tombe des éleveurs et au visage de leurs orphelins.

Vous nous avez habitués à l’indécence par votre idéologie décroissante, mais n’essayez pas, par vos amendements de sape, de nous entraîner avec vous dans l’abject.

23/11/2023 - Utilisation des produits phytopharmaceutiques compatible avec le développement durable (débat)

– Madame la Présidente, l’enfer est pavé de bonnes intentions, ce règlement aussi. Si l’objectif de réduction des pesticides est louable, il n’en demeure pas moins que sa réalisation pose d’importants problèmes scientifiques et sociaux.

Constatant l’échec d’une précédente directive, les commissaires européens fixent des contraintes en proposant un règlement visant la réduction de 50 % des pesticides pour 2030. Ces chiffres sont sortis de nulle part, sans aucune justification. Cette diminution de 50 % se fera par rapport à la consommation moyenne des années 2011-2013. Or, depuis 2011, la consommation de pesticides a augmenté. Donc imposer tant de contraintes aussi rapidement ne pourra fonctionner sans provoquer d’énormes problèmes, notamment dans le monde agricole déjà considérablement affecté par vos normes.

Le financement de la recherche d’alternatives est par ailleurs très insuffisant, et la question de la mise en œuvre va aussi se poser. Allons-nous revoir les tolérances à l’égard du café et du thé importés, ou seront-ils interdits? Va-t-on établir des quotas de consommation de pesticides par agriculteur, soviétisant encore le marché agricole? Encore une fois, nous traitons de lubies écolo sans aucun sens des réalités ni aucune base scientifique.

13/03/2024 - Montée de la rhétorique et de la violence anti-LGBTIQ: attaques récentes à Thessalonique (débat)

– Monsieur le Président, samedi dernier, un couple trans a été traqué par une foule violente à Thessalonique. Que l'on soit ou non une personne transsexuelle, il est urgent de rappeler que personne, personne en Europe ne doit voir son intégrité menacée du fait de ses opinions, de sa religion ou de son mode de vie.

Logiquement alignés sur ce principe de respect de l'être humain, les initiateurs de ce débat condamneront, j'en suis sûre, avec la même fermeté toutes les violences, y compris celles qui s'exercent contre des féministes telles que Riley Gaines, qui défend les femmes dans le sport, et qui le 7 avril dernier a dû être exfiltrée de la salle où elle s'était barricadée pendant trois heures pour échapper aux coups et aux menaces d'une foule enragée de militants de la cause trans – soit le même scénario que le couple en Grèce.

C'est étrange, je ne vous ai jamais entendus demander un débat pour défendre ces féministes menacées de mort. Y aurait-il des proies et des victimes par principe pour la gauche ? Le camp du bien aurait-il une défense sélective des valeurs ? Si je sais être une cible pour vous, les belles âmes, sachez que moi, contrairement à vous, je m'insurge contre toutes les violences, et j'ai bien dit toutes.

2. Jordan Bardella

21/10/2019 - Interventions d'une minute sur des questions politiques importantes

– Monsieur le Président, alors que nous en terminons seulement avec cinq longues années d'une Commission Juncker, qui aura été un désastre pour les peuples à tous points de vue, la nouvelle Commission von der Leyen se place déjà sous le signe de la continuité.

Le rejet de Sylvie Goulard, candidate française au poste de commissaire européen, adoubée par le président Macron, est un sursaut démocratique salutaire. Sa collusion avec des lobbyistes américains, ainsi que les rémunérations importantes qui lui ont été versées durant son mandat de députée européen, ont laissé planer un doute sur son indépendance ainsi que sur l'absence de tout conflit d'intérêt.

L'équipe von der Leyen s'annonce comme une caricature de ce que l'Union européenne a de pire. Après avoir recyclé les socialistes et les ultralibéraux de la mandature précédente, la garde rapprochée de la Présidente cherche désormais à imposer partout des fonctionnaires allemands afin de contrôler l'ensemble des cabinets. L'Union européenne actuelle est

l'antithèse d'une alliance qui profite à tous. Elle montre le visage d'une vaste machinerie au service des intérêts allemands.

Il serait sage que le prochain Conseil européen mette les traités européens sur la table et rende aux nations européennes leurs prérogatives essentielles à l'heure du réveil des peuples et d'une formidable soif de démocratie.

27/11/2019 - Présentation, par la présidente élue de la Commission, du collège des commissaires et de leur programme (débat)

– Monsieur le Président, Madame von der Leyen, lors des débats de la campagne européenne, droite et gauche ont pu donner l'illusion de désaccords quant à l'orientation à donner à l'Union européenne. Mais aujourd'hui, par une conjuration d'intérêts, vous allez, mes chers collègues, élire une Commission qui s'inscrit dans la continuité de la précédente. Le jeu de chaises musicales des postes de commissaires auquel nous avons assisté ces dernières semaines n'y fera rien: un bon commissaire est avant tout un homme ou une femme qui doit pouvoir rentrer sans broncher dans le moule des réglementations et des procédures dont seule Bruxelles a le secret.

L'émergence, sur tout le continent, de forces politiques défendant l'intérêt des peuples et des nations auraient dû vous pousser à revoir votre copie et à rompre avec les logiques totalement obsolètes que vous allez pourtant prolonger: traités de libre-échange, concurrence déloyale, travail détaché, libéralisation de nos services publics, mirage d'une Europe fédérale et, bien sûr, laxisme migratoire. Autant de mots auxquels vous resterez sourds, embarqués dans une machine infernale, technocratique, sans frontières et sans âme. Peu après avoir accordé le titre de commissaire à la protection du mode de vie européen, votre courage sémantique a cédé sous la pression des socialistes pour devenir la promotion des modes de vie européens, autant d'ores et déjà le nommer parce qu'il sera: un commissaire à la promotion de l'immigration.

Cette Commission, j'en suis persuadé, remplira à merveille le rôle qui est le sien, celui de chape de plomb destinée à étouffer l'aspiration à la liberté et à la continuité historique des nations européennes. Le Brexit devrait être l'occasion, pour le Conseil, de remettre les traités sur la table et d'aller vers une Europe des nations plus juste, plus protectrice et surtout plus démocratique. M. Juncker, Mme von der Leyen, un jeu de chaises musicales pour surtout ne rien changer.

04/05/2022 - Conséquences sociales et économiques pour l'Union européenne de la guerre menée par la Russie en Ukraine – Renforcer la capacité d'action de l'Union (débat)

– Madame la Présidente, Madame la Présidente de la Commission européenne, depuis deux mois, l'horreur de la guerre frappe notre continent. Ce conflit, si proche de nos portes, nous touche dans nos consciences et nous rappelle à notre devoir de solidarité face aux atrocités et aux crimes de guerre que subit le peuple ukrainien. Mais il touche aussi chacun d'entre nous, chaque peuple d'Europe, par la violence de ses conséquences économiques collatérales. L'inflation est de retour partout en Europe, et elle accable d'abord les plus modestes, qui voient renchérir les prix des biens de première nécessité. Se nourrir, se chauffer ou encore se déplacer devient, hélas pour beaucoup, une angoisse toujours plus rude.

Cette guerre est d'abord et avant tout un questionnement sur notre dépendance: celle aux énergies fossiles importées comme aux produits alimentaires et aux produits agricoles cultivés toujours plus loin de chez nous. Cette guerre nous rappelle la plus vieille leçon de l'histoire: la souveraineté, c'est le prix de la liberté. Dès lors, il est crucial de renforcer notre autonomie énergétique en continuant à renforcer notre filière nucléaire, énergie la plus propre et la plus décarbonée dont disposent aujourd'hui nos sociétés, en refusant de céder aux pressions des Verts qui veulent renvoyer nos sociétés à l'âge de pierre économique par la réouverture des centrales à charbon.

Notre devoir est aussi celui de reconquérir notre souveraineté alimentaire par la fin du libre-échange absolu et le développement du juste échange, le recours aux circuits courts et au localisme, à la proximité. Cette protection de nos filières agricoles passe par la fin de la folle stratégie de la ferme à la fourchette promue par la Commission, qui livre nos agriculteurs à la contrainte et à la ruine.

La situation exceptionnelle que nous connaissons appelle à plus court terme des mesures d'urgence pour le pouvoir d'achat de nos concitoyens. Il faut baisser les taxes sur les carburants, comme l'a fait la Pologne dès le mois de février. Nous souhaitons le faire en France, où les taxes représentent près de 60 % du prix à la pompe. Nous devons aussi nous résoudre à constater qu'à cet instant, les sanctions énergétiques prises par l'Europe ont affaibli notre pouvoir d'achat tout en enrichissant la Russie. Le rouble est à un niveau historiquement haut depuis deux ans et les profiteurs de guerre s'enrichissent toujours plus dans l'exportation des matières premières.

Le constructeur automobile Renault a été contraint de céder ses parts dans la marque russe Lada pour un rouble symbolique. C'est donc un institut dépendant de Poutine qui en a fait l'acquisition. C'est là une drôle de sanction qui conduit à saborder une entreprise française pour finalement permettre au gouvernement russe de la nationaliser gratuitement.

Pour conclure, nous n'avons pas le pouvoir de décider de l'emplacement des gisements de gaz et de pétrole. En revanche, nous pouvons décider de protéger les nôtres tout en

sanctionnant les profiteurs de guerre et en aspirant demain à retrouver le chemin de l'indépendance. Il faut suivre un principe simple: les sanctions doivent continuer de cibler Poutine, le régime russe et ses décideurs, et non le portefeuille des Européens, ni les activités de nos entreprises. Je vous conjure de penser à eux.

14/09/2022 - État de l'Union (débat)

– Madame la Présidente du Parlement, Madame la Présidente de la Commission européenne, nous y sommes. Voilà les peuples d'Europe au pied du mur. Si l'état d'urgence énergétique doit aujourd'hui être déclaré, la guerre n'y est pas étrangère. Mais ce sont d'abord et avant tout vos errements successifs que nous payons aujourd'hui. Vous illustrez parfaitement le proverbe français «l'enfer est pavé de bonnes intentions».

Vous vouliez sortir de notre dépendance aux énergies fossiles, vous nous avez mis entre les mains de la Russie, des États-Unis, de la Chine et des pétromonarchies du Golfe. Vous prétendiez décarboner notre économie, nous rouvrons des centrales à charbon en raison d'une guerre absurde et irrationnelle menée contre le nucléaire, sous la pression des Verts. Vous vouliez effondrer l'économie russe, vous lui avez offert une manne financière inespérée en démultipliant ses revenus d'hydrocarbures. Vous prétendiez défendre l'écologie, vous importez du gaz de schiste américain à grand renfort de méthanières. Vous vous placiez en défenseur des valeurs de l'Europe, vous vous mettez aujourd'hui à genoux devant l'Azerbaïdjan qui bombarde le vaillant peuple d'Arménie parce que vous mendiez ses hydrocarbures. Vous vantiez les mérites de l'Europe sociale, vous préparez maintenant le rationnement de millions de familles françaises et européennes qui n'ont jamais tant redouté l'hiver qui vient. Par vos incohérences, par vos revirements insensés, par vos renoncements à la souveraineté, vous plongez nos peuples et leurs entreprises dans la détresse en les confrontant à des urgences que l'on croyait d'un autre temps.

La baisse de la TVA sur l'énergie, le retour à une saine maîtrise des prix par la sortie du marché européen de l'électricité, la taxation des superprofits comme le soutien indéfectible à la filière nucléaire sont autant de mesures indispensables pour empêcher que nous revenions à l'âge de pierre économique.

Madame von der Leyen, partout, les peuples d'Europe sont en colère. Il n'est pas loin le temps où ils vous demanderont avec la sévérité d'un juge devant le coupable: qu'avez-vous fait du rêve européen?

13/12/2022 - Soupçons de corruption de la part du Qatar et nécessité, plus largement, de transparence et de responsabilité au sein des institutions européennes (débat)

– Monsieur le Président, Madame la Commissaire, la religion des droits de l'homme s'arrête donc là où commencent les valises de billets. Alors que l'Union européenne s'est érigée en modèle de vertu, en donneuse de leçons et en juge moralisatrice de tous les régimes du monde, la voici présumée corrompue à son plus haut niveau par l'argent d'un État islamiste.

Ce scandale démocratique qui frappe aujourd'hui le Parlement européen, dont l'une des vice-présidentes vient d'être écrouée, a le mérite de mettre fin à une mascarade: la mascarade de ceux qui portent en bandoulière les valeurs de l'Europe, la mascarade de ceux qui hurlent le plus fort dans la défense de la démocratie, la mascarade des socialistes soupçonnés ici, au Parlement européen, d'avoir touché de l'argent du Qatar.

Le Qatar est, rappelons-le, une dictature islamiste. La liberté d'expression ne s'y applique pas, l'égalité hommes-femmes et les droits des travailleurs n'existent pas, l'homosexualité y est punie de mort. Le Qatar est cet État où 6 500 ouvriers esclavagisés sont morts sur les chantiers de la Coupe du monde, pour qui nos démocraties modernes détournent le regard. Le Qatar est cet État qui retire ses équipes féminines des rencontres sportives internationales, au motif que ses joueuses ne peuvent disputer les matchs en portant le voile islamique. Le Qatar est cet État qui finance l'islamisme en France et sponsorise les djihadistes d'al-Nosra en Syrie.

Selon les journalistes français Christian Chesnot et Georges Malbrunot, le prosélytisme du Qatar et, avec lui, l'influence des Frères musulmans en France ont déversé plus de 25 millions d'euros en dix ans dans des constructions d'écoles, de mosquées radicales et d'associations séparatistes.

Combien d'autres élus de ce Parlement sont prêts à vendre leurs prises de position publiques au plus offrant? Combien d'autres font preuve de la même souplesse déontologique, pour ne pas dire du même avilissement moral? Nous refusons que nos nations soient vendues à la découpe. Il est temps de remonter le fil de la corruption et de faire toute la lumière sur les accointances de certains élus ici présents avec le Qatar. Je suis persuadé que d'autres cadavres sont dans le placard, et que nous ne sommes pas au bout de nos peines. Sur le sujet du Qatar comme sur beaucoup d'autres, nous aurons alerté avant tous les autres. Faites donc respecter l'Europe, la vraie, face à ceux qui en font commerce et qui font commerce de nos intérêts.

13/09/2023 - État de l'union (débat)

– Madame la Présidente, Madame la Présidente Von der Leyen, le temps du bilan est donc venu. Jamais il n’y a eu un tel écart entre les mots qui forment votre discours et la réalité vécue par des millions d’Européens. Vous voyez, en présidente d’une puissance mondiale respectée, vous êtes à la tête d’une administration froide, affaiblie, dans laquelle les peuples d’Europe ne croient plus. Vous ne jurez que par l’élargissement à tout prix. Nous voyons un rétrécissement sans précédent de l’influence de l’Europe dans le monde.

Par une écologie punitive empruntée à la gauche, vous menacez notre industrie automobile avec la fin annoncée des moteurs thermiques, tout comme vous fragilisez notre autonomie alimentaire avec la stratégie dite «de la ferme à la fourchette» et la décroissance agricole qui en découle. Par les règles absurdes du marché européen de l’énergie, comme par vos atermoiements sur la question du nucléaire, vous faites payer à mon peuple, le peuple français, une facture salée qui prend à la gorge nos entreprises et les familles les plus modestes. Par votre croyance sans limite dans le village global, vous organisez les conditions du désordre de demain en acceptant une immigration de peuplements venus du Sud qui changent notre culture et bouleverse notre art de vivre. Par votre naïveté, les institutions européennes auront été le relais des idéologies islamistes dans d’indécents campagnes de publicité. Quelle étrange organisation que celle qui finance ses propres ennemis.

L’Europe est entrée dans le temps des incertitudes: le Covid, le retour de la guerre à nos portes, l’intelligence artificielle, le défi démographique, climatique, et je dirais en somme civilisationnel, nous imposent un sursaut, au risque de disparaître. Nous devons exister. La construction européenne doit exister, mais elle ne trouvera le chemin de la puissance et la voie de la confiance des peuples que dans une alliance des nations libres, souveraines, indépendantes, capables d’investir les grands projets du siècle en cours pour rivaliser avec les États-Unis ou la Chine.

J’invite les peuples à prendre date: du 6 au 9 juin, ils pourront mettre un terme définitif à plusieurs années de renoncement pour renouer avec le fil de l’espoir. Vivement le 9 juin.

3. Nicolas Bay

09/07/2019 - État des lieux des négociations au Conseil sur le règlement relatif à la protection du budget de l’Union en cas de défaillance généralisée de l’état de droit dans un État membre (débat)

– Madame la Présidente, en évoquant les menaces sur l'état de droit, notre débat devrait naturellement se porter sur la situation à Malte ou en Slovaquie, là où des journalistes ont été assassinés dans un contexte de pouvoir politique à la fois socialiste et corrompu.

Mais aujourd'hui, une fois de plus, ceux que vous visez en voulant les priver des fonds structurels européens, ce sont, encore et toujours, la Pologne et la Hongrie, des gouvernements populaires qui disposent d'une large et incontestable légitimité démocratique et qui, il faut bien le dire, sont mieux élus que vous ne le serez jamais, mieux élus que ceux qui, en toutes circonstances, veulent leur faire la leçon. Pour vous, ils ont le tort de refuser à la fois l'insupportable chantage migratoire, mais aussi de ne pas céder aux groupes LGBT et à leur cortège de revendications extrémistes, marginales et contraires à l'intérêt général.

S'agissant d'état de droit, personne ici ne parle, par exemple, de la nomination en France, il y a quelques jours, de M. Dupond-Moretti comme nouveau ministre de la justice d'Emmanuel Macron, M. Dupond-Moretti, qui avait demandé l'interdiction pure et simple du principal parti d'opposition en France. On voit bien que l'état de droit est devenu un concept politisé qui est utilisé pour imposer le gouvernement des juges contre la volonté des peuples. Mais plus vous voudrez soumettre les peuples et plus ils résisteront.

16/07/2019 - Déclaration de la candidate à la présidence de la Commission (débat)

– Madame la Présidente, Madame von der Leyen, il y a cinq ans, dans cet hémicycle, celui à qui vous ambitionnez de succéder, Jean-Claude Juncker, avait déclaré que c'était, je cite, «la Commission de la dernière chance». Vous risquez donc d'être à la tête de la «Commission de la liquidation», celle du dernier arrêt avant le retour des peuples et des nations au cœur d'une vraie coopération européenne.

Résultat d'une discussion à Bruxelles dans le dos des peuples, méthodiquement tenus à l'écart du processus opaque de nomination aux hautes fonctions au sein des institutions européennes, vous vous présentez ici parce que vous avez su rassurer certains groupes politiques en donnant des gages. Vous irez toujours plus loin, et vous l'avez réaffirmé ce matin, dans le libre-échange mondialisé qui détruit nos emplois et épuise notre planète. Vous irez toujours plus loin dans le fédéralisme à marche forcée qui muselle les peuples et cadenas les nations avec, par exemple, la suppression de l'unanimité. Vous irez toujours plus loin dans le laxisme migratoire et le multiculturalisme, qui mettent en danger la sécurité et l'identité de nos pays.

C'est pour toutes ces raisons, Madame, que vous aurez certainement tout à l'heure les voix des libéraux et de la gauche et c'est aussi pour toutes ces raisons, Madame, que vous n'aurez pas les nôtres.

16/07/2019 - Bilan de la présidence roumaine du Conseil (débat)

– Madame le Premier ministre, Monsieur le Président, chers collègues, au cours de cette Présidence roumaine, je me suis rendu plusieurs fois à Bucarest. Pour la Conférence des présidents avec le Conseil des ministres, bien sûr, en novembre, mais également en avril dernier pour un débat sur l'avenir de l'Europe.

À chaque fois, nous avons évoqué les grands défis que les Européens et leur civilisation commune devront affronter ensemble, à l'échelle continentale: l'identité et les frontières, la relocalisation de l'économie, mais aussi la protection des données, l'intelligence artificielle, la réindustrialisation nécessaire ou encore le maintien de notre tissu agricole.

Jusqu'à présent, sur aucun de ces sujets, l'Union européenne n'a su se montrer ni efficace, ni même présente. Pire, sur le libre-échange, elle ne fait qu'accélérer, récemment encore avec les pays d'Amérique latine ou le Vietnam. C'est pourtant le système le moins écologique et le plus destructeur de nos économies. Je dis cela sans, bien sûr, jeter la pierre au gouvernement roumain. Il faut bien le dire, il a été sous le feu nourri de la Commission européenne, qui instrumentalise l'état de droit pour imposer le gouvernement conjoint des technocrates et des juges face à la volonté des peuples.

La réalité est que le pouvoir est aujourd'hui phagocyté par la Commission de Bruxelles, qui cumule à la fois l'initiative législative, le contrôle de l'application des directives, mais se pose également en garante des traités.

Or, les présidences du Conseil passent mais la Commission, ses bureaucrates et ses orientations restent. Le meilleur exemple n'est-il pas M. Timmermans, qui gardera sans doute son rôle de zélé «porte-flingue» contre les pays qui sont récalcitrants à Bruxelles. Lui qui, contre la Hongrie, contre la Pologne, contre la Roumanie, demain peut-être contre l'Italie de Matteo Salvini, en somme contre les nations et contre les peuples, sera toujours en pointe pour attaquer et déstabiliser des gouvernements qui ont pourtant la légitimité démocratique.

Dans les récents petits arrangements pour répartir les postes à la tête des institutions européennes, l'Europe de l'Est a été totalement oubliée. L'Allemagne de Merkel est, comme toujours, surreprésentée, en personne, ou par ses affidés ou par ses hommes de paille. Ceux-là même qui ont précipité l'élargissement de l'Union européenne à l'Est se rendent compte aujourd'hui que leur idéologie immigrationniste libérale-libertaire n'y est que fort peu partagée.

Ayant subi le joug du communisme totalitaire, les pays d'Europe centrale et de l'Est savent encore se doter de dirigeants courageux qui refusent de céder aux exigences de la Commission, s'agissant notamment de la répartition obligatoire de migrants.

C'est sur cette question, et surtout celle de la réforme du droit d'asile, devenue une filière dévoyée de l'immigration clandestine, que la Commission Juncker a dérapé. La réforme Dublin IV a heureusement été bloquée au Conseil, notamment par la Hongrie et la Pologne.

Si la Présidence roumaine, se juxtaposant avec les élections européennes, n'a pas été l'occasion d'avancées spectaculaires, reconnaissons-lui au moins de n'avoir pas amplifié ou aggravé les échecs et les dérives actuelles de l'Union européenne.

Compte tenu des gages qu'elle a donnés ce matin encore aux socialistes et aux libéraux macronistes, la désignation de Mme von der Leyen à la tête de la Commission risquerait en revanche de constituer une nouvelle accélération, avec la Présidence finlandaise, vers plus de fédéralisme, plus d'immigration et moins de protections économiques.

Les défenseurs des peuples et des nations seront donc plus vigilants que jamais pour refuser que l'Union européenne ne devienne une machine à détruire l'Europe.

18/12/2019 - Conclusions de la réunion du Conseil européen des 12 et 13 décembre 2019 (débat)

– Madame la Présidente, Madame la Présidente de la Commission, Monsieur le Président du Conseil, nous assistons aujourd'hui au bal des mauvais perdants. Tous, du PPE aux socialistes, en passant par Guy Verhofstadt à l'instant, regrettent le choix démocratiquement exprimé par le peuple britannique. Le verdict des urnes constitue en effet pour vous un revers, vous qui, ici, au Parlement européen, dans les institutions européennes, avez multiplié les manœuvres pour essayer d'empêcher que le Brexit ait lieu, vous aussi qui, parfois, avez essayé de faire adopter coûte que coûte un texte objectivement contraire à la volonté formulée par le peuple, un texte contraire aux intérêts de la Grande-Bretagne et, évidemment, inacceptable pour la Chambre des communes.

Il s'agit, en revanche, avec ces résultats aux législatives, d'une double victoire pour Boris Johnson.

D'abord, une victoire démocratique. Il a fait respecter le référendum de 2016, il a fait respecter le choix du peuple souverain, il a mené à son terme la négociation et il formalisera la sortie effective de la Grande-Bretagne de l'Union européenne.

Mais c'est aussi, évidemment, une victoire politique. Il a rassemblé le peuple, il a donné à sa famille politique son plus grand succès électoral depuis plus de trente ans et il s'est affranchi des grands dogmes: le laxisme migratoire ou le mondialisme comme horizon indépassable.

Dans la négociation qui s'ouvrira au lendemain du 31 janvier, parce que Boris Johnson saura défendre les intérêts britanniques avec la pugnacité qu'on lui connaît, il faudra défendre l'intérêt de nos nations, être capables d'avoir une relation avec la Grande-Bretagne, grand pays ami, allié, partenaire, mais aussi être capables de défendre les intérêts des nations européennes et ne pas avoir peur de la concurrence, parce que la concurrence existe aussi à l'intérieur même de l'Union européenne, entre nos pays.

14/05/2020 - Législation d'urgence en Hongrie et ses incidences sur l'état de droit et les droits fondamentaux (débat)

– Monsieur le Président, imaginez le gouvernement d'un État membre de l'Union européenne qui restreindrait les libertés fondamentales avec une nouvelle loi d'état d'urgence sanitaire aux contours très nébuleux. Imaginez un gouvernement qui essaierait de contrôler l'information par une plateforme officielle qui traquerait les prétendues *fake news*. Imaginez que, dans ce pays, les juges constitutionnels seraient désignés unilatéralement par le pouvoir politique, sans voie de recours possible. Imaginez que, dans cet État membre, pas plus tard qu'hier, une nouvelle loi aurait restreint dramatiquement la liberté d'expression en instaurant une censure sur Internet, sans possibilité de faire appel.

Un tel gouvernement, il existe, mais pas en Hongrie. C'est celui de la France d'Emmanuel Macron. Et il n'y a personne ici pour s'en émouvoir. Alors, certains, dans les institutions européennes, enragent et trépignent quand ils voient Viktor Orban disposer de la plus forte légitimité électorale lors des dernières élections européennes. Ils enragent et ils trépignent parce qu'un pays ne plie pas face aux injonctions de la gauche morale. Ils enragent et ils trépignent, alors ils nous imposent, une fois de plus, un énième débat en pleine crise sanitaire, un énième débat sur la Hongrie, qui sera tout aussi stérile, tout aussi inutile, tout aussi inopérant que les précédents.

L'État de danger prévu par la Constitution est mis en œuvre, sous une forme analogue d'ailleurs, dans les autres pays européens, il a été approuvé par le parlement hongrois, aucun abus n'a été constaté. Les raisons réelles de cet acharnement, nous le savons, c'est le refus de la Hongrie de la folle politique migratoire de l'Union européenne. Cet état de droit, il est aujourd'hui instrumentalisé, il est utilisé pour imposer le gouvernement des juges contre la volonté des peuples.

23/07/2020 - Conclusions de la réunion extraordinaire du Conseil européen du 17 au 21 juillet 2020 (débat)

– Monsieur le Président, un jour historique pour l'Europe, a déclaré virevoltant le président français, Emmanuel Macron. Mais les grands mots ne sauraient effacer ni les grands échecs ni les grandes forfaitures. Dans la résolution commune présentée aujourd'hui par tous les groupes du centre- droit jusqu'à l'extrême gauche, il est déploré le peu de cas que le Conseil fait du Parlement européen. La précipitation de notre assemblée à se réunir sous 48 heures pour finalement saluer docilement, avec quelques simples réserves, l'accord négocié il y a quelques jours, contribuent à reléguer notre Parlement dans un rôle de figuration et de chambre d'enregistrement.

Le travail parlementaire et législatif, pour être respecté comme tel, pour être crédible, nécessite quand même un minimum de temps et de sérénité. Si vous manquez de temps aujourd'hui, c'est d'abord parce que nous en avons beaucoup perdu, hier: d'abord parce que les institutions européennes ont été les grandes absentes de la crise sanitaire elles-mêmes; la crise aurait dû être l'occasion de refonder l'Union européenne sur des bases saines, le localisme, les protections économiques les coopérations libres entre les nations, l'indépendance industrielle, la fin de la bureaucratie.

Ce tournant crucial pour l'Europe, il a été manqué par péché d'hubris, de démesure, Bruxelles a voulu faire ce qu'elle fait toujours: aller encore plus loin, encore plus vite, poursuivre sa fuite en avant sans jamais reconnaître ses erreurs ni en apprendre. Absente dans l'anticipation de la crise puis absente dans la coordination des pays européens face à la crise, l'Union essaye aujourd'hui de faire oublier ses échecs et ses carences en présentant, de manière triomphaliste, un plan de relance négocié dans la douleur dont si peu de pays européens seront réellement les bénéficiaires. 92 heures de négociations laborieuses ont montré que les intérêts nationaux prendront toujours le pas sur l'utopie fédérale. Oui, Monsieur Macron, oui, Madame Merkel, les nations, elles existent encore.

La plupart des annonces fanfaronnantes ont finalement été évacués ou rabotées, les aides directes à l'économie sont passés de 500 milliards à moins de 400 milliards au bout du 1er tour de table et au passage on a rogné les crédits de la politique agricole commune, de la recherche, ou encore d'Erasmus. Mais l'objectif principal – dogmatique, idéologique – eh bien il demeure: faire un pas de plus vers l'État centralisé européen grâce à la mutualisation continentale de la dette. La question, c'est de savoir quel est le gain pour nos nations, quel est le bénéfice réel pour nos peuples?

Ces soutiens économiques auraient bien pu être organisée par chaque pays, avec comme avantage de décider de l'usage de cet argent au lieu de se faire dicter leurs choix financiers par la Commission. Pour faire avaler la pilule, on nous explique aujourd'hui, dans un mélange de mauvaise foi et de candeur, que cette dette colossale, certes contractée par la Commission mais qui est due par les nations, serait remboursée grâce aux fameuses ressources propres, première étape vers un impôt européen ardemment souhaitée par certains. Une taxe carbone, une taxe GAFAM, une taxe plastique dont l'instauration reste très hypothétique et les produits financiers totalement inconnus.

En pratique, comme toujours, ce sont les 9 pays contributeurs nets au budget européen qui vont devoir supporter demain le poids de cette nouvelle dette. Ainsi, par exemple, la France disposera de 40 milliards d'euros sur 750 et verra sa contribution au budget augmenter pour les 6 prochaines années.

Ce qui est historique, pour reprendre le terme de Macron, c'est sans doute de voir un président négocier un accord à l'encontre des intérêts de son propre pays. La crise sanitaire ne doit pas devenir le nouveau prétexte pour continuer à construire l'Union européenne non seulement sans les peuples, mais contre leurs intérêts fondamentaux.

10/03/2021 - Semestre européen: stratégie annuelle pour une croissance durable 2021 - Semestre européen: aspects liés à l'emploi et à la politique sociale dans la stratégie annuelle 2021 pour une croissance durable (débat)

– Madame la Présidente, si nous voulons retrouver la croissance, que nous avons d'ailleurs perdue bien avant la crise sanitaire, et si vous souhaitez que cette croissance soit durable: libérer et protéger, sont alors les deux conditions à réunir.

Il faut libérer notre économie et permettre à nos entreprises de donner leur plein potentiel sans les écraser par la fiscalité et la surréglementation. Les décisions récentes sur le budget européen ont montré une véritable fuite en avant: hausse systématique des budgets, instauration de ressources propres, non pas pour alléger d'autant la contribution des États, mais pour alourdir encore le millefeuille fiscal.

Par ailleurs, votre surenchère de contraintes et de normes toujours plus exigeantes, environnementales notamment, avec un pacte vert pour l'Europe aux objectifs irréalisables, pèse évidemment comme un boulet sur nos entreprises, sur nos industries et nos agriculteurs et nos producteurs. Si encore vous parveniez à imposer ces normes à nos concurrents, et pour cela, il faudrait justement accepter de protéger notre économie, de s'affranchir du libre-échange mondialisé qui crée la concurrence déloyale et freine notre croissance. Il ne s'agirait d'ailleurs

pas de surtaxer tous les produits entrants, mais simplement de mettre en place des barrières douanières lorsque c'est nécessaire, comme la plupart des pays du monde savent le faire, pour défendre enfin nos productions locales.

L'actuelle présidence portugaise de l'Union européenne, ainsi que certains dans cet hémicycle, réclament pourtant encore la conclusion rapide de l'accord commercial avec les pays du Mercosur. J'espère évidemment pour nos agriculteurs qu'il sera définitivement enterré.

S'obstiner à être les meilleurs élèves de la classe écolo n'aura pour seul effet que de nous rendre impotents et faibles à la merci des stratégies agressives de pays qui n'ont ni nos complexes ni nos pudeurs et à qui vous avez ouvert grand notre marché.

10/03/2021 - Tentatives du gouvernement de museler les médias libres en Pologne, en Hongrie et en Slovaquie (débat)

– Monsieur le Président, un énième débat sur la Pologne et la Hongrie, auquel vous adjoignez cette fois la Slovaquie. Décidément, vous faites feu de tout bois.

Une simple taxe sur les médias en Pologne, l'interdiction d'une radio qui s'obstinait à ne pas respecter la loi à Budapest, un tweet ironique pour remettre à sa place une journaliste d'extrême gauche en Slovaquie. Vos accusations sont comme d'habitude très exagérées, politisées et pour tout dire grotesques.

Vous ne vous êtes pas émus de la scandaleuse atteinte au pluralisme démocratique d'Angela Merkel, qui a tenté de placer sous surveillance policière la première opposition, le parti Alternative für Deutschland, qui dispose pourtant d'un groupe de 92 députés au Bundestag. Tentative autrement plus inquiétante, heureusement empêchée par la justice.

De même, où êtes-vous lorsqu'il s'agit de défendre le droit des Européens à s'exprimer sans devoir craindre la censure du politiquement correct? Qu'a fait l'Union européenne contre l'hégémonie des GAFAM? Seule la Pologne a cherché à protéger la liberté d'expression de ses citoyens.

Pire, en France, le service public de France télévisions a mis en place un système variable de rémunération pour ses rédacteurs en chef: ceux qui parlent le plus d'intégration européenne ou de diversité ont des primes financières et pas les autres. Mais là aussi, vous ne voyez sans doute aucune atteinte à la liberté des journalistes. Car la Commission ne défend malheureusement pas la liberté des médias: elle s'en prend à des gouvernements démocratiquement élus qui ne se plient pas à la propagande progressiste et mondialiste.

19/10/2021 - La crise de l'état de droit en Pologne et la primauté du droit de l'Union (débat)

– Monsieur le Président, Madame la Présidente, Monsieur le Premier ministre, chers collègues, où réside la légitimité? Qui défend la liberté? L'état de droit est-il détachable de la souveraineté nationale et populaire? Un aréopage de commissaires, de fonctionnaires et d'élus d'autres pays est-il légitime pour dicter à un peuple quel devrait être son mode de vie et de gouvernance? C'est bien toute la question qui nous rassemble aujourd'hui.

Il y a trois ans, je m'étais rendu à Varsovie dans le cadre d'une mission officielle de notre Parlement pour enquêter sur la réforme de la justice polonaise et ce qu'on nous présentait alors comme – je cite – une atteinte systémique à l'état de droit. Ce que j'ai pu observer, tout comme en Hongrie il y a deux semaines dans une mission semblable, c'est que ces accusations n'ont absolument aucun fondement. Il n'y a rien, strictement rien.

On peut légitimement s'interroger d'ailleurs sur l'impartialité des institutions européennes qui ne s'inquiètent de la remise en cause de la primauté du droit de l'Union que dans certains cas, et en fonction de calculs politiques et de motivations dont tout le monde voit bien qu'elles sont beaucoup plus idéologiques que juridiques.

Comme vous l'avez rappelé à l'instant, Monsieur le Premier ministre, des jugements similaires à celui du Tribunal constitutionnel polonais ont en effet été rendus en Allemagne, en Italie, en Espagne, en Roumanie et même en France, un pays qui a forgé son concept d'identité constitutionnelle. De même, Bruxelles ne s'inquiète d'une supposée atteinte à la séparation des pouvoirs que dans certains pays, et étrangement toujours les mêmes, avec une radicalisation inquiétante.

La Commission et la gauche du Parlement européen, dont le PPE semble désormais faire partie, comme l'a illustré l'agressivité de Manfred Weber à l'égard de la Pologne, se livrent à une persécution contre des États souverains dont les gouvernements conservateurs sont pourtant démocratiquement et largement élus et réélus. Cela devrait conduire un certain nombre d'entre vous à un peu moins d'arrogance quand on voit vos résultats électoraux.

Alors que les procédures en cours sont à l'arrêt grâce à une sage décision du Conseil, le Parlement continue de prétendre agir dans le cadre de l'article 7. Et, puisque les attaques sur l'organisation de la justice polonaise se révèlent en réalité sans aucun fondement, on trouve d'autres prétextes: les revendications LGBT et la volonté de contrôler l'éducation sexuelle des enfants. Et ils prennent maintenant le peuple polonais en otage en instrumentalisant le plan de relance post-COVID comme moyen de pression financier. Les méthodes sont odieuses, les objectifs ne le sont pas moins.

Monsieur le Premier ministre, vos adversaires ne cherchent pas la vérité. Ils veulent vous imposer des aveux. Ils exigent des confessions forcées et publiques dans un pays qui a

affronté deux totalitarismes le siècle dernier. Ce n'est pas une chose anodine. L'état de droit est un prétexte à un véritable procès stalinien. La vraie motivation de ces attaques, nous la connaissons: vous refusez le laxisme migratoire, vous refusez les diktats moraux et sociétaux d'un fédéralisme européen qui viole les traités et s'imisce de façon illégitime dans toutes les politiques nationales, de l'éducation à la santé en passant par la politique familiale et l'organisation judiciaire.

Mais pourquoi donc cette panique des fédéralistes? Pourquoi une telle mauvaise foi quant à la portée réelle de cet arrêt? Tout simplement parce que le Tribunal constitutionnel polonais remet enfin l'Union européenne à sa place. Il rappelle qu'elle est composée d'États qui consentent librement, librement, à un projet commun. Ils rappellent que les pouvoirs de l'Union européenne sont uniquement ceux qui ont été délégués par les nations à Bruxelles. Les traités délimitent clairement ses attributions et ils sont aussi là pour ça. Il n'y a donc ni Polexit juridique ni Polexit politique.

Monsieur le Premier ministre, la Pologne est une grande nation européenne. Elle fut souvent au cœur de notre histoire commune, parfois pour votre malheur, parfois pour votre gloire. En maintes occasions, et notamment lors du siège de Vienne de 1683, les Polonais ont résisté et combattu, ils ont défendu la civilisation européenne, ses nations, ses peuples et leurs libertés. Aujourd'hui, vous poursuivez cette tradition en mettant un terme à l'extension tentaculaire, illimitée, totalitaire du droit européen, instrumentalisée pour imposer des politiques dont les peuples ne veulent pas.

Soyez remerciés pour votre patience et votre endurance face aux accusations injustifiées. Soyez remerciés pour votre détermination et votre courage à défendre les libertés de nos nations. Soyez remerciés pour votre clairvoyance à porter haut nos valeurs de civilisation. Tenez bon.

4. Aurélia Beigneux

18/12/2019 - Discrimination publique et discours haineux contre les personnes LGBTI, notamment les "zones sans LGBTI" (B9-0234/2019)

– Monsieur le Président, mes chers collègues, alors que les actes homophobes se multiplient dans notre société où insultes, crachats, menaces et agressions physiques deviennent le quotidien d'une majorité de personnes en raison de leur orientation sexuelle, vous semblez aujourd'hui prendre la mesure des conséquences de votre politique. Malheureusement, votre angélisme en termes de politique migratoire vous détourne des vrais enjeux en la matière.

Alors que l'homosexualité est punie de mort dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, une étude allemande nous révélait en 2015 ce que beaucoup d'entre nous savaient déjà, à savoir le lien entre intégrisme religieux et homophobie. Elle expliquait le fort rejet des homosexuels et des personnes transgenres dans ce que les idéologues de gauche appellent des quartiers, et qui ne sont en fait que des territoires confisqués par une idéologie politico-religieuse. Ce qui a changé depuis, c'est l'importation massive, par un flux migratoire déraisonné et incontrôlé, de populations originaires de pays pour qui le dogme religieux est la norme suprême.

Je vous le demande donc, la Commission va -t-elle enfin traiter les ...

(Le Président retire la parole à l'oratrice)

15/12/2020 - Qualité des eaux destinées à la consommation humaine - Mise en œuvre de la législation de l'Union européenne sur l'eau (débat)

– Madame le Président, alors que l'on défend l'accès à l'eau dans le tiers-monde à longueur de journée, permettez-moi de rappeler que nos propres habitants ont de plus en plus de mal à y accéder. Déjà 11 % des Européens n'ont pas un accès suffisant à l'eau. Votre vision du monde et votre modèle économique ont asséché les eaux souterraines et ont fait disparaître de nombreux cours d'eau. Votre libéralisme progressiste a déjà causé énormément de tort à l'agriculture.

Aujourd'hui, c'est la ressource en eau qui est menacée. Dans ce domaine, les institutions qui savent le mieux ce qu'il faut appliquer, ce sont les États, et ce sont les États qui doivent avoir le dernier mot.

Proposez un texte clair et logique, sans arrière-pensée libérale, sans arrière-pensée pseudo-humaniste ou encore pseudo-écologiste. Défendons le bon sens des États membres dans la gestion durable de l'eau. Accentuons l'entraide européenne contre les incendies et les sécheresses. Promouvons l'innovation et la recherche. Promouvons notamment l'intelligence artificielle pour aider nos pays respectifs à prendre des décisions plus rentables et surtout plus écologiques.

Malgré ces avancées, trop de points sont à exclure de ces textes. Quelle est donc cette obsession qui consiste à défendre à longueur de journée des minorités dans tous les textes européens? Quel est le lien ou le rapport avec l'accès à l'eau? Dans le même temps, les Européens les plus modestes n'y ont plus accès dans certaines régions.

Dénonçons l'entrée dans ce texte de toute forme de libéralisation du marché de l'eau. Et enfin, refusons les sanctions pour les pays qui ne sont pas en conformité avec la directive-cadre

sur l'eau. La Commission n'a aucune légitimité pour imposer des amendes à des États souverains et libres.

09/03/2022 - Programme d'action général de l'Union pour l'environnement à l'horizon 2030 (débat)

– Madame la Présidente, le Parlement doit une nouvelle fois se prononcer sur le programme d'action pour l'environnement. Les citoyens européens seront ravis d'apprendre qu'ils devront, une fois de plus, passer à la caisse pour nourrir les folles ambitions de la Commission, eux qui ont déjà consenti de manière forcée aux sacrifices imposés ici-même. Le tout au nom d'une politique plus punitive que réellement environnementale et surtout dictée par des pseudo-écologistes n'ayant jamais quitté le centre-ville de la capitale bruxelloise.

Les dates butoirs sont plus courtes que jamais et le secteur agricole est désigné comme un des principaux responsables de la dégradation de l'environnement. Vous exigez une pollution zéro, ce qui est aussi absurde qu'utopique, et vous souhaitez la fin des énergies fossiles. L'ambition est belle, mais il s'agit de définir la politique écologique de l'Union européenne et non de réciter les psaumes de la secte Greta Thunberg.

Comment peut-on avoir aussi peu de considération pour nos industries, nos petites et moyennes entreprises ou nos agriculteurs? Comment peut-on demander des efforts à ceux qui agonisent déjà depuis des années, qui découvrent chaque année que leur facture va s'accroître et leurs revenus diminuer? La réponse est simple: ceux qui écrivent ces règlements ne connaissent strictement rien à la réalité sociale et économique de notre continent. Leur idéologie verte est issue des congrès internationaux et des déjeuners-débats dans les capitales européennes, pas du dialogue avec les principaux concernés.

Personne ici ne peut nier la dégradation de notre environnement, la perte de notre biodiversité ou encore la disparition des espèces. Mais les solutions que vous proposez sont toujours les mêmes et ne servent strictement à rien, si ce n'est provoquer encore une fois la colère de notre peuple. Pour couronner le tout, au lieu d'ajouter un paragraphe sur le localisme, l'indispensable soutien à l'énergie nucléaire ou encore la promotion des produits européens, vous mentionnez à plusieurs reprises les discriminations et le genre. Félicitations, votre quota de références gauchistes est atteint!

Dans quelle partie de ce texte se trouve la dénonciation des traités de libre-échange? Nulle part. Produire à l'autre bout du monde, dans des pays qui se fichent de l'environnement, et acheminer ces biens chez nous est pourtant la première source de pollution. Dans quelle partie de ce texte se trouve la promotion de la relocalisation? Nulle part. Où se trouve la défense d'une

autosuffisance industrielle réduisant la facture carbone des transports? Nulle part. Dans quelle partie du texte encourage-t-on la recherche? Encore une fois, nulle part.

Une Europe verte est possible, mais elle nécessite du bon sens, du dialogue et un protectionnisme environnemental sans tabou.

22/06/2022 - Heure des votes

– Madame la Présidente, c’est avec acharnement que les rapporteurs nous présentent aujourd’hui ces trois rapports du paquet climat. Il y a évidemment une urgence climatique, mais ce que vous appelez, vous, «urgence climatique» est en réalité une volonté de faire accepter de force votre projet idéologique.

Plutôt que de proposer un texte plus favorable aux classes populaires, vous vous êtes enfermés pour négocier un rapport encore plus contraignant. La droite et les socialistes se sont d’ailleurs mis d’accord sur toutes les compromissions possibles. Voici donc les conséquences irresponsables de votre politique: le charbon devra tourner à plein régime pour alimenter vos énergies renouvelables, coûteuses et peu efficaces; les prix des produits importés vont augmenter pour financer les efforts environnementaux des autres continents, sans aucune garantie de résultat, d’ailleurs; enfin, les citoyens européens devront répondre à l’injonction hors de prix du tout électrique, quitte à exploiter le travail d’enfants dans les mines de cobalt et de lithium à l’autre bout du globe. Mais visiblement, personne ne se sent concerné par cette ignominie. À en croire vos discours, c’est en alourdissant les contraintes environnementales en Europe que nous réglerons la crise climatique mondiale. Les Européens ne doivent pas assumer seuls l’intégralité des mesures environnementales pendant que les autres continents attendent de récupérer tranquillement nos parts de marché.

Enfin, autre hypocrisie: le gaz et le pétrole. En voulant vous débarrasser du gaz et du pétrole russes, vous ouvrez la porte au gaz de schiste américain et à son impact écologique désastreux. Vous savez pertinemment que nous devons rouvrir encore plus de centrales à charbon, comme chez nos voisins allemands. Face à votre idéologie, nous proposons un investissement ambitieux dans la recherche, dans l’hydrogène, dans l’essence synthétique, ou encore dans les biocarburants. Nous mettrons en place un véritable réseau de circuits courts.

Enfin, nous le répétons sans cesse, ces efforts resteront inutiles si l’UE continue d’autoriser ces néfastes traités de libre échange. Un autre modèle de bon sens existe, et il a d’ailleurs été plébiscité la semaine dernière en France.

13/09/2022 - Conséquences de la sécheresse, des incendies et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes : intensifier les efforts de l'Union pour lutter contre le changement climatique (débat)

– Monsieur le Président, cet été, la France a été frappée d'incendies ravageurs qui ont paralysé l'économie locale en pleine période touristique. Avant d'être la cause du réchauffement climatique, ces incendies sont d'abord la cause des politiques prônées par votre camp depuis des années, celles qui interdisent les brûlis préventifs et les coupes stratégiques, par exemple. Ce qui s'est passé en France est la réplique des incendies d'Australie il y a deux ans. Et pourtant, la gauche européenne n'en a pas tiré les leçons: l'urgence climatique est devenue un prétexte facile qui permet de vous dédouaner dans ce genre de situation.

Elle est devenue également une justification pour vous permettre des coups de force politiques à répétition soumettant les nations européennes à votre volonté insatiable du toujours plus d'efforts. Mais qui fournira ces efforts? Ce sont encore et toujours la classe moyenne européenne devenue prolétaire, les industries qui survivent tant bien que mal dans ce climat d'investissement pénible et les habitants des territoires reculés, oubliés de vos politiques centrées sur les métropoles.

Les phénomènes météorologiques extrêmes sont évidemment influencés par le réchauffement climatique, mais aucune politique ne les fera disparaître, surtout pas dans une Europe qui pollue extrêmement peu comparée aux géants chinois, indien ou américain. Votre politique consiste à demander au travailleur européen, déjà étranglé par la crise sanitaire et énergétique, de financer à lui seul l'effort de la planète entière.

Combien de temps faudra-t-il attendre pour que ce Parlement fasse confiance aux professionnels du terrain et à leur savoir-faire plutôt que de réguler leurs pratiques de manière sectaire? Ceux qui ont une part de responsabilité dans les événements de cet été ne doivent pas nous demander encore des efforts supplémentaires.

24/11/2022 - Héritage de l'Année européenne de la jeunesse 2022 (débat)

– Madame le Président, Monsieur le Commissaire, la conception que vous avez de la jeunesse de nos différentes nations est complètement dévoyée. Cette proposition de résolution sur l'Année européenne de la jeunesse est donc l'occasion de rappeler quelques points.

Vous ne parlez qu'à la jeunesse des métropoles, celle que vous représentez, portant le voile, pendant que la jeunesse iranienne cherche désespérément à s'en débarrasser. Celle que vous représentez adhère aux idées woke, LGBT et progressistes, alors que leur priorité réelle et immédiate est celle des fins de mois et d'un marché du travail saturé.

Pour le reste de la jeunesse, le constat est simple: vous ne l'écoutez pas et elle ne vous écoute pas. La preuve la plus flagrante de cette manipulation idéologique, ce sont les journées EYE au Parlement européen, théâtre de l'extrême gauche militante, qui fait coexister les ateliers féministes, islamistes FEMYSO, les espaces de discussion sur le racisme et les lieux de débat sur l'identité transgenre – la vérité fait mal à entendre, je le sais.

La jeunesse européenne doit savoir que c'est ainsi que vous représentez ses préoccupations du quotidien. Pour vous, la jeunesse n'est qu'une métaphore de la gauche. Vous réunissez systématiquement dans cet hémicycle les jeunes des grandes écoles, des ONG et des associations fédéralistes en faisant croire que ces personnes représentent la jeunesse européenne. La pluralité d'opinions est inexistante à chaque fois que vous leur donnez la parole. En témoigne notamment votre enquête en ligne sur les valeurs européennes. Véritable flop d'ailleurs, qui n'aura reçu que 5 000 réponses sur les 88 millions de jeunes que compte notre continent.

La jeunesse, c'est l'argument facile pour justifier votre campagne fédéraliste, gauchiste et antinationale. C'est faire croire aux peuples européens que les nouvelles générations sont prêtes à ratifier le projet d'États-Unis d'Europe préparé par de vieux fédéralistes déçus par les résultats électoraux.

Mais s'il y a bien une constante depuis que la société moderne existe, c'est que la jeunesse a toujours refusé que l'on pense à sa place. Ne mettons pas dans le même panier idéologique des jeunes de nos 27 nations si différentes. La jeunesse est en première ligne face à la crise, face à la difficulté d'entreprendre et face à la concurrence internationale. La vérité, c'est que nos jeunes combattent tous les jours les mêmes difficultés que le reste des Européens. Alors, pour la prochaine Année européenne de la jeunesse, sortez de votre délire progressiste, allez à leur rencontre dans les différents pays, plutôt que de faire venir les fils de la bourgeoisie des riches métropoles de notre continent.

14/12/2022 - Défendre la démocratie de toute ingérence étrangère (débat)

– Monsieur le Président, pendant des années, ce Parlement s'est défoulé en toute impunité contre notre groupe politique, forçant le discours de l'ingérence étrangère sans apporter le moindre élément tangible. Les seules armes à disposition des Glucksmann et autres Loiseau ont été d'enchaîner les accusations à la limite de la diffamation, en oubliant que, si les électeurs plébiscitent notre parti depuis cinquante ans, c'est justement parce qu'il ne défend qu'une seule nation, la France.

Malheureusement pour eux, lorsque des institutions sérieuses comme la justice décident de prendre les choses en main, c'est vers votre groupe socialiste qu'elles se dirigent. Pour noyer vos responsabilités et nous inclure dans un scandale qui ne concerne que vous, vous appelez cela une attaque étrangère contre la démocratie et ce Parlement européen. En réalité, il s'agit tout simplement d'un scandale de corruption du groupe socialiste.

Je demande donc que la commission ING2, qui a préféré attaquer notre groupe à chaque réunion, sans voir la corruption qui avait lieu dans ces mêmes bureaux, d'ailleurs, soit immédiatement suspendue, que son président rende des comptes et que tous les députés qui ont porté des accusations fallacieuses balayent enfin devant leur porte.

11/07/2023 - Restauration de la nature (débat)

– Monsieur le Président, Monsieur le rapporteur, la Commission européenne et les groupes de gauche nous ont habitués à des inepties économiques et politiques quand il s'agissait du pacte vert.

Mais cette proposition a atteint un niveau inégalé d'absurdité, de déconnexion et de mépris envers nos agriculteurs et nos États membres. Pire encore, cette fois, la Commission a menacé directement de représailles les députés qui demandaient légitimement une étude d'impact sur notre production alimentaire. D'ailleurs, où est M. Timmermans, vice-président de la Commission européenne, chargé du pacte vert, pour défendre ce texte si important? Visiblement, il n'assume pas son attitude scandaleuse et antidémocratique.

Alors que nous faisons face à une crise alimentaire imminente, vous persistez dans vos chimères utopiques, sacrifiant nos producteurs sur l'autel de vos fantasmes idéologiques et écologiques. Pourquoi voulez-vous vous immiscer dans les politiques urbaines des États membres? La végétalisation de nos villes est certes une bonne chose et apporte de nombreux avantages, mais il revient aux États et aux élus locaux de prendre ces décisions et certainement pas à une Commission qui pense avoir l'exclusivité de toutes les politiques.

Je rappelle également que les forêts sont du ressort des nations. Les objectifs contraignants imposés par la Commission européenne n'ont donc aucune légitimité. Alors que ce texte a été rejeté dans les trois commissions, les groupes de gauche, au mépris de la démocratie, essaient de le ressusciter avec des amendements de plénière. Le rejet de ce texte doit être définitif pour envoyer un message clair à la Commission européenne et donc aux groupes de gauche.

Alors, oui à la préservation de la nature de notre patrimoine et de nos terres agricoles. Et non à cette proposition absurde et oppressive de la Commission européenne. Il est grand

temps que vous cessiez de nuire à nos agriculteurs et à nos États membres, au nom de vos lubies idéologiques.

04/10/2023 - Proposition de prolongation de l'autorisation du glyphosate dans l'Union européenne (débat)

– Monsieur le Président, Madame la Commissaire, vous nous demandez aujourd'hui de donner un blanc-seing d'une décennie sur un produit dont les conséquences sanitaires sur les consommateurs comme sur les agriculteurs font encore débat, car les études se révèlent toutes contradictoires. Si la dépendance à ce produit nous empêche d'appliquer un principe de précaution ferme, nous ne pouvons pas laisser une telle latitude à une substance et à ses adjuvants parfois plus toxiques que le glyphosate lui-même.

Une majorité d'agriculteurs souhaite sortir du tout chimique. Seulement, la violence que préconisent les extrémistes de l'environnement est suicidaire. Arrêter dès aujourd'hui le glyphosate, c'est signer l'arrêt de mort de plusieurs filières stratégiques de notre agriculture et menacer directement notre souveraineté alimentaire.

Au même moment, on multiplie les traités de libre-échange avec le monde entier, ce même monde qui associe OGM et glyphosate déversés à outrance. L'extrémisme est une impasse de l'esprit. Refusons-le, qu'il soit vert ou ultralibéral. Que la Commission renouvelle donc son autorisation, mais sur cinq ans et non sur dix ans, et qu'elle offre surtout les moyens d'une alternative réaliste pour les agriculteurs et bien sûr pour notre santé. Qu'elle se tienne à un suivi strict et un soutien effectif à la recherche d'alternatives, comme avec le projet Horizon de traitement des sols au laser.

Il faut que la BEI également mette en œuvre des garanties de prêts bancaires pour les investissements innovants issus de la recherche agronomique. Et enfin, revoyons le règlement d'autorisation. Développons un système de contre-expertise indépendant. Libérons-nous des sociétés agrochimiques et des semenciers qui ont le monopole de l'alimentation mondiale. Alors à ce jour, évidemment, nous ne pouvons pas faire autrement que d'utiliser le glyphosate. Mais nous ne pouvons pas nous satisfaire de cette situation. Nous appartenons depuis deux millénaires à une grande civilisation agricole, alors restons-le en étant une Europe des nouvelles technologies.

21/11/2023 - Renforcement des normes de performance en matière d'émissions de CO2 pour les véhicules utilitaires lourds neufs (débat)

– Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, vous ne cachez même plus votre objectif délirant de passer au 100 % électrique pour les poids lourds comme pour les voitures, et peu importe si l’actualité nous met en garde chaque jour sur les dangers de ce choix utopique. Vous enfermez la filière du transport dans une voie à sens unique, au mépris de la liberté de marché que vous défendez pourtant constamment.

Le choix du «tout électrique» pour les voitures était déjà déconnecté des réalités industrielles, environnementales et économiques. Mais faire ce choix pour les poids lourds montre votre profonde ignorance du fonctionnement de cette industrie. Un camion électrique coûte aujourd’hui 300 000 euros, soit trois fois plus que le même camion au diesel. Son entretien est lui aussi trois fois plus onéreux. Alors allez dire aux sociétés de transport qu’ils devront passer au «tout électrique» dans quinze ans....

Ce choix est également un contresens écologique. Vous nous rendez dépendants de l’approvisionnement mondial en lithium et cobalt, extraits dans des conditions ultra polluantes à l’autre bout du monde et je le rappelle, exploitant le travail des enfants. C’est totalement écoeurant! En résumé, vouloir déplacer la pollution de nos villes vers le tiers monde ne fait de vous ni des écologistes ni des humanistes.

18/01/2024 - Récente catastrophe écologique causée par des pertes de granulés plastiques et son impact sur la pollution par les microplastiques dans les habitats marins et côtiers (débat)

– Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, le mois dernier, l’Europe a été témoin d’une nouvelle catastrophe maritime. Des milliers de granulés de plastique se sont retrouvés dispersés dans l’océan Atlantique, au large des côtes espagnoles. Ce phénomène n’est pas nouveau puisque chaque année, ce sont 230 000 tonnes de microbilles qui finissent dans l’environnement, et l’Europe représente à elle seule les deux tiers de cette pollution.

Alors oui, l’Union européenne porte une responsabilité écrasante en fermant les yeux sur les désastres de sa politique de libre-échange totalement débridée. Et ne comptons pas sur les groupes de gauche qui instrumentalisent ces sujets uniquement à des fins électoralistes. À l’heure des affrontements commerciaux entre la Chine et les États-Unis, des tensions au Proche-Orient ou dans la mer Rouge, nous payons encore une fois très cher le prix de notre dépendance au reste du monde.

Agir pour la réindustrialisation, c’est agir non seulement pour les citoyens européens et pour leur pouvoir d’achat, mais aussi pour l’environnement et la souveraineté. Les mêmes erreurs provoquent les mêmes conséquences. Il est donc temps de changer de paradigme.

5. Dominique Bilde

18/12/2019 - Situation humanitaire au Venezuela et crise des migrants et des réfugiés (débat)

– Dans l’histoire, le Venezuela, pays passé en vingt ans du rang de plus riche d’Amérique latine à un taux de pauvreté de 94 % et dont la capitale Caracas est la plus dangereuse au monde, est sans aucun doute un cas limite. Pire, il pourrait à terme se vider de ses habitants, les Vénézuéliens constituant le contingent le plus important de migrants au monde, devant les Syriens - l’ONU estime du reste que le pays pourrait avoir perdu 25 % de sa population d’ici à la fin 2020. La faute à des orientations politiques inspirées du socialisme, mais aussi aux sanctions américaines qui pénalisent avant tout la population civile. N’ayons toutefois pas la naïveté de voir en Juan Guaido autre chose que le candidat de l’atlantisme ce qui n’enlève rien à tout ce que l’autoritarisme d’un Nicolas Maduro a de plus condamnable.

Cette crise révèle également une fois de plus l’incapacité de l’Union européenne à s’imposer sur la scène internationale, à l’heure où la Russie, la Chine et les États-Unis font la loi. Pourtant, les événements du Venezuela auraient dû lui fournir l’occasion de faire entendre dans les affaires du monde une voix propre et singulière.

21/10/2020 - Politique économique de la zone euro pour 2020 - Emploi et politiques sociales dans la zone euro en 2020 (débat)

– François Mitterrand prédisait, en 1976 que l’« Europe sera socialiste ou ne sera pas ». À la lecture du rapport sur les politiques sociales de la zone euro 2020, c’est carrément le communautarisme le plus grossier qui semble désormais guider le projet européen. En effet, voté par une écrasante majorité en commission, les autres grands partis nous font passer un message clair: l’Europe sociale a un prix! Ce sera celui d’un aplatissement idéologique devant l’extrême gauche communautariste.

Depuis peu dans les textes européens, il est devenu impossible de parler de pauvreté sans évoquer le racisme. Il n’est plus envisageable de parler d’inégalité sans évoquer les théories du genre. Enfin, il n’est plus autorisé de lutter contre la précarité salariale sans encenser le modèle multiculturaliste.

Le meilleur exemple réside dans la volonté d’instituer une « task-force » pour lutter contre les stéréotypes sur les lieux de travail. L’Union européenne nous laisse entrevoir le monde qu’elle nous concocte. Un monde où le politiquement correct fera la police au bureau. Ni socialiste, ni communautariste: nous voulons l’Europe des nations!

10/06/2021 - Violation de la convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant et utilisation de mineurs par les autorités marocaines dans la crise migratoire à Ceuta

– Madame la Présidente, chers collègues, le vice-président de la Commission Margaritis Schinas a bien pu évoquer un chantage dans l'affaire des migrants à Ceuta, toute comparaison avec le bras de fer mené par le sultan Erdoğan serait nulle et non avenue.

En effet, non seulement la Turquie est tenue au contrôle des migrants par un accord de 2016, adossé tout de même à la somme exorbitante de 6 milliards d'euros, mais dans le cas d'espèce, les chiffres parlent d'eux-mêmes. Dès le mois de mai, 5 600 des quelque 8 000 migrants marocains avaient déjà été renvoyés d'Espagne. Du reste, n'est-il pas déconcertant qu'il incombe au roi du Maroc lui-même de réclamer publiquement le rapatriement des intéressés et de déplorer la complexité des procédures en vigueur? En l'occurrence, on apprenait en effet, par voie de presse, que certaines autorités espagnoles auraient refusé de confier des mineurs aux forces auxiliaires du Maroc sous le prétexte d'une soi-disant brutalité; fait qui, s'il était confirmé, illustrerait le double discours du gouvernement socialiste de Madrid, réputé jusqu'à présent pour sa sensibilité immigrationniste.

S'il y a donc une leçon à tirer de ce triste épisode, c'est celle de l'incompétence de l'Union européenne en matière migratoire. Il faut également dénoncer toute ingérence absurde, au lendemain de la décision américaine concernant le Sahara occidental, sur la question du Front Polisario, alors même que des inquiétudes persistent quant à la gestion de l'aide humanitaire européenne aux camps de réfugiés de Tindouf placés sous le contrôle effectif de cette organisation.

08/06/2022 - La situation des droits de l'homme dans le Xinjiang, notamment les dossiers de police du Xinjiang

– Madame la Présidente, chers collègues, le calvaire des Ouïgours dans la province du Xinjiang jette une lumière crue sur une Chine où les libertés publiques, notamment religieuses, demeurent réduites à la portion congrue. En effet, outre le fait que seules les religions officielles ont droit de cité, leur culte est restreint à une pratique dite «normale», sans que cette notion soit définie.

Par ailleurs, la persécution des musulmans ouïgours, comme des chrétiens du Xinjiang, d'ailleurs, s'inscrit dans une stratégie de sinisation visant à placer toutes les confessions sous la tutelle impitoyable du Parti communiste. Un million de membres de minorités ethniques, principalement musulmanes, et notamment ouïgoure, seraient détenus. En parallèle, les

chrétiens sont soumis aux pires brimades, comme l'illustre l'arrestation, scandaleuse, d'un cardinal de 90 ans.

Notre débat récent sur les prélèvements forcés d'organes aura également souligné l'un des aspects les plus sordides de ces abus systématiques. Il faut donc être lucide sur la véritable nature du régime chinois, au-delà de sa propagande savamment distillée vis-à-vis du reste du monde.

17/10/2022 - Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté (débat)

– Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, chers collègues, avec la crise sanitaire, l'UE s'est occupée d'empêcher les Français de sortir à l'extérieur de chez eux. Avec la crise énergétique, vous nous faites désormais vivre l'enfer à l'intérieur de chez nous. La lutte contre la précarité énergétique se résume en réalité par le port des pulls et des cols roulés dans nos foyers. J'ai honte pour vous.

En cette journée mondiale consacrée à l'élimination de la pauvreté, nous en sommes réduits à aborder l'avenir dans la misère et le froid. Une situation dont l'Europe est entièrement responsable. La transition écologique, la volonté d'enterrer le nucléaire à terme, la dépendance organisée vis-à-vis du gaz étranger et le dogmatisme autour des énergies intermittentes comme l'éolien auront bel et bien fini par nous coûter cher, très cher.

Votre projet de mix énergétique vert est en train de plonger le budget des ménages dans le rouge. La stagnation des salaires ainsi que l'inflation, qui fait fondre comme neige au soleil l'épargne des peuples d'Europe, nous conduisent droit à l'appauvrissement général.

Nous avons déjà pointé du doigt votre plan pour l'élimination du sans-abrisme en 2030. Le problème est qu'en dépit de ce que vous racontez, le phénomène est loin de se résoudre. Pire, il s'aggrave à une vitesse telle que les acteurs de terrain ne savent plus où donner de la tête.

Il est temps d'en finir avec cette politique désastreuse. La France doit reprendre la main en baissant la TVA, en investissant dans le nucléaire, en sortant du marché européen de l'énergie et en arrêtant immédiatement les politiques que les Verts réclament pendant que les peuples subissent. Seule solution pour endiguer la pauvreté: récupérer notre souveraineté.

6. Annika Bruna

24/10/2019 - Opérations militaires de la Turquie dans le nord-est de la Syrie et leurs répercussions (RC-B9-0123/2019, B9-0123/2019, B9-0125/2019, B9-0126/2019, B9-0127/2019, B9-0128/2019, B9-0129/2019, B9-0133/2019)

– Madame la Présidente, le 9 octobre, l'armée turque envahissait le nord-est de la Syrie. Cette offensive meurtrière a touché des forces kurdes qui ont combattu Daech. Des exactions ont été commises contre des civils et le chaos généré par la Turquie a permis l'évasion de nombreux détenus djihadistes. Cette action a été condamnée par les États membres et leurs citoyens. L'Europe aurait pu mettre en place des sanctions économiques fortes contre la Turquie, mais elle ne l'a pas fait.

Après cette agression, et à l'heure où Ankara exerce sur l'Europe un chantage migratoire, Bruxelles aurait pu mettre fin définitivement au processus d'adhésion de la Turquie, qui n'est par ailleurs européenne en termes ni de valeur, ni de culture ni de géographie, mais elle ne l'a pas fait. Le minimum était que l'Europe arrête de verser des milliards d'euros à la Turquie. Notre amendement demandant cet arrêt a été rejeté par 545 députés, allant de la droite aux socialistes en passant par les élus d'En Marche. Ces députés font de l'Europe un complice de la Turquie.

7. Patricia Chagnon

11/09/2023 - Interventions d'une minute sur des questions politiques importantes

– Monsieur le Président, chers amis et collègues chasseurs, puisque les pouvoirs publics sont dépassés par l'explosion de l'utilisation des armes de guerre dans les milieux criminels, ils veulent durcir les règles de propriété, de vente et de transport d'armes. Mais vous n'imaginez quand même pas une seconde que cela va empêcher les trafiquants et la racaille, qui opèrent dans la plus grande illégalité, de se procurer kalachnikovs et armes automatiques. Non, les écolos-bobos se frottent les mains, car en réalité, ce texte impactera surtout les chasseurs et les tireurs sportifs.

Je suis la rapporteure de ce texte pour notre groupe ID, et j'ai déposé des amendements pour exclure les chasseurs et tireurs sportifs de ces nouvelles contraintes. Mais je suis bien seule. Où sont les responsables de chasse en France? Pourquoi n'interpellent-ils pas les partis politiques pour s'opposer à ce texte? En réalité, ces responsables de chasse se complaisent dans ce système qui les maintient au pouvoir. Les problèmes des chasseurs sont en réalité leur fonds de commerce. Aux prochaines élections, ils vont vous raconter qu'ils seront là pour les résoudre. Honte à eux et les combines de ces pompiers pyromanes de la chasse. Je suis chasseuse et je partage avec vous cette passion, et c'est par conviction que je m'engage pour défendre notre passion.

20/11/2023 - Interventions d'une minute sur des questions politiques importantes

– Monsieur le Président, samedi dernier, j'étais parmi plus d'un million d'Espagnols qui manifestaient dans les rues de Madrid. La raison, c'est le refus du peuple espagnol d'un coup d'état juridique du président du gouvernement, Pedro Sánchez, qui, au mépris de la loi et de l'unité nationale, a octroyé l'amnistie à des prisonniers catalans indépendantistes en échange de leur soutien à sa coalition gouvernementale. Cela fait trois semaines que le peuple espagnol proteste contre les basses manœuvres politiciennes des socialistes.

L'Union européenne, qui de façon très réactive a condamné des pays comme la Hongrie ou la Pologne sur les décisions qui respectent pourtant la loi et la volonté de leurs électeurs, reste curieusement muette. Peut-être parce que l'UE considère Sánchez comme un allié politique, un partenaire qui laisse passer les clandestins en provenance de l'Afrique qui inondent notre continent européen.

L'ingérence dans les affaires internes des États est inadmissible. Mais dès lors que l'unité nationale d'un pays est menacée et que la loi est bafouée, il est de notre devoir, tous bords politiques confondus, de soutenir ceux qui se battent pour préserver l'unité nationale et l'avenir de leur pays.

28/02/2024 - Rapport sur le rapport 2023 de la Commission sur l'état de droit (débat)

– Monsieur le Président, dans le rapport sur l'état de droit au sein de l'Union européenne, la Commission et le rapporteur rivalisent pour distribuer des bons et des mauvais points autour d'eux et tirent à boulets rouges sur tous ceux qui oseraient s'écarter du diktat fédéraliste de Bruxelles.

Mais les mêmes qui rivalisent pour pointer les manquements des autres font la sourde oreille quand il s'agit de pointer les leurs. Sur les 43 pages que comporte le rapport, seulement quelques lignes évoquent du bout des lèvres la survenue du très inquiétant et du très grand scandale et très important scandale du Qatargate. Ce scandale qui a ébranlé le Parlement européen le 9 décembre 2022 et qui depuis, a connu de nombreux rebondissements. Le corrupteur désigné, le Qatar, les corrompus présumés, les députés européens, à commencer, rappelons-le, par Eva Kaïlí, alors vice-présidente socialiste du Parlement.

Mais qui peut aujourd'hui nous certifier que l'étendue de l'influence et de la corruption de nos institutions par le Qatar se limite aux sacs remplis d'argent liquide retrouvés chez madame Kaïlí? Plus d'un an plus tard, de nombreuses questions restent en effet sans réponse. Pire, d'autres questions s'y sont rajoutées.

Mais pourquoi l'OLAF, l'organe de contrôle de l'Union européenne, ne réagit-il pas? Existe-t-il un lien, même indirect, entre le Qatar et les subventions aux associations proches des

Frères musulmans, comme le Femysso? Pourrait-il y avoir un lien entre le Qatar et les politiques immigrationnistes de l'Union européenne qui contribuent à aggraver le communautarisme islamiste sur notre continent? Et pourquoi enfin, la majorité des députés de ce Parlement européen ont-ils refusé une commission d'enquête interne? Il est plus que temps de faire toute la lumière sur l'influence du Qatar et de leurs relais ici, au sein de l'Union européenne et peut être même au-delà. Il y a urgence. Hier, l'émir du Qatar a été reçu par Emmanuel Macron à l'Élysée et nous continuons ici à fermer les yeux.

8. Marie Dauchy

15/06/2023 – La crise de l'eau en Europe (débat)

– Madame la Présidente, chers collègues, la question de la crise de l'eau est un problème éminemment transversal, car l'eau est partout et elle sert à tous les usages. Elle est nécessaire à notre alimentation et à notre hygiène, elle conditionne notre production agricole et industrielle, elle se répercute sur l'attractivité et la vivabilité de nos territoires, et elle est elle-même grandement affectée par nos modes de vie et par le changement climatique.

Nous ne surmonterons pas un problème d'une telle ampleur par des incantations, c'est-à-dire avec des solutions prônées par l'écologie politique telle qu'elle est actuellement développée. Comment faire confiance à des politiques qui, prétendant répondre au changement climatique, prônent la mise en place d'une mobilité tout électrique, quand on sait que la production d'une seule batterie équivaut à la consommation annuelle en eau de 500 personnes? Comment faire confiance à des politiques qui, prétendant restaurer la nature, veulent détruire les retenues d'eau essentielles à la régulation des flux aquifères? Le temps est évidemment trop court pour aborder ici toutes les absurdités des politiques pseudo-écologistes mises en place à Bruxelles ou pour développer l'ensemble des solutions viables.

La crise de l'eau sera surmontée par un changement radical et logique, par la mise en cause du modèle libre-échangiste toujours prôné par les institutions européennes, par l'orientation de nos politiques environnementales vers davantage de localisme et par une réelle confiance dans la science, en lieu et place de l'idéologie.

10/07/2023 - Interventions d'une minute sur des questions politiques importantes

– Madame la Présidente, au mois de mars, j'ai déposé une proposition de résolution visant à coordonner la lutte contre l'endométriose – en clair, prendre ce que chaque État fait de meilleur en matière de prise en charge et de recherche. Ce texte n'a pas été retenu par les

coordinateurs de la commission ENVI, au motif qu'il ne concernait qu'une maladie parmi d'autres.

Vous n'avez visiblement pas l'air de comprendre la gravité de cette maladie qui provoque des douleurs pires que celles d'un accouchement sans péridurale et pour laquelle il n'y a aucun traitement. En plus d'être une maladie handicapante, elle entraîne de graves conséquences psychologiques. Selon une récente étude, c'est 84,9 % des femmes atteintes de la maladie qui ont eu des idées suicidaires, sans parler de celles qui sont déjà passées à l'acte. Ce chiffre est alarmant et c'est un constat: l'endométriose tue. Il ne s'agit donc pas d'une simple maladie comme certains aiment à le laisser penser. Surtout qu'elle concerne 14 millions d'Européennes diagnostiquées – diagnostiquées seulement, puisque beaucoup d'entre elles sont encore dans l'errance et attendent avec impatience le dépistage salivaire pour enfin mettre un nom sur un mal qui les ronge depuis des années.

Dans le cadre de mes travaux, j'ai rencontré des dizaines d'associations qui soutiennent toutes ma proposition. J'ai également été soutenue publiquement par Camilla Fabricius, députée socialiste du Danemark, qui m'a félicitée. Voilà une personne intelligente qui pense d'abord à l'intérêt des femmes au lieu des petits calculs politiques. Honte à vous de ne pas vous préoccuper de la santé des femmes. Honte à vous de laisser des millions de femmes dans la détresse de cette maladie. Aujourd'hui, elles sont 14 millions à avoir un diagnostic. Mais demain, elles pourraient être vos filles, vos mères, vos sœurs ou vos épouses. Je continuerai donc à me battre au sein du Parlement pour qu'enfin leur voix soit entendue.

10/07/2023 - Ajustement à l'objectif 55 et émissions industrielles (discussion commune)

– Madame la Présidente, le texte dont il est question traite du déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs, mais il aurait en vérité pu s'intituler «déploiement d'une infrastructure pour faire payer toujours plus les propriétaires de voiture individuelle».

Car il faut que nous arrêtons collectivement de nous mentir et, surtout, de mentir au peuple. Ce que la Commission européenne, avec l'aval de la gauche écologiste, nous vante depuis maintenant plusieurs années, est une gabegie sans nom. La mobilité tout électrique que vous imposez sans consentement finira d'achever l'une des dernières industries européennes dominantes à l'international, en aggravant la crise climatique et en créant les conditions d'un massacre social pour les peuples. Le déploiement des bornes électriques à marche forcée qui est prévu dans ce contexte n'est qu'une manière d'accélérer sa mise en place, au mépris du principe de neutralité technologique qui voudrait que chaque État soit libre des technologies qu'il emploie pour décarboner les transports.

L'Union européenne se transforme petit à petit en Union soviétique européenne où des technocrates non élus et déconnectés imposent des décisions absurdes contre l'intérêt des peuples. Mais n'oubliez pas qu'en démocratie, c'est le peuple qui décide. Et dans quelques mois, vous risquez de réapprendre cette leçon à vos dépens.

13/07/2023 - Dixième anniversaire des orientations de l'UE relatives à la liberté de religion ou de conviction (débat)

– Monsieur le Président, chers collègues, le droit à la liberté de religion et de conviction est l'un de nos héritages politiques les plus précieux que nous ont légués les penseurs des Lumières, tels que Voltaire, Rousseau ou Montesquieu. Ces hommes se sont battus contre tous les absolutismes, qu'ils soient religieux ou politiques. Nous leur devons notre liberté.

Mais qu'en reste-t-il aujourd'hui? À vrai dire, pas grand-chose, et nous le devons à la gauche et aux mondialistes qui ont complètement ruiné ces principes et trahi ce que nos aïeux ont acquis au prix de leur vie. À l'origine, la liberté religieuse, c'est la garantie pour toute personne de croire ou de ne pas croire en Dieu et de pouvoir l'exprimer sans subir de menaces. C'est donc permettre à l'homme d'être libre de ses convictions.

Mais aujourd'hui, la liberté religieuse représente l'exact contraire de ces principes. Sous couvert d'une injonction à la bienveillance et au vivre ensemble, la liberté religieuse est devenue la liberté absolue de professer n'importe quel dogme jusqu'au plus dangereux. Au nom de la liberté religieuse. Il est devenu insultant de critiquer l'islamisme qui soumet les hommes et les femmes. L'exemple du voile islamique, qui n'est qu'une insulte à l'indépendance des femmes, est criant. Je suis atterrée de voir que la gauche de ce Parlement ose à peine défendre les femmes iraniennes dans leur combat, quand plusieurs d'entre elles meurent pour se débarrasser de cette prison. Honte à vous!

Cette parodie de liberté religieuse est même devenue le laissez-passer par lequel les institutions européennes déroulent le tapis rouge aux associations islamistes et l'alibi qu'utilisent les islamistes pour répandre leur idéologie nauséabonde partout en Europe et nous imposer leurs dogmes rétrogrades. Les pays islamistes comme le Qatar l'ont parfaitement compris et arrosent leurs amis de la gauche de billets pour défendre leurs valeurs arriérées. Votre soi-disant liberté religieuse vous rend donc complices des extrémismes dont les Lumières nous avaient pourtant débarrassés. L'idéologie multiculturaliste de l'Union européenne nous ramène des siècles en arrière...

(Le Président retire la parole à l'oratrice)

17/01/2024 - Énergie géothermique (débat)

– Madame la Présidente, chers collègues, depuis des années, les technocrates bruxellois, main dans la main avec les écologistes radicaux, nous imposent une politique énergétique absurde qui favorise les énergies éolienne et solaire, et cela, bien sûr, sous l'acclamation béate des élus de gauche. Le résultat était écrit d'avance: une dépendance totale envers des puissances étrangères, une production énergétique à la traîne, incapable de répondre à la demande croissante et une stabilité d'approvisionnement compromise.

Et maintenant, après avoir été les principaux responsables d'une crise énergétique, vous vous précipitez pour explorer les technologies géothermique. Si cela représente une bonne nouvelle, ce brusque changement de direction est tout de même révélateur. La vérité derrière cette politique brouillon, c'est qu'il n'y a ni cap ni méthode. Votre unique objectif semble être de réaliser des coups de communication. Et même si, par accident, il vous arrive de prendre une décision sensée, comme aujourd'hui avec cette proposition sur la géothermie, ce sont une fois de plus les citoyens qui, au final, devront payer la facture de vos multiples décisions catastrophiques.

25/04/2024 - Organisme interinstitutionnel chargé des normes éthiques (débat)

– Madame la Présidente, vous souhaitez créer un organe prétendument composé d'experts pour établir des normes éthiques. Votre proposition est non seulement absurde, mais aussi totalement inutile. Une fois de plus, des normes et des procédures, toujours plus de normes, toujours plus de procédures, toujours plus de technocrates pour, en fin de compte, toujours le même résultat: une absence totale d'efficacité.

Avant de songer à inventer de nouvelles structures, pourquoi ne pas tout simplement appliquer les règles éthiques élémentaires? Que faites-vous à propos d'Eva Kaïli, cette socialiste chez qui la police belge a découvert des valises de billets venant du Qatar et qui continue de siéger au Parlement? Que faites-vous quand Ursula von der Leyen conclut un contrat de 35 milliards d'euros pour des vaccins contre la COVID-19 par SMS? Que faites-vous quand la Commission européenne affirme que la liberté se trouve dans le hijab, tout en donnant la parole à des associations islamistes liées aux Frères musulmans? Rien, absolument rien. Alors oubliez vos organes inutiles et montrez-vous moins indulgents envers les politiques corrompus qui manipulent, qui volent et qui trahissent le peuple européen.

9. Jean-Paul Garraud

05/04/2022 - Protection accordée par l'Union européenne aux enfants et aux jeunes qui fuient en raison de la guerre en Ukraine (débat)

– Monsieur le Président, le conflit en Ukraine entraîne son lot d'horreurs qui bouleversent le monde entier. Les scènes de dévastation et de désolation se multiplient, le nombre de victimes ne cesse d'augmenter. La population est durement touchée, principalement des femmes et des enfants fuyant la guerre, abandonnant leurs maisons dévastées et se séparant d'un mari, d'un père qui reste défendre leur pays les armes à la main. Il est insupportable de voir de telles scènes. De tels drames sur le continent européen sont intolérables!

Face à ces atrocités, la solidarité européenne s'est manifestée, souvent spontanément, avec une grande humanité. Nos peuples se sont véritablement mobilisés. Il faut saluer et encourager toutes les initiatives, à tous les niveaux, qui permettent de venir au secours de tous ces malheureux. Parmi les pays remarquables, on compte la Pologne, qui accueille 2,5 millions de réfugiés, la Hongrie, la République tchèque, la Roumanie. Ce sont des exemples du meilleur que peut donner une véritable Europe des nations.

Ces pays doivent être aidés, mais ils ne le sont pas. C'est même le contraire. Il est déjà étonnant de constater que, face à cet élan de solidarité, aucune aide européenne ne leur soit parvenue. Mais pire encore: dans un autre domaine, la Cour de justice de l'Union européenne et la Commission européenne ont pris des sanctions contre la Hongrie et la Pologne, à qui il est reproché des violations de l'état de droit, notion à mon sens très discutable. Certes, ce n'est pas le même sujet, mais il est choquant de constater que, face à cet élan de solidarité, la Pologne et la Hongrie ne sont pas soutenues par la Commission européenne.

La Commission retient désormais des fonds européens destinés à ces pays: 7 milliards d'euros pour la Hongrie et 39,4 milliards d'euros pour la Pologne. Comment peut-il se faire qu'en même temps, des pays qui sont par ailleurs exemplaires par la solidarité qu'ils manifestent auprès de millions de réfugiés soient sanctionnés par nos institutions européennes? Non seulement ces pays ne doivent pas être sanctionnés, mais ils doivent être aidés et félicités.

La Commission a su trouver les moyens, avec plus ou moins de célérité, pour traverser la crise sanitaire, pour financer des armes pour l'Ukraine et pour sanctionner la Russie. Elle pourrait, elle devrait aussi prendre des mesures pour aider la Pologne et la Hongrie, en commençant par lever les sanctions et leur permettre d'avoir accès aux fonds européens. À moins que ces régimes politiques ne conviennent pas à la Commission? Et nous sommes – je dois le dire – particulièrement scandalisés que la gauche et les libéraux de ce Parlement européen fassent pression sur la Commission pour qu'elle ne débloque pas ces 39,4 milliards d'euros pour la Pologne. Les socialistes et démocrates, Renew, les Verts et la gauche de cet

hémicycle ont osé adressé un courrier en ce sens à la Commission le 24 mars dernier. Je trouve cela véritablement indigne.

Vite: que la Commission européenne débloque ces fonds du plan de relance et qu'elle accorde des aides supplémentaires.

Protégez ces millions de réfugiés. Protégez cette population très vulnérable qui est en proie à tous les dangers.

04/10/2022 - Mort de Mahsa Amini et répression des manifestants pour les droits des femmes en Iran (débat)

– Monsieur le Président, Mahsa Amini, jeune femme de 22 ans, morte car rouée de coups par la police des mœurs en Iran pour ne pas avoir porté correctement son voile islamique. Hadis Najafi, 20 ans, abattue de six balles par la police pour les mêmes raisons. Comme elles, des milliers de femmes courageuses se battent en Iran pour se libérer de ce voile, symbole de l'asservissement de la femme.

Mais depuis des années, l'Union européenne, elle, participe à la promotion du port de ce même voile en Europe. Et récemment, en novembre 2021, la Commission européenne a cofinancé cette campagne affirmant que la liberté est dans le hijab. En février dernier, lors de la conférence sur l'avenir de l'Europe, est publié ce visuel: l'avenir est entre vos mains et met en scène une femme portant un hijab.

Cet avenir de l'Europe, nos peuples ne le veulent pas. Le 21 septembre, dans le cadre d'une campagne relative à Erasmus+, la Commission a diffusé cette affiche mettant en scène une fillette voilée. Toujours le 21 septembre, une délégation du mouvement Femysso, faux nez de l'islamisme selon une ancienne ministre française, s'est livrée dans les locaux du Parlement européen, à l'occasion d'une invitation du groupe socialiste, à un véritable exercice de prosélytisme en faveur du port du voile pour les femmes.

Mais le soutien de l'Union européenne à cette cause est aussi financier: 23 millions d'euros versés par la Commission à l'ENAR, qui regroupe de nombreuses associations refusant l'intégration à nos valeurs européennes et dont certaines sont reçues ici même pour accuser la France d'islamophobie.

Tout ceci n'est plus tolérable. Les Européens n'attendent pas de l'Union européenne qu'elle les convertissent à l'islam. Que Bruxelles entende les Iraniennes au lieu d'obéir aux ayatollahs.

18/01/2023 - Les menaces terroristes que représentent des réseaux extrémistes d'extrême-droite qui défient l'ordre constitutionnel démocratique (débat)

– Madame la Présidente, Madame la Commissaire, mercredi dernier, un Libyen présent illégalement sur le sol français commettait des agressions au couteau d'une extrême violence à la gare du Nord, blessant plusieurs personnes. Lors de cette attaque, l'assaillant a crié «Allah Akbar», donnant à son geste infâme une connotation islamiste. Depuis des années, ce terrorisme prolifère en Europe, souvent financé directement ou indirectement par des États étrangers liés à l'islamisme.

Par un aveuglement idéologique, certains eurodéputés, et généralement l'Union européenne, sont obsédés par un terrorisme d'extrême droite qui, dans les faits, est minoritaire par rapport aux terrorismes d'extrême gauche et islamiste. La réalité de la situation est celle du lien indéniable entre le terrorisme islamiste et l'immigration massive que nous connaissons. C'est bien ce fléau terroriste qui a ébranlé les démocraties européennes, comme l'a rappelé, en juillet 2022, le rapport d'Europol sur la situation et les tendances du terrorisme.

Qui, au sein de cet hémicycle, peut sérieusement émettre l'idée que l'ordre constitutionnel démocratique en Europe serait mis en danger par l'extrême droite? Terme par ailleurs flou, qui englobe tout et n'importe quoi. Peut-être que notre Parlement s'est trompé dans l'intitulé de ce débat: il voulait pointer les menaces que représentent l'islamisme et l'extrême gauche en Europe. Cette dernière, l'extrême gauche, commet en effet régulièrement des violences dans les manifestations, notamment en France. Les militants antifas et les black blocs y sèment le chaos en toute impunité, s'en prennent aux forces de l'ordre abandonnées par leur ministre. Voilà la réalité qui est niée ici.

Si la démocratie vacille dans nos pays, c'est parce que ses représentants sont déconnectés des attentes des citoyens. Et effectivement, la réalité vécue par les Européens diffère des priorités que vous vous êtes fixées. Pendant que le terrorisme islamiste frappe notre continent, nous discutons d'une menace qui existe surtout dans votre imagination. Chers collègues, il serait temps d'enlever vos œillères et de vous ouvrir au monde. La sécurité de nos compatriotes en dépend.

13/02/2023 - Ordre des travaux

– Madame la Présidente, la semaine dernière, s'est tenu le Conseil européen, où de nombreux États membres ont réclamé que Bruxelles finance la construction de murs aux frontières extérieures afin de protéger leur territoire d'une immigration de masse, ce qui a été refusé par la présidente de la Commission.

Au même moment, le chancelier socialiste allemand Scholz se prépare à faire voter une loi qualifiée de «libérale» pour faciliter l'arrivée de 400 000 immigrés par an pour combler, selon lui, les problèmes démographiques que connaît l'Allemagne. Il est question de plus de 5 millions de personnes qui viendraient d'ici 2035. Une fois arrivés outre-Rhin, ces immigrés seront libres de circuler partout en Europe.

Ce choix que veut faire l'Allemagne nous concerne tous et impactera toutes les politiques de nos territoires. Il est donc indispensable que nous en débattions, d'où notre demande de rajout à l'ordre du jour.

Il est inconcevable qu'au moment où il est urgent de renforcer nos frontières extérieures, un État membre de l'UE décide unilatéralement d'ouvrir en grand les vannes de l'immigration. Un débat ici même s'impose. Je vous engage donc à voter notre demande.

14/02/2023 - Création d'un organisme européen indépendant chargé des questions d'éthique (débat)

– Monsieur le Président, le Parlement européen, empêtré dans le scandale dit du «Qatargate» – révélé grâce à une enquête pour association de malfaiteurs, corruption et blanchiment d'argent visant des membres anciens ou actuels du Parlement européen, principalement socialistes –, tente aujourd'hui de faire diversion. Il réclame en effet la création d'un organe d'éthique indépendant qui s'occuperait de toutes les institutions, agences et organismes de l'Union européenne, avec des pouvoirs d'enquête ou de conseil.

Or, contrairement à ce qui est annoncé, sa mise en œuvre serait tout d'abord complexe. En effet, comment l'Union européenne pourrait-elle créer une structure indépendante d'elle-même? Il s'agit aussi de la négation de structures déjà existantes au sein, notamment, de la Commission et du Parlement. Ce dernier a, par exemple, en plus de son code de conduite en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts, mis en place une commission sur les ingérences extérieures.

Ironie de l'histoire, le président de cette commission, un socialiste français, passait son temps à accuser le Rassemblement national de tous les maux, pendant que ses propres amis socialistes prenaient part au plus grand scandale que le Parlement européen ait connu.

Toutes ces structures n'ont rien vu ou rien voulu voir du «Qatargate» et des autres suspicions que celui-ci fait apparaître. Il n'est nul besoin d'une structure généraliste de plus, laquelle déboucherait à coup sûr sur la même absence de résultat. Cette demande d'un nouvel organe d'éthique est surtout un prétexte permettant de s'opposer à la création d'une commission

d'enquête parlementaire immédiate, que je réclame avec insistance depuis le début de cette affaire

En voulant noyer le poisson et faire croire que le «Qatargate» ne concerne que quelques personnes corrompues, le Parlement européen veut éviter de se remettre en question. Le problème majeur est pourtant d'ordre structurel. C'est le système mis en place par les européistes qui est en cause, et c'est bien celui-là qu'il faut transformer.

Mais une majorité d'eurodéputés feront tout pour éviter cette indispensable mutation, raison pour laquelle ils ont voté contre notre demande de commission d'enquête et tenté d'allumer des contre—feux. Cet organe d'éthique en est le dernier en date. Nous dénonçons ce nouveau stratagème et nous nous opposons résolument à sa création.

15/02/2023 - Conclusions du Conseil européen: la nécessité d'une finalisation rapide de la feuille de route (débat)

– Madame la Présidente, le Conseil européen spécial sur la migration s'est engagé sur la voie de la protection de nos populations en exigeant un renforcement des frontières extérieures de l'Union.

La Commission se dit prête à financer des infrastructures à cette fin; nous en prenons bonne note et nous veillerons à l'effectivité de ces annonces. C'est certainement un tort d'avoir raison trop tôt, mais c'est assez extraordinaire de voir, aujourd'hui, un début de mise en œuvre de ce que nous réclamons depuis des années.

Néanmoins, il reste beaucoup à faire: pourquoi la Commission refuse-t-elle ainsi toujours les demandes de plusieurs États de participer au financement de murs et de clôtures? Il en existe déjà des milliers de kilomètres dans plusieurs États aux frontières de l'Union européenne, certains d'entre eux étant gouvernés par des socialistes. Alors pourquoi les socialistes d'ici refusent-ils ce que demandent les socialistes de là-bas?

Il est grand temps que vous vous débarrassiez de vos œillères idéologiques et que vous répondiez aux aspirations légitimes de protection des peuples. Certes, il est regrettable d'édifier des murs dans une Europe qui se voulait généreuse et ouverte au monde, mais tout ceci est le résultat de votre politique.

D'ailleurs, si certaines mesures protectrices sont annoncées, vous vous empressez aussi de négocier le nouveau pacte sur la migration et l'asile, qui favorise une immigration de masse, sans oublier la future loi du chancelier Scholz.

Alors il reste beaucoup à faire pour que l'Union européenne s'occupe en priorité des Européens. Cela continuera à être notre priorité.

20/04/2023 - Rapport du GIEC sur le changement climatique: un appel pour des mesures d'urgence supplémentaires (débat)

– Monsieur le Président, afin de lutter contre le réchauffement climatique, l'Union européenne souhaite à nouveau prendre des mesures contraignantes pour nos populations.

Au bal des hypocrites, l'Europe de Bruxelles est reine. Elle interdit la vente des voitures à moteur thermique pour promouvoir des véhicules électriques dont les batteries, polluantes, sont importées depuis l'autre bout du monde. Elle impose la rénovation énergétique des bâtiments en Europe, mais elle adopte dans le même temps un accord de libre-échange avec la Nouvelle-Zélande et pousse celui avec la zone Mercosur – deux aberrations écologiques. Elle sacrifie le nucléaire, énergie pourtant décarbonée et peu chère, qui assurait à la France une indépendance énergétique totalement délaissée sous les présidences Hollande et Macron, pour le malheur de nos concitoyens.

N'en déplaise à mon collègue macroniste Canfin, il n'est pas question pour nous de prôner plus de renouvelables au bord des autoroutes, dans les champs et en mer – comme lui le souhaite. C'est du délire écolo-bobo. Vouloir faire le bonheur des peuples malgré eux est profondément antidémocratique. Pour Bruxelles, peu importe que soient imposées aux citoyens européens encore plus de mesures coercitives, insoutenables financièrement. À la fin, ce sont toujours les mêmes qui trinquent: les classes moyennes et populaires, qui sont les victimes des dogmes écologistes.

Pourtant, l'Europe réalise des efforts considérables en matière d'écologie, alors que la Chine, l'Inde et les États-Unis sont les premiers pollueurs de la planète. Pourquoi les Européens doivent-ils payer pour le monde entier alors qu'ils sont les meilleurs élèves de la classe? Les efforts qu'ils réalisent n'auront aucune influence sur la crise climatique tant que les autres puissances et les pays dits émergents n'en feront pas de même. Si l'idéologie pouvait se déconnecter de l'écologie, si les contraintes visaient les plus gros pollueurs, notre vieille Terre se porterait infiniment mieux.

10/05/2023 - Externalisation des demandes d'asile et subordination du financement des pays tiers à la mise en œuvre d'accords de retour (débat d'actualité)

– Madame la Présidente, notre continent fait face à une immigration massive depuis des années et ce Parlement souhaite l'aggraver avec le pacte «asile et migration». 966 000 demandes d'asile ont été enregistrées en 2022 dans les pays de l'Union européenne et affiliés, soit un record depuis 2016. Les chiffres des premiers mois de l'année 2023 sont dans cette

continuité et laissent craindre le pire. Alors que voulez-vous? Que voulons-nous? Tel est le débat que nous avons réussi à imposer à ce Parlement.

Vous voulez une immigration de peuplement sous prétexte démographique, nous voulons donner la priorité à nos nationaux. Vous précipitez des malheureux entre les mains des passeurs, nous voulons supprimer les pompes aspirantes de l'immigration. Vous voulez accueillir toute la misère du monde, quitte à détruire nos sociétés, nous voulons préserver et protéger nos peuples, notre identité, notre civilisation. Subir l'immigration de masse n'est pas une fatalité. Des solutions existent, que vous ne voulez pas voir.

Nous les proposons depuis des années, et certaines sont mises en œuvre dans des États membres de l'Union européenne comme au Danemark, pays social-démocrate. Pourquoi donc les socialistes d'ici ne feraient-ils pas ce que font les socialistes de là-bas? Le Danemark applique une politique d'immigration exemplaire qui fait consensus auprès des Danois. Cette politique protège la population et fait preuve d'une grande humanité. Le Danemark dit «stop» à l'immigration de peuplement et n'accueille des ressortissants étrangers qu'à titre exceptionnel, toujours sous conditions, rendant ainsi son sens initial au droit d'asile. L'accès à la nationalité danoise est quant à lui très strict. Cette politique sociale-démocrate démontre que l'opposition à l'immigration de masse concerne tout le monde et dépasse les clivages politiques dans l'intérêt supérieur de la nation et des peuples.

Depuis quelques mois, ce pays porte le projet de délocaliser des centres d'accueil de demandeurs d'asile en dehors de l'Union européenne, en l'occurrence au Rwanda. Un accord a été trouvé entre les deux pays. Il s'agit maintenant d'organiser le transfert. Bruxelles doit soutenir cette initiative et faciliter sa mise en place. Une majorité des peuples européens est certainement en accord avec une telle politique. Pourtant, l'Union européenne s'apprête à adopter, avant les élections de 2024, le pacte sur la migration et l'asile qui permettra l'arrivée de 60 à 70 millions de migrants en Europe. Ceux-ci seront répartis dans les États membres par un coordinateur choisi par la Commission et sans aucune légitimité démocratique, en violation de la souveraineté des nations.

Je rappelle au ministre français de l'intérieur, M. Darmanin, toujours prêt à donner des leçons aux autres comme il vient de le faire avec l'Italie, que les eurodéputés macronistes ont soutenu et voté ce pacte, et sont donc en faveur du tsunami migratoire qui en découlera. Il est donc particulièrement scandaleux de la part de ce ministre de condamner la politique migratoire italienne et ainsi de créer un incident diplomatique majeur entre la France et l'Italie, à l'heure où la coopération entre ces deux États est primordiale. Le double langage du ministre et du gouvernement français est manifeste: faites ce que je dis, mais pas ce que je fais.

L'exemple de Mayotte, département français, est aussi très significatif du désastre de cette politique migratoire. Face à une invasion migratoire venant des Comores, qui refusent de reprendre leurs ressortissants, la France continue d'octroyer des aides à cet État et favorise donc l'aggravation de cette invasion. Encore un double langage de la France: la fermeté dans le discours, du laxisme dans les actes.

L'Union européenne doit cesser d'octroyer des aides pécuniaires aux États qui refuseraient de récupérer leurs nationaux. C'est un principe qui doit être entériné. Le financement des pays tiers doit être subordonné à la mise en œuvre des accords de retour. Ces mesures dissuasives seraient très efficaces et protectrices à la fois des peuples européens et des candidats à l'immigration qui ne risqueraient plus leur vie en Méditerranée. Faute de quoi le malheureux exemple de Mayotte sera demain l'avenir de la France et l'avenir de l'Europe.

Les maux qui touchent notre pays ne sont pas le fruit du hasard, mais bien le résultat de choix et de décisions politiques qui ont été prises, et sur lesquelles nous devons impérativement revenir. Le grand stratège athénien Thucydide disait que l'épaisseur du rempart compte moins que la volonté de le prendre. En l'occurrence, l'Europe n'a ni de rempart ni la volonté de défendre ses peuples, une première dans l'histoire. L'Europe, telle qu'elle est, encourage sa propre submersion migratoire. Des solutions concrètes existent, qui conjuguent fermeté et humanisme, tel que c'est l'objet de notre débat. Appliquons-les.

13/06/2023 - Création de l'organisme européen chargé des questions d'éthique (débat)

– Madame la Présidente, mes chers collègues, la Commission européenne souhaite donc créer un nouvel organe fixant des normes éthiques pour l'ensemble des institutions européennes. C'est un bel objectif affiché, et les scandales qui touchent l'Union européenne pourraient justifier cette mesure. Nous sommes tous d'accord pour bannir toute corruption, toute influence et toute pression, sauf que les titres et les responsabilités de certains ne produisent pas les effets escomptés. Loin de moi l'idée d'attaques ad hominem, mais l'exemple doit venir d'en haut. Il serait ainsi indispensable que la présidente de la Commission communique ses échanges avec le PDG de Pfizer. On parle ici de contrats considérables.

Madame la Commissaire, vous aviez affirmé que les SMS de la présidente de la Commission avaient malencontreusement disparu; aujourd'hui, vous seriez chargée de ce comité d'éthique: cela relève d'une certaine ironie. C'est un peu du même acabit que M. Glucksmann, président de la commission chargée de dépister les ingérences, qui n'a rien vu venir de ses amis socialistes dans l'affaire du «Qatargate». Justement, ce sont les mêmes qui

aujourd'hui poussent ce projet de comité d'éthique qui s'étaient opposés avec force à notre demande de former une commission d'enquête immédiate sur cette affaire du «Qatargate».

Ce projet de comité d'éthique est donc une opération de diversion pure et simple. Le problème de fond est structurel: c'est tout un système à changer. Les lobbies, les ONG, les cabinets de conseil et les pays extérieurs à l'Union ne devraient plus pouvoir exercer la moindre influence. Georges Bernanos disait qu'il n'y a pas pire désordre en ce moment que l'hypocrisie des puissants; nous y sommes! Alors, que ceux qui sont aujourd'hui aux manettes commencent par faire leur propre examen de conscience avant de donner des leçons de morale et de bonne conduite! Charité bien ordonnée commence par soi-même.

12/09/2023 - Iran: un an après l'assassinat de Jina Mahsa Amini (débat)

– Monsieur le Président, il y a un an, la jeune Mahsa Amini mourait en détention après son arrestation par la police des mœurs iraniennes pour ne pas avoir porté le voile correctement. La mort brutale de cette jeune femme avait suscité une indignation mondiale et provoqué des mois de manifestations en Iran contre le régime islamiste en place. Réprimée dans la violence et le sang, cette juste révolte a permis aux femmes iraniennes d'alerter le monde sur leur situation. Un an après, rien n'a vraiment changé. Les arrestations, les simulacres de procès, les détentions abusives, les disparitions, les exécutions se multiplient.

Et pendant qu'en Iran, les femmes musulmanes paient de leur vie leur refus du voile, au même moment, en France, les islamistes mènent une offensive avec l'abaya, une tenue symbole de l'asservissement de la femme. Alors que le ministre de l'éducation nationale a interdit celle-ci à l'école, les irresponsables politiciens des Verts et de la France insoumise ont accusé le ministre d'avoir instauré une police du vêtement. Quelle insulte intolérable à l'encontre des milliers de jeunes femmes persécutées dans les pays musulmans par de véritables police des mœurs, et donc des vêtements.

Quant à la Commission européenne, elle illustre à nouveau une de ses campagnes de communication avec une fillette voilée. L'Union européenne doit comprendre qu'en faisant la promotion du voile, elle favorise l'entrisme islamiste et aggrave la situation de toutes ces femmes musulmanes qui se battent pour leur liberté.

Notre délégation est fière d'avoir, dès l'origine, organisé nombre de manifestations officielles pour venir au soutien et même au secours de ce peuple iranien opprimé par l'obscurantisme et le totalitarisme islamiste. Puisse son courage inspirer les instances européennes.

02/10/2023 - Signature d'actes adoptés conformément à la procédure législative ordinaire (article 79 du règlement)

– Madame la Présidente, ce rappel au règlement se fonde sur l'article dix du règlement intérieur, qui prévoit que les députés préservent la dignité du Parlement et ne portent pas atteinte à sa réputation. Jeudi dernier, deux députés européens du même groupe politique d'extrême gauche que M. Mélenchon en France, et Mme Aubry ici même, ont organisé au Parlement européen une conférence intitulée «Fermer Guantanamo», dont l'un des intervenants apparaît, d'après les médias, comme un ancien recruteur d'Al-Qaïda et fondateur d'une association considérée comme islamiste par un service dépendant du gouvernement français. Était également présent un autre ancien de Guantanamo, mis en cause à son retour en 2016 en Belgique pour l'aide qu'il aurait apportée au financement d'une filière djihadiste.

Tous ces intervenants ont exigé la libération de tous les détenus de Guantanamo et leur répartition dans nos États membres de l'Union. Madame la Présidente, il est inacceptable que des députés de cette Assemblée organisent un tel événement à la gloire d'individus qui prônent le djihad, l'asservissement des femmes et des mécréants, comme ils les appellent. Il est inadmissible que ces individus s'expriment ici même au Parlement européen, qui se targue pourtant d'être le temple de la démocratie. Ces députés ont pour le moins gravement porté atteinte à la dignité et à la réputation du Parlement européen. Mon groupe souhaite que vous vous saisissiez de cette question essentielle.

16/10/2023 - Ordre des travaux

– Madame la Présidente, la France a été, une nouvelle fois, touchée au cœur par cet attentat perpétré vendredi dernier, pratiquement trois ans jour pour jour après l'horrible assassinat et la décapitation de Samuel Paty.

Nous nous associons bien entendu aux messages de douleur – que nous avons ressentie profondément – aux familles et à toutes les victimes. Nous avons aussi – effectivement – proposé une modification du titre de ce débat pour que le terme «islamisme» soit nettement indiqué. Pour que la protection de nos concitoyens européens, et français en particulier, soit mise en place contre cet islamisme. Il faut le nommer et, ici même – c'est un grand progrès, je dirais –, que, enfin, ce mot soit prononcé. *Islamisme*. La lutte contre l'idéologie *islamiste*. J'espère, y compris à l'extrême gauche, que l'on sera d'accord avec cela. J'aimerais l'entendre de l'autre côté de l'hémicycle.

Le souci de protection, le souci de lutte contre l'islamisme sont fondamentaux. Nous avons simplement rajouté un mot, qui est celui d'*expulsion*. «L'*expulsion* de tous les étrangers

islamistes connus». Nous sommes prêts à nous rallier à la proposition initiale, dans un souci de compromis, pour avoir enfin... *(la Présidente retire la parole à l'orateur)*

17/10/2023 - Budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2024 – toutes sections (débat)

– Monsieur le Président, alors qu'Israël, la France et la Belgique viennent de subir des attaques terroristes islamistes d'une violence inouïe, alors que nous alertons depuis le début de notre mandat, en 2019, sur les dangers et les ravages de l'islamisme, je souhaite ici crier notre indignation quant au financement que l'université islamique de Gaza – c'est-à-dire le campus du Hamas – a reçu de la Commission européenne. Plus de 1,8 million d'euros a été versé depuis 2014 par l'Union européenne à cette université fondée par les Frères musulmans, et où a notamment étudié le cerveau des attentats du 7 octobre.

Je laisse aux députés d'extrême gauche et de gauche et à ceux, amis de Monsieur Macron, le soin de s'expliquer sur ce soutien qu'ils ont accordé à cette structure antisémite. Je leur laisse aussi le soin d'expliquer aux citoyens européens et à mes compatriotes français pourquoi, le 12 juillet dernier, eux-mêmes se sont opposés à nos amendements, affirmant qu'Israël avait le droit de se défendre contre le terrorisme et demandant d'empêcher que les financements de l'Union soient détournés au profit d'organisations terroristes.

Une fois de plus, nous avons raison avant tout le monde. Il est vraiment urgent de changer radicalement de politique.

22/11/2023 - Menace pour l'état de droit à la suite de l'accord de gouvernement en Espagne (débat)

– Monsieur le Président, ce n'est pas dans nos habitudes de nous immiscer dans les affaires internes d'un autre État. Mais comme tout principe comporte des exceptions, le risque plausible d'une dislocation du territoire national espagnol retient évidemment toute notre attention. En difficulté pour obtenir une majorité au Parlement espagnol, le Premier ministre a préféré des alliances contre nature afin de conserver son poste et son gouvernement. Triste réalité d'un reniement qui est en voie de très mal tourner. La promesse d'une loi d'amnistie pour les séparatistes catalans a mis le feu aux poudres car elle contient de nombreuses dispositions favorables à une véritable sécession et elle contreviendrait également à une notion souvent mise en avant ici: celle de l'état de droit.

En effet, la Commission, toujours prompte à clouer au pilori la Hongrie et la Pologne pour non-respect de cet état de droit, est encore silencieuse lorsqu'un gouvernement socialiste

s'apprête à contourner le pouvoir judiciaire par pur intérêt politique. Ces manœuvres du Premier ministre espagnol ont provoqué des manifestations de grande ampleur qui occupent l'espace public depuis des semaines. Un véritable mouvement de fond existe dans la population. Par cette colère légitime et salubre, le peuple espagnol exprime son attachement à son pays et à son identité nationale.

Les différentes cultures locales et régionales, en Espagne comme en France, peuvent coexister sereinement dans le cadre national. Il faut donc défendre nos nations et leur intégrité et gagner le combat face aux déconstructeurs en tous genres, dont certains siègent d'ailleurs au sein même des institutions européennes. Dans l'intérêt de l'Espagne et de son unité, il faut espérer que si cette loi a été votée, le Tribunal constitutionnel garde la tête froide en invalidant le texte et que le roi tienne bon face aux pressions des socialistes et des séparatistes.

27/02/2024 - Permis de conduire (débat)

– Madame la Présidente, les automobilistes sont à nouveau dans le collimateur de la Commission européenne et des écologistes. Ce texte, soumis au vote, aura une incidence directe, dramatique et contraignante sur la vie quotidienne de millions de conducteurs à travers l'Union européenne.

La limitation de la validité des permis de conduire à quinze années jusqu'à l'âge de 70 ans, puis tous les cinq ans au-delà, l'obligation de fournir un bilan de santé, les restrictions supplémentaires pour les personnes atteintes de certaines pathologies, la mise en place du permis numérique pour accroître la surveillance sont autant de mesures qui sont infondées, discriminatoires, liberticides et très coûteuses pour nos concitoyens déjà pressurisés par les multiples taxes et prélèvements en tous genres.

Après les contrôles techniques sur les véhicules, vous voulez donc imposer un contrôle technique sur les personnes. Pour nous, au Rassemblement national, il n'en est pas question. Et vous voulez imposer rien moins que huit nouveaux permis pour les tracteurs, alors que la légitime colère de nos paysans gronde partout en Europe. Mais quelle provocation et quelle déconnexion du réel! Cette politique, les Européens et les Français n'en veulent plus. Surtout, rejetez ce texte!

10. Catherine Griset

14/09/2021 - Présentation du paquet «Ajustement à l'objectif 55» après la publication du rapport du GIEC (débat)

– Monsieur le Président, chers collègues, ce véritable tsunami législatif est un pur produit de l'écologisme bureaucratique. Ce qui est en jeu à travers ce coup de force, c'est le renversement de la législation européenne, la baisse de compétitivité de notre industrie, l'augmentation des taxes et de la facture énergétique et le renforcement du pouvoir dans les mains de la Commission.

Et tout cela prend forme dans le sillage des annonces toujours plus catastrophiques du GIEC, dont le but assumé est de faire peur aux décideurs politiques et aux citoyens. On peine à imaginer que tous les bouleversements socioéconomiques attendus aient été pris en compte, voire calculés, quand la Commission propose, par exemple, un système d'échange de quotas d'émissions pour le transport routier et le chauffage des bâtiments. La révolte des gilets jaunes en France et le rejet de la loi climat en Suisse auraient pourtant dû servir d'exemple. Quant à faire du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières une ressource propre, c'est détourner la seule bonne mesure de ce paquet, pour peu qu'entre-temps l'Union européenne ne se couche pas devant l'OMC.

11. France Jamet

21/10/2020 - Politique économique de la zone euro pour 2020 - Emploi et politiques sociales dans la zone euro en 2020 (débat)

– Madame la Présidente, mes chers collègues, ce rapport promeut le principe du salaire minimum européen, que nous n'accepterons jamais. Cette idée fumeuse entraînerait forcément un nivellement par le bas, une dégradation des pays les plus avancés en matière de politique sociale, salariale, et un recul des droits sociaux des travailleurs. Et comme le diable se cache dans les détails, j'ajouterai que je vois dans le vocabulaire employé, «racisme systémique», «discrimination structurelle» l'imprégnation pernicieuse d'une gauche extrême. Ce même procédé sémantique sert de masque aux islamistes pour dissoudre notre civilisation et imposer la leur de manière insidieuse. Bref un rapport typique dont seule l'Union européenne a le secret : notre ruine économique d'un côté et la soumission civilisationnelle à l'islamo-gauchisme, de l'autre. Vous parliez, Madame, d'une Europe forte ; nous avons besoin d'une Europe qui se défend.

08/03/2021 - Égalité de traitement en matière d'emploi et de travail à la lumière de la CNUDPH (débat)

– Madame la Présidente, mes chers collègues, oui, les personnes handicapées sont doublement touchées par le chômage et il y a urgence à corriger ce déséquilibre avec bon sens et pragmatisme.

Nous regrettons cependant que le rapporteur de ce texte ait jugé bon de polluer ce débat essentiel avec une idéologie intersectionnelle fumeuse, car elle instrumentalise des critères et des particularismes qui tendent au communautarisme pour fracturer et dissoudre l'unité de la nation.

C'est pour éviter cette dérive et rester à l'écart de ces lubies d'extrême gauche que notre groupe Identité et Démocratie a déposé une proposition de résolution alternative. Nous ne devons pas perdre de vue le vrai combat des travailleurs handicapés: l'accessibilité des lieux de travail, l'adaptation de leur poste et les offres de formation professionnelle. Voilà les premiers freins à une embauche et à une réalisation professionnelle au cœur des entreprises. C'est ce défi que nous devons nous attacher à relever.

17/05/2021 - Incidence de la réglementation de l'Union sur la libre circulation des travailleurs et des services: la mobilité de la main-d'œuvre au sein de l'Union, un instrument pour faire coïncider besoins du marché du travail et compétences (débat)

– Madame la Présidente, mes chers collègues, vous essayez encore, droite et gauche confondues, de nous faire accroire que la libre circulation des travailleurs détachés et des migrants profiterait à tous et c'est un mensonge éhonté.

L'ultralibéralisme ne fonctionne pas, mais il faut plus d'ultralibéralisme. C'est une logique implacable et absurde, un choix idéologique entraînant baisse des salaires et effondrement social des travailleurs, mais que vous appliquez systématiquement au détriment de l'enracinement et de l'intérêt des peuples et des nations.

Nous refusons le dogme euro-mondialiste. Ce que vous qualifiez, Monsieur Kanev, de marché du travail de plus en plus souple et dynamique n'est rien d'autre qu'un marché d'employés nomades, interchangeables et jetables.

Le projet que nous portons est celui du patriotisme économique et du localisme. Notre projet ne concerne pas seulement les biens et les services, mais aussi la liberté d'hommes et de femmes qui doivent pouvoir faire le choix de travailler dans le cadre sain et stable de leur pays. C'est tout le sens de la proposition de résolution alternative déposée par notre groupe, qui place au centre de son projet le droit des États à privilégier l'emploi de leurs propres citoyens.

09/11/2022 - Chapitres REPowerEU des plans pour la reprise et la résilience (débat)

– Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, mes chers collègues, depuis des décennies, une idéologie faussement écologiste sape systématiquement l'indépendance énergétique de nos nations et tente de nous faire renoncer au nucléaire. Pourtant, cette énergie décarbonée, dans laquelle la France a su investir et exceller, a fait ses preuves. Elle est jusqu'à aujourd'hui la plus efficace, que ce soit d'un point de vue environnemental ou économique.

Mesdames et Messieurs, l'intérêt national de nos concitoyens doit primer sur le dogmatisme et les incantations fanatiques de maires verts. En ces temps de crise, écarter le nucléaire serait aller à contresens, à l'heure où des millions de familles, d'enfants, d'étudiants, de retraités, de personnes isolées doivent faire le choix entre manger ou se chauffer, et pour certains peut-être renoncer aux deux.

C'est bien la peine de venir nous parler de souveraineté des États et du choix du mix énergétique, si l'Union européenne refuse d'inclure le nucléaire dans ses énergies vertes. C'est pour cela que nous avons déposé nos amendements: inclure le nucléaire dans les énergies vertes. Parce que ce n'est pas aux peuples d'Europe de payer la facture des erreurs et des errances politiques de la Commission, des Verts allemands et de Mme von der Leyen.

22/11/2022 - Systèmes des ressources propres de l'Union (débat)

– Monsieur le Président, passer d'un budget de 1 % du PIB de la zone euro à 10 % démontre une seule chose: l'Union européenne veut plus de pouvoir. Et pour y parvenir, elle dépoussède les États membres de la maîtrise de l'impôt prélevé sur nos populations et nos entreprises et, plus grave encore, sur nos choix stratégiques énergétiques. J'en veux pour preuve la confirmation hier, par les commissaires Dombrovskis et Gentiloni, que le plan REPowerEU ne financerait pas la restauration de notre parc nucléaire français. Cela a au moins le mérite d'être clair, après toutes ces semaines de silence ou d'ambiguïtés entretenues de la gauche à la droite.

Mais en pleine crise énergétique et alors que cela fait plus de 50 ans que les Français finançaient à juste titre une filière d'excellence, on les en prive au moment où ils en ont le plus besoin. Notre devoir étant de prioriser l'intérêt général de nos compatriotes, nous ne validons ni la hausse de vos ressources ni votre politique, qui se font contre la France et les Français.

18/01/2023 - Situation de la pêche artisanale dans l'Union européenne et perspectives d'avenir (débat)

– Madame la Présidente, l'avenir de la pêche artisanale est menacé parce qu'elle est, pour son plus grand malheur, de la compétence exclusive de la Commission européenne. C'est

contre ces directives qui imposent un centralisme européen mortifère et des sommations dogmatiques pseudo-écologiques que nos marins pêcheurs doivent lutter pour survivre.

Ainsi, l'essentiel des fonds européens est versé au profit d'une pêche intensive et prédatrice sans que la pêche artisanale en bénéficie vraiment, sauf en général pour financer le déchirage de ses bateaux. Une foultitude de normes technocratiques aléatoires et d'interdictions ruinent la rentabilité du métier des pêcheurs artisanaux. Et plus grave, le domaine maritime est actuellement la proie d'intérêts privés où se multiplient les aires marines protégées, puis les parcs éoliens offshore qui excluent nos pêcheurs de nos zones de pêche.

Et oui, chers collègues, nous devons d'ores et déjà, en pleine crise énergétique et inflationniste, pérenniser l'exonération de taxes sur les carburants pour le secteur de la pêche. Nous devons aussi pouvoir privilégier nos métiers de la pêche et ses productions par le localisme que Bruxelles nous a interdit au profit d'importations du bout du monde. L'avenir de la pêche artisanale pour son plus grand malheur est de la compétence exclusive de la Commission européenne. Nous devons la défendre souverainement.

13/02/2023 - Chapitres REPowerEU des plans pour la reprise et la résilience (débat)

– Madame la Présidente, ce plan, nous a-t-on dit, avait la prétention de renforcer l'indépendance stratégique de l'Europe en permettant à l'Allemagne de se passer du gaz russe en 2027. Aujourd'hui, nous sommes dépendants du gaz de schiste américain.

Je vous l'ai dit, je le répète: l'inclusion catégorique, dans ce plan, de l'énergie nucléaire décarbonée, abondante et abordable, nous aurait permis de contribuer à notre réindustrialisation, condition de notre indépendance et de notre compétitivité, notamment face aux États-Unis, dopés par le plan Biden, à qui ce paramètre n'a vraisemblablement pas échappé.

De la droite européenne de M. Weber à la gauche allemande du chancelier Scholz, en passant par la présidence centriste de la Commission européenne de Mme von der Leyen, tous, tous sont prêts à nous sacrifier. Parce que, en attendant, qui est sanctionné pour toutes ces erreurs, tous ces errements, toutes ces aberrations? Qui en paie le prix? Ce sont nos compatriotes, les plus jeunes, les plus précaires, les plus vieux et tous les autres. Ils ne vous disent pas merci.

11/07/2023 - Banque européenne d'investissement (discussion commune)

– Monsieur le Président, la Banque européenne d'investissement devrait être un outil au service de la prospérité des peuples, des nations d'Europe et de leurs forces vives. Dans les faits, elle n'est qu'un outil de communication politique, un outil qui promeut essentiellement

une folle idéologie antinucléaire et dévoyée par l'extrême gauche. Et pour faire quoi? Balancer 350 millions d'euros dans l'éolien maritime dans le Calvados, avec pour effet d'expulser nos pêcheurs de leur zone de pêche? Ou dans un soutien hasardeux à des énergies renouvelables, alors que notre industrie nucléaire performante, abondante et décarbonée mériterait plus d'investissements?

Et pourquoi la Banque d'investissement européenne ne jouerait-elle pas un rôle plus positif et performant dans notre économie, en se donnant, par exemple, les moyens d'entrer au capital d'entreprises innovantes? Cela éviterait que des groupes financiers étrangers et puissants ne finissent par en prendre le contrôle et nous dépossèdent de fleurons industriels ou nous privent d'entrepreneurs qui créent de l'emploi et de la richesse.

Nos territoires ont des potentiels, des énergies, des compétences, des savoirs, de l'excellence et la BEI doit se donner pour objectif de les préserver et de les protéger. Protéger notre souveraineté économique, protéger notre souveraineté énergétique.

12/09/2023 - Iran: un an après l'assassinat de Jina Mahsa Amini (débat)

– Monsieur le Président, il y a un an, dans la République islamique d'Iran, succombait Jina Mahsa Amini, arrêtée par la police des mœurs parce qu'elle ne portait pas correctement son hijab. Non, à tous les islamo-gauchistes du monde et de cet hémicycle, et à la Commission européenne qui le martèle: le voile islamique n'émancipe pas la femme. Il n'est pas non plus un choix librement consenti. Jina Mahsa en est morte. Mais savez-vous qu'un sondage, en 2016, faisait apparaître que 75 % des femmes qui portaient chez nous le voile le faisait par obligation sociale ou par obligation familiale?

Ne pas livrer chez nous ce combat pour ces jeunes filles et ces femmes, c'est être complice. Dénoncer la mort de Jina Mahsa et le sort de ces femmes courageuses en Iran perd tout son sens si, drapés dans les oripeaux d'une pseudo-liberté individuelle revendiquée par les fondamentalistes, nous ne luttons pas contre cette contrainte tribale qui est imposée aux femmes ici, chez nous.

12/12/2023 - Stratégie européenne en matière de sécurité économique (débat)

– Monsieur le Président, mes chers collègues, non, l'Union européenne n'a pas défendu et ne défend pas notre sécurité économique. L'hubris des technocrates de Bruxelles nous a menés droit dans le mur, à ruiner notre tissu industriel et à contribuer à l'évasion de notre excellence et de nos forces vives. Délocalisations, désindustrialisation: l'idéologie mondialiste a causé le malheur et le déclin des peuples d'Europe.

On a pu l'expérimenter dramatiquement dans la crise de la COVID-19, qui n'a, en aucun cas, servi de leçon. Envers et contre tous, l'Union européenne persiste dans sa politique libre-échangiste, «sans-frontiériste», dévastatrice pour notre souveraineté alimentaire, industrielle et énergétique. Elle est dans une dérive idéologique qui l'engage à refuser le gaz russe, mais n'a aucun scrupule à négocier avec le Kazakhstan ou la junte militaire algérienne.

Les principaux dangers pour notre sécurité économique ne sont pas dans les congrès du Parti communiste chinois, ni à la Douma, ni à Wall Street: ils sont à Bruxelles, qui refuse le protectionnisme et le localisme, qui seuls pourraient garantir notre souveraineté économique et industrielle. Car on ne peut pas en vouloir aux pays du monde entier d'être offensifs, d'être compétitifs et de défendre leurs propres intérêts. Mais on peut en vouloir à l'Union européenne de ne pas défendre, de n'avoir jamais voulu défendre les nôtres.

(L'oratrice accepte de répondre à une question «carton bleu»)

13/12/2023 - Stratégie de l'UE pour aider les jeunes confrontés à la crise du logement et du coût de la vie (débat d'actualité)

– Monsieur le Président, pour 85 % des Français de 18 à 25 ans, se loger est devenu un véritable parcours du combattant. C'est une catastrophe sociale et économique.

Cela n'a échappé à personne, mais l'Union européenne a toute sa responsabilité dans ces drames quotidiens, parce que vos lubies pseudo-écologistes ont exclu du marché de la location privée des millions de logements, qui ne sont plus accessibles, parce que votre politique de taux zéro a entraîné une surchauffe du marché immobilier. Vous parliez tout à l'heure d'une hausse de 11 à 13 %, or à Paris, en vingt ans, les loyers ont été multipliés par treize.

Vos décisions politiques ont créé une inflation inédite depuis vingt ans dans la zone euro. Vous avez ainsi contraint la Banque centrale européenne à relever ses taux de crédits en catastrophe pour la contenir, ce qui a augmenté le coût du crédit immobilier. Au final, les classes moyennes n'ont plus accès à la propriété: au premier semestre de 2023, un prêt sur deux a été refusé.

Donc, tout naturellement, ces candidats, ces primo-accédants, se sont rabattus faute de mieux sur le marché locatif, plus spécifique aux jeunes: jeunes travailleurs, jeunes étudiants, jeunes ménages. L'offre de logements était déjà insuffisante, elle est devenue inabordable. Le marché était déjà tendu au niveau de l'offre, vous l'avez restreint encore davantage; ce qui était difficile est devenu impossible.

Voilà dans quel marasme votre politique a plongé notre jeunesse. Aujourd'hui, j'ai l'impression que vous vous payez de mots, Monsieur le Commissaire, et vos vœux sont des

vœux pieux. Pour prendre un seul exemple: un milliard d'investissements. Rien qu'en France, pour la rénovation énergétique de nos bâtiments, 70 milliards par an seraient nécessaires. Toutes les rustines collées sur toutes les bulles financières et immobilières que vous avez créées ont jeté toute une génération dans la précarité. Ils ne vous disent pas merci.

12. Virginie Joron

15/09/2020 - COVID-19: coordination au niveau de l'Union des évaluations sanitaires et de la classification des risques et conséquences pour l'espace Schengen et le marché unique (débat)

– Madame la Présidente, les conséquences de la COVID, parlons-en.

Protocole n° 6, article unique: «[l]e Parlement européen a son siège à Strasbourg». C'est ce qui est inscrit dans les traités européens. Pourtant, à la dernière minute, on a demandé aux députés de venir à Bruxelles alors qu'on y trouve deux fois plus de nouveaux cas de COVID-19. Pourtant, Strasbourg était prête. Pourtant, des mesures strictes ont été mises en place dans les taxis, hôtels, restaurants et rues piétonnes. Des travaux ont même été faits cet été au Parlement. Mais on le sait: la majorité des députés français écologistes votent contre Strasbourg. Pourtant, Bruxelles est classée zone rouge depuis le mois d'août et vous avez cédé sous la pression des Verts et des socialistes qui n'ont jamais aimé venir à Strasbourg car ils habitent à Bruxelles.

Se servir du coronavirus ou des émissions de CO2 pour faire sauter le siège de Strasbourg est inadmissible. Quand on s'engage dans un mandat, on respecte la loi et la loi dit que le siège du Parlement européen est à Strasbourg pour 12 périodes de sessions. Nous voulons que l'année 2021 rattrape cette perte pour Strasbourg.

Avant de donner une feuille de route européenne, montrons l'exemple ici en respectant les traités.

23/11/2020 - Vers un marché unique plus durable pour les entreprises et les consommateurs (débat)

– Monsieur le Président, je remercie également M. Cormand, rapporteur de ce dossier, pour son excellent travail et son écoute.

Cependant, pendant que nous sommes en train de voter un rapport soutenu par les Verts pour lutter contre l'obsolescence programmée, développer un écosystème de la réparation et de l'occasion, ces mêmes Verts ont jeté, mis à la poubelle, une belle centrale nucléaire.

La centrale nucléaire de Fessenheim, qui est à quelques kilomètres d'ici, non pas ouverte au Moyen-Âge, mais il y a moins de 50 ans. Les Verts ont obtenu sa tête et elle a fermé son dernier réacteur en février 2020. Ils lui reprochaient quoi? Son usure? Argument rejeté par l'Autorité de sûreté nucléaire qui la classe comme la plus sûre d'Europe. Ils lui reprochent son grand âge. Coût de cette lubie: entre 4 et 5 milliards d'euros et plus de 2 000 salariés balancés chez Pôle emploi. Et tout le monde est perdant. EDF y perd, car l'indemnité qui lui est versée est faible si l'on songe que cette centrale aurait pu tourner jusqu'en 2041 et qu'il s'agissait d'équipements amortis et en parfait état de marche. Le budget de l'État doit verser 377 millions d'euros à EDF, donc le contribuable y perd. En pleine crise, nous ferions mieux d'utiliser cet argent ailleurs. Notre commerce extérieur y perd, car nous importons le charbon et le gaz que nous aurions pu éviter de brûler dans nos centrales. La planète y perd parce que nous émettons plus de CO2, tout ça pour des raisons purement politiques et idéologiques. Cette situation absurde n'est pas près de cesser, puisque la loi pluriannuelle de l'énergie prévoit la fermeture de 14 autres réacteurs nucléaires, alors qu'ils sont en état de marche et qu'ils auraient été plus utiles du fait de la montée en puissance des énergies renouvelables, car, plus il y a de renouvelable, plus nous avons besoin d'une production régulière d'électricité qui ne dépend pas des conditions météorologiques.

À cet exemple stupide, on peut en ajouter un autre: la volonté de fermer le Parlement européen de Strasbourg, car jugé obsolète et dispendieux. Gouverner c'est prévoir et prévoir c'est concevoir les choses avant les autres. On ne peut pas dire que cela soit la vertu des Verts, mais quand on sait que l'eurodéputée Karima Delli, présidente de la commission des transports du Parlement européen, confond uranium et lithium au sujet des batteries électriques, plus rien ne nous étonne.

L'écologie est depuis toujours dans l'ADN du Rassemblement national. Aussi parce que notre vision de l'écologie est pragmatique, humaine, enracinée, nous soutenons ce rapport, car nous sommes contre l'obsolescence programmée qui pousse à une surconsommation et grignote un peu plus le pouvoir d'achat de nos concitoyens. Contre le gaspillage alimentaire, contre le tout jetable et pour une économie circulaire avec la réparabilité et la recyclabilité des produits au sein de nos territoires. Par exemple, la période de garantie légale de deux ans ne convient pas à toutes les catégories de produits dont la durée de vie estimée est plus élevée. Le rapport suggère d'aligner les durées de garantie légale sur la durée de vie estimée d'un bien et de garantir une période minimum de mise à disposition des pièces détachées. Nous y sommes favorables.

Nous sommes aussi en faveur d'un étiquetage de durabilité et de réparabilité tenant compte de multiples critères tout au long du cycle de vie des produits. Cet étiquetage devrait fournir aux consommateurs les informations utiles et nécessaires au moment de l'achat. Quand Apple bride nos téléphones, quand les imprimantes équipées d'une puce bloquent l'impression au-delà d'un certain nombre de feuilles imprimées, c'est le consommateur qui est floué. Quand Decathlon se forge une fortune sur le dos des Chinois ou des Bangladais payés 60 euros par mois, le consommateur doit le savoir.

Cet engouement des Verts pour la réparabilité et la durabilité doit tout d'abord être démontré ici, je vais le répéter, en défendant le maintien du siège du Parlement européen à Strasbourg et en cessant de chercher des arguments fallacieux pour ne plus venir ici, en Alsace. Stop aux doubles discours, il faut arrêter les travaux prévus à Bruxelles du bâtiment Paul Henri Spaak, pour un montant de 500 millions d'euros et, conformément au traité européen, revenir travailler à Strasbourg.

14/02/2023 - 22.4. Normes d'émissions de CO2 pour les voitures et les camionnettes (A9-0150/2022 - Jan Huitema)

– Monsieur le Président, chers collègues, Paris interdit le diesel l'année prochaine. Rouen, Lyon, Strasbourg vont suivre.

Le prix d'achat des voitures explose, mais les alliés de M. Macron veulent aussi exclure les Français qui roulent en voiture à essence. Pourquoi cet acharnement, alors que ces mêmes personnes vont faire du yoga à Bali en avion ou se font mousser à Davos en jet privé?

Vous voulez punir toute une génération de conducteurs avec des arguments fallacieux et à coups de matraque: des radars tous les 20 mètres, des contrôles techniques tous les deux jours, des vignettes d'exclusion, le litre d'essence à 3 euros. Les Français qui se lèvent tôt ont besoin de leur voiture pour aller travailler, pour aller chercher leurs enfants, pour faire des courses, pour éviter des transports en commun peu sûrs et bondés.

Cette société de surveillance et de l'obéissance, ce n'est pas l'Europe que j'aime. Il faut arrêter avec la politique de la peur, de la culpabilité et de la punition imposée par votre programme 2030. Le «tout électrique», c'est ce que nous ne voulons pas. C'est une excuse de bobos colonialistes, car la voiture électrique ne pollue pas ici, mais en Afrique, dans les mines de cobalt, loin de vos lofts et de vos résidences secondaires.

Avec vous, pour une partie de la population, c'est la douche froide et la bougie en mangeant des pizzas aux grillons domestiques.

16/03/2023 - Engagement à long terme en faveur du bien-être des animaux (débat)

– Monsieur le Président, Madame la Commissaire, chers collègues, 94 %, c'est le pourcentage d'Européens estimant qu'il est important de protéger le bien-être des animaux d'élevage. Par ailleurs, 90 % pensent qu'un label européen sur le bien-être animal serait utile pour informer les consommateurs. Enfin, 72 % souhaitent obtenir des informations sur l'utilisation d'une méthode d'étourdissement des animaux lorsqu'ils achètent de la viande.

Pourtant, les préoccupations en matière de bien-être animal continuent d'être bafouées à grande échelle, soit par des méthodes et des traditions d'abattage importées, soit par des exigences purement économiques dans une course permanente à la réduction des coûts. On assiste à un réel dumping animal.

Face à la dérive ultralibérale et face à la radicalité écologiste que beaucoup défendent ici, nous proposons une approche alternative. Nous refusons les farines d'insectes pour l'alimentation du bétail et, d'ailleurs, pour les humains également. Nous refusons la viande artificielle ou synthétique. Nous voulons des abattoirs de proximité permettant un retour au localisme en mettant en place des politiques commerciales où les règles de bien-être animal qui s'appliquent au sein de l'Union européenne doivent s'appliquer à toute importation. Nous souhaitons une liste noire des pays tiers qui ne respectent pas nos normes. Nous refusons l'abattage sans étourdissement et l'importation de ce type de viande. Nous soutenons aussi l'idée d'un commissaire dédié à cette cause.

Enfin, donnez un rôle central aux citoyens, introduisez un système obligatoire d'étiquetage relatif au bien-être animal à l'échelle de l'Union européenne, afin que les consommateurs puissent décider eux-mêmes de ce qu'ils achètent et de ce qu'ils mangent.

31/05/2023 - Interventions d'une minute sur des questions politiques importantes

– Monsieur le Président, chers collègues, la gauche, les Verts et les amis de Macron nous ont dit: «pourquoi vous voulez retirer les badges d'accès de Pfizer au Parlement», alors que le PDG de Pfizer refusait de nous accorder dix minutes pour répondre à nos questions sur le plus gros contrat de l'histoire européenne. Ces députés ont soutenu Pfizer.

Et depuis, c'est le festival Pfizer. D'un côté, Pfizer défend ses intérêts commerciaux: 2,4 milliards de doses à 19,50€ la dose, *business is business*. Et de l'autre côté de ce contrat, une Commission qui s'agenouille en déclarant que Pfizer perd de l'argent. Mais de qui se moque-t-on?

Moi, je suis choquée, comme des milliers d'Européens, choquée de voir que Pfizer demande aux députés de la commission Covid de justifier leurs questions sur la transparence et

de laisser leur téléphone à l'extérieur de la salle. Je suis choquée de devoir signer un papier pour protéger les intérêts financiers de Pfizer, choquée que Pfizer nous empêche de nous exprimer. Et vous cautionnez tout cela. Ce mur du silence pour protéger le trésor de guerre de Pfizer est scandaleux. C'est votre bilan. Et pour rappel, sachez que nous ne sommes pas des employés de Pfizer.

07/02/2024 - Lutte contre les discours haineux et la désinformation: la responsabilité des plateformes en ligne dans le règlement sur les services numériques (débat d'actualité)

– Monsieur le Président, Madame la Ministre, Monsieur le Commissaire, chers collègues, le plus gros *fake*, c'est d'avoir cru que ces nouvelles législations du numérique allaient protéger notre marché intérieur des poupées gonflables chinoises défectueuses ou des fausses Rolex des Philippines. En effet, depuis le rachat de Twitter par Elon Musk, c'est devenu l'obsession principale de la Commission, qui veut absolument nous protéger du Grand Méchant X.

Il y a quelques jours, Mme von der Leyen déclarait à Davos que la principale préoccupation pour les deux prochaines années n'était pas le conflit ou le climat, mais la désinformation ou la mésinformation, et que cela constituait sa priorité depuis le début de son mandat, avec la législation sur les services numériques et la définition de la responsabilité des grandes plateformes Internet quant aux contenus qu'elles promeuvent et propagent, déclarations appuyées par Emmanuel Macron en Suède.

Donc, exit le climat, exit les conflits armés, exit les pandémies, et haro sur la désinformation, ce mal du siècle qui, selon vous, a engendré le Brexit, Donald Trump et, pourquoi pas, le référendum de 2005.

L'année 2024 est une année importante, comme vous l'avez dit, où la moitié du monde sera appelée à voter, à exprimer son choix, même quand il déplaît au camp du bien. Le camp du bien, c'est ceux qui décident de mettre en place dans cette enceinte démocratique un cordon sanitaire contre ceux qui ne se rangent pas derrière la droite, Macron, les socialistes, les verts ou la gauche, ce petit monde merveilleux qui se remet des prix du meilleur député.

La liberté d'exprimer son opinion, finalement, c'est cette information que vous ne maîtrisez pas et qui vous gêne, sous couvert de lutter contre la désinformation ou de contenus illicites. Un parti politique, un discours différent sur la COVID-19 ne vous convient pas? Illico c'est la censure.

La chute du mur de Berlin en 1989 marquait la chute du régime communiste en Europe, avec son cortège d'outils de propagande. Trente-cinq ans après, vous reprenez ces mêmes

recettes stalinienne avec ce nouveau ministère de la vérité pour contrôler le récit politique et la censure 4.0. *Big Brother is watching you.*

13/03/2024 - Allégations de corruption et détournement de fonds de l'Union en Espagne pendant la pandémie (débat d'actualité)

– Monsieur le Président, allégations de corruption et détournements de fonds de l'Union en Espagne pendant la pandémie: je vous remercie d'avoir ajouté ce point à l'ordre du jour. Mais allons plus loin que l'Espagne et les masques. Certains individus au sein des cabinets ministériels seraient soupçonnés de corruption. On nous parle de socialistes, on nous parle de 53 millions d'euros de masques anti-COVID-19 attribués selon la procédure d'urgence à une entreprise qui ne connaissait rien au secteur. On connaît la musique.

Aujourd'hui, vous êtes tous d'accord pour parler de ces 53 millions d'euros pour des masques, mais pas des contrats pour des vaccins anti-COVID-19 à 71 milliards d'euros, pour 4,6 milliards de doses à jeter. Personne ici n'a envie d'en parler, ni la gauche «Qatargate», ni la droite caviar, ni les ayatollahs verts, et surtout pas Mme von der Leyen. Les soupçons de corruption, les conflits d'intérêts touchent l'Espagne, mais quid de Bruxelles? J'ai demandé à la Commission où étaient les doses; elle vient de me répondre qu'elle n'était pas en mesure de formuler des observations sur le nombre de vaccins anti—COVID-19 ayant été livrés et administrés dans l'Union européenne en 2023. Or, le 16 janvier dernier, elle a commandé 146 millions de doses. Des scandales de ce type, malheureusement, vous allez en avoir à la pelle.

13. Jean-Lin Lacapelle

09/06/2021 - Cyberattaques récentes contre des institutions européennes et des institutions nationales sensibles, publiques comme privées - Stratégie de cybersécurité de l'Union pour la décennie numérique (débat)

– Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, pour certains intervenants, ce débat sur la cybersécurité sert visiblement de prétexte à d'énîmes attaques idéologiques à l'encontre de la Russie.

Or, ce sujet sérieux mérite une réflexion plus large et plus juste. Vous dénoncez la menace que représentent pour l'Europe les opérations de piratage menées contre nos institutions, car il est vrai que l'Europe est sensible et vulnérable à ces attaques. Vous évoquez leur origine russe potentielle, mais vous vous murez dans un silence absolu quand les agences d'espionnage des États-Unis mettent sur écoute les dirigeants européens. Silence également

lorsque les services de renseignement français collaborent avec la société américaine Palantir, proche de la NSA, donnant ainsi aux Américains un pied dans notre souveraineté la plus confidentielle. Silence toujours lorsque le géant chinois Huawei, derrière lequel se profile le Parti communiste chinois, investit toute l'Europe en déployant ses réseaux 5G. N'oublions pas la leçon du vice-amiral français Arnaud Coustillière, qui déclarait devant le Sénat que tous nos matériels informatiques, du petit logiciel jusqu'à la puce électronique, nous exposaient aux infiltrations étrangères.

Depuis la révélation par Edward Snowden de l'espionnage américain en Europe, l'Union européenne a beaucoup parlé, mais a bien peu agi. Nous aurions dû et devons favoriser le développement de filières européennes dans l'industrie du numérique. Cela doit passer par un financement préférentiel de nos capacités de formation technologique, d'approvisionnement en matériaux, de création de logiciels et de matériels d'assemblage et d'équipements. Ici comme ailleurs, la souveraineté doit rester le maître mot de notre action politique.

11/11/2021 - Statut et financement des partis politiques européens et des fondations politiques européennes (débat)

– Madame la Présidente, chers collègues, votre rapport sur les partis politiques européens croit soutenir vos obsessions fédéralistes et affaiblir les nationaux, vos seuls adversaires. Listes transnationales pour les élections européennes, respect obligatoire de vos valeurs empoisonnées par votre idéologie, tout y est. Vous osez même écrire que les partis politiques doivent être les porte-parole de la politique de l'Union européenne. Mais ce moment de triomphe prépare votre propre débâcle.

Sur le plan administratif, d'abord, ce rapport contredit des années de pratiques absurdes du Parlement européen, qui affirmait que les partis politiques ne devaient pas mener d'activités politiques, mais seulement travailler à l'édification du super État euro-mondialiste. Vous avez d'ailleurs persécuté nos élus sur cette logique démente. Aujourd'hui, vous admettez enfin cette évidence: nous sommes des représentants nationaux au Parlement européen qui devons mettre nos moyens parlementaires au service d'activités politiques.

Sur le plan démocratique, vous reconnaissez enfin le caractère essentiel de la diversité des idées. Mais dans cette Europe carcérale que vous avez construite, la seule voix divergente est la nôtre, celle des peuples et des nations opposées à votre vision mondialiste et libérale. Cette voix que vous combattez avec tant d'acharnement.

Le 2 juillet dernier, seize partis politiques à travers toute l'Europe ont signé une déclaration commune sur l'avenir de l'Europe qui nous met en équivalence avec les frères

siamois que sont la pseudo-droite et les socialistes. Cette déclaration commune, dont les signataires sont au pouvoir ou sont sur le point d'y accéder, mettra un point d'arrêt à votre cauchemar fédéraliste pour ouvrir la voie à l'Europe des nations que nous appelons de nos vœux et que, demain, Marine Le Pen incarnera en France.

18/05/2022 - Rapport 2021 de la Commission sur l'état de droit (débat)

– Madame la Présidente, le rapport annuel de la Commission sur l'état de droit est l'occasion régulière pour l'Union européenne de démontrer sa nature profondément idéologique. La Pologne et la Hongrie sont des pays incontestablement démocratiques, que vous le vouliez ou non. Le gouvernement hongrois vient d'ailleurs de voir sa majorité politique confirmée et même amplifiée dans les urnes. Quant à la Pologne, elle est en première ligne pour l'accueil des réfugiés ukrainiens.

Mais pour contourner la démocratie, vous avez tordu le sens de la notion d'état de droit. Il repose pourtant sur une première condition impérative: la souveraineté d'un peuple et d'une nation qui se donne ses lois et les respecte. Mais vous, vous utilisez le mot «état de droit» pour désigner l'État idéologue, celui qui suit vos principes politiques, au besoin contre le droit.

C'est parce que la Hongrie et la Pologne, soutenues par leurs peuples, contestent votre idéologie unique, que ces deux grandes nations sont accusées d'être antidémocratiques et menacées d'être mises au pilori par les technocrates européistes illégitimes, car non élus. À ces nations européennes historiques qui ont subi pendant un demi-siècle les affres du totalitarisme communiste, vous tentez de réappliquer la doctrine Brejnev dite de la «souveraineté limitée». Mais l'URSS s'est écroulée! Alors je souhaite que votre Europe idéologue et carcérale s'écroule à son tour pour laisser place à la véritable Europe des nations, des coopérations, des projets et des libertés.

04/07/2022 - Pertes de vies humaines, violences et traitements inhumains infligés aux personnes sollicitant une protection internationale à la frontière hispano-marocaine (débat)

– Madame la Présidente, «un jour, des millions d'hommes quitteront les parties déshéritées de la planète pour gagner les terres riches de l'hémisphère Nord. Et cette invasion ne sera ni fraternelle ni même pacifique». Ainsi, chers collègues, s'exprimait en 1974 le président algérien Houari Boumédiène.

Cette phrase prophétique et glaçante trouve son illustration dans les assauts sauvages des frontières espagnoles à Ceuta et à Melilla, par des hordes de milliers de clandestins qui escaladent les grilles et forcent l'entrée de notre continent. C'est la même intention hostile

lorsque l'Algérie envoie des bateaux chargés de centaines de clandestins vers l'Espagne pour faire pression sur elle.

Ces migrants, sur lesquels les politiciens européens versent parfois des larmes de crocodile, sont ouvertement considérés comme nuisibles par l'Algérie comme par la Turquie, et leur présence affaiblit l'Europe. Parmi eux, combien de futurs égorgeurs islamistes, de violeurs de masse comme à Cologne ou de délinquants rendant nos villes invivables et pourrissant la vie de nos compatriotes? Ils bénéficient tous de l'encouragement et de l'aide complice des ONG immigrationnistes, de l'extrême gauche, mais aussi des lobbies infiltrés au sein de l'Union européenne. La prophétie de Boumédiène prend désormais forme sous nos yeux: quand allez-vous enfin en prendre conscience?

14/09/2022 - Situation des droits fondamentaux dans l'UE en 2020 et 2021 (débat)

– Monsieur le Président, chers collègues, chaque année, ce rapport sur l'état de droit s'affirme davantage comme un fouillis indigeste, erroné, illégitime et surtout dégoûtant d'une partialité flagrante et d'un parti pris idéologique nauséabond. Derrière de belles paroles, il ne parle en réalité que de la promotion LGBT, de subversion du mode de vie traditionnel et de haine idéologique contre la Pologne et la Hongrie, pourtant soutenues par leurs peuples. Par contraste, quand le système soviétique, le communisme et ses 100 millions de morts, a opprimé les Polonais et les Hongrois pendant des décennies, on n'entendait quasiment rien de la part des pères dont vous vous réclamez. Votre hypocrisie est d'autant plus criante qu'il y a eu en 2020 et 2021 une atteinte majeure aux droits fondamentaux: avec la pandémie, des dizaines de millions d'Européens, sous le régime d'état d'urgence, ont été enfermés chez eux, pistés informatiquement, privés de la liberté de circuler ou de manifester, contrôlés par la police dans tous les actes de leur vie, forcés de subir des actes médicaux. Ce rapport n'en dit pas un mot. Car, au fond, les droits fondamentaux, l'Union européenne s'en fiche. Pour elle, ils ne sont qu'une arme idéologique à invoquer quand elle en a besoin, à ignorer dans le cas contraire. Le réveil des peuples, aujourd'hui en France, hier en Suède, demain en Italie, vous en punira, j'en suis convaincu.

15/09/2022 - Statut et financement des partis politiques européens et des fondations politiques européennes (débat)

– Madame la Présidente, chers collègues, on savait déjà que l'Union européenne, en bon élève de l'Union soviétique, avait adopté le principe brejnévien de la souveraineté limitée, c'est-à-dire que les États satellites de l'URSS étaient libres dans les moyens d'appliquer la doctrine

marxiste, mais ils n'étaient pas libres de s'en écarter. L'Union européenne vient, à travers de ce rapport invraisemblable sur les partis politiques européens, d'y ajouter le concept de démocratie limitée.

Comment peut-on accepter, dans un espace prétendument démocratique, qu'une prétendue autorité administrative, sans la moindre légitimité, puisse établir quels sont les partis qui seront éligibles, notamment au plan financier, à la qualité de parti politique européen? Que signifie cette référence absolue aux valeurs de l'Union européenne? Est-ce pour vous une façon de mettre au ban, après des nations telles que la Hongrie et la Pologne, les mouvements politiques, notamment ceux qui sont assis sur une très forte base populaire et une forte légitimité électorale et qui n'adhèrent pas à votre idéologie mondialiste, immigrationniste et destructrice de notre civilisation européenne?

Pour notre part, nous demeurerons fidèles aux principes édictés par la constitution française voulue par le Général de Gaulle, et je le cite: «Les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils se forment et exercent leur activité librement et doivent respecter les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie». En effet, la souveraineté nationale et la démocratie, deux concepts qui vous sont totalement étrangers. De plus en plus, l'Union européenne, qui se comporte en ennemi de la liberté, veut contrôler l'esprit intime des citoyens. Ce texte en est l'élément révélateur. Dans votre sectarisme, vous refusez la légitimité aux opinions différentes des vôtres. Mais dites-moi, la démocratie, vous en avez peur?

(L'orateur accepte de répondre à une intervention «carton bleu»)

18/01/2023 - Les menaces terroristes que représentent des réseaux extrémistes d'extrême-droite qui défient l'ordre constitutionnel démocratique (débat)

– Monsieur le Président, pour dissimuler vos propres turpitudes quant aux véritables menaces terroristes qui pèsent sur les pays européens, vous nous avez ressorti votre vieux fantasme sur la soi-disant extrême droite. Vous qui avez ignoré cette organisation criminelle mondiale numéro un qu'était le communisme, vous utilisez n'importe quel leurre pour dissimuler votre responsabilité directe dans la montée de la menace islamiste en Europe. Par votre politique délibérée visant à organiser la submersion migratoire de l'Europe, par votre complaisance pour les organisations islamistes, en allant même jusqu'à les subventionner, par votre servilité vénale à l'égard du Qatar et autres, vous portez une responsabilité accablante dans la diffusion de la seule menace réelle qui se pose aux peuples européens.

Pour prendre le seul cas de la France, la totalité des assassins antisémites, ceux d'Ilan Halimi, de Mireille Knoll, de Sarah Halimi, des enfants de l'école Ozar Hatorah de Toulouse,

ont tous le même profil: des individus issus de l’immigration maghrébine et africaine, islamistes radicaux. De sinistres individus que votre politique fait venir massivement en Europe et que vous protégez par vos juridictions et autres. Il existe assurément un danger de la part de groupuscules qui, d’où qu’ils viennent, menacent...

(Le président retire la parole à l’orateur)

13/02/2023 - Financements de l'Union alloués à des ONG incriminées dans les récentes révélations de corruption et protection des intérêts financiers de l'Union (débat)

– Madame le Président, chers collègues, l’Union européenne, ne pouvant plus ignorer le scandale, s’interroge aujourd’hui sur le financement des ONG. Après n’avoir rien vu venir, dans les rangs de sa majorité, à propos du Qatargate, il était temps.

Bien sûr, les interrogations se limitent aux ONG déjà publiquement compromises. Hors de question de regarder plus loin, car on pourrait y découvrir bien des turpitudes. Pas un mot non plus sur l’orientation politique souvent identique des corrompus: socialistes, fédéralistes, droits-de-l’hommes et, bien sûr, adversaires de notre groupe politique.

Pour combler ces lacunes, je vous invite à lire l’excellent rapport de mon collègue allemand Joachim Kuhs sur le financement des ONG par l’Union européenne. Ce rapport montre comment l’Union européenne a sous-traité sa politique aux ONG, utilisées comme agents d’influence, à tel point qu’on peut parler d’organisations quasi gouvernementales.

L’Union européenne a recours à ces ONG qu’elle appelle «société civile» par préférence aux autorités nationales, et ce, paradoxalement, parce que les autorités publiques seraient orientées, voire corrompues – dit-elle –, alors que les ONG seraient, elles, indépendantes. Quel comble, quand on voit quelle idéologie et quelle corruption y règnent!

Ainsi, les ONG du célèbre George Soros ont-elles reçu plus de 25 millions d’euros. Plus grave encore, le soutien financier à des ONG proches des islamistes. Par exemple, 550 000 euros donnés au Secours islamique en Allemagne, lié au Hamas, au Hezbollah et aux Frères musulmans. Ou encore 1,16 million d’euros donné au Réseau européen contre le racisme, dont le directeur a été membre des Frères musulmans jusqu’en 2008.

Alors la collusion et la corruption grouillent dans ce monde opaque des ONG, mais l’Union européenne n’y fera rien, car elle en profite. Je vous remercie.

21/11/2023 - Menaces constantes pour l'état de droit et l'indépendance de la justice, et non-respect du régime de conditionnalité en vue du versement des fonds européens à la Hongrie (débat)

– Madame la Présidente, chers collègues, les droits de l’homme sont des principes fondamentaux, mais ils ne doivent pas être des instruments de chantage. Pourtant, l’Union européenne n’hésite pas à les utiliser comme une arme à l’égard de la Hongrie. Avec à la clé un refus de donner à la Hongrie les fonds européens, pourtant financés et garantis par tous les États membres, y compris la Hongrie elle-même. La raison est que la Hongrie ne respecterait pas les valeurs de l’Europe. L’Union européenne est-elle devenue à ce point totalitaire?

Les valeurs, ce sont pourtant des choix politiques. Tout le monde a le droit d’avoir ses propres valeurs, y compris si ce ne sont pas les vôtres. Mais au nom des droits de l’homme, vous refusez à vos adversaires les droits humains les plus fondamentaux, ceux d’opinion et d’expression. Vous poursuivez la Hongrie pour atteintes prétendues aux valeurs de l’Europe, mais l’Europe, elle, n’hésite pas à piétiner les valeurs de la Hongrie. Par quel prodige vos valeurs à vous sont-elles sacrées et celles des autres seraient méprisables? Votre hypocrisie éclate au grand jour.

Je tiens à exprimer mon soutien à la Hongrie, pointe avancée de la riposte des peuples européens, aujourd’hui comme jadis face aux communistes et aux Ottomans. Je suis désolé, mais l’identité, la pérennité et la sécurité des peuples européens ne se monnayent pas.

05/02/2024 - Situation des détenus dans les prisons hongroises, y compris le cas d'Ilaria Salis (débat)

– Madame la Présidente, chers collègues, le Parlement européen tient de nouveau une session plénière et met de nouveau à son ordre du jour un débat hostile à la Hongrie. Le prétexte de cette semaine est la condition des prisonniers, parmi lesquels Ilaria Salis. Comme personne, chez les défenseurs autoproclamés des droits de l’homme, ne va le faire, je vais rappeler quels sont les faits, afin que les Européens sachent de quelle criminelle le Parlement européen prend le parti.

Ilaria Salis est une antifa italienne. Motivée par une idéologie d’extrême gauche ultra-violente, elle s’est arrogé le droit d’entrer dans un pays étranger, la Hongrie, et d’imposer aux Hongrois sa loi politique en attaquant des nationalistes hongrois par surprise, dans la rue ou chez eux, à coups de marteau, et à huit contre un.

Parmi tous ceux qui la plaignent aujourd’hui, combien ont vu la vidéo de cette agression insoutenable? Si le contraire s’était produit, si des nationalistes avaient franchi les frontières pour agresser chez eux à coups de marteau des militants de gauche, l’Union européenne tout entière hurlerait à la mort. Mais, comme c’est l’extrême gauche qui attaque des nationalistes,

l'Union européenne s'inquiète de la santé et du confort de l'agresseur, sans un mot pour les victimes, alors qu'elle ouvre sa compassion aux actes les plus anodins habituellement.

C'est en réalité une complicité politique qui vous anime, et la preuve, c'est que, depuis des années que l'Union européenne critique la Hongrie par des dizaines de rapports, c'est la toute première fois qu'il est question des conditions de vie dans les prisons hongroises, lesquelles n'avaient, avant l'emprisonnement de cette criminelle, jamais été évoquées.

Une fois encore, l'Union européenne utilise cette affaire pour s'ingérer dans la politique intérieure de la Hongrie et dénigrer le gouvernement hongrois. En ce qui nous concerne, nous serons toujours du côté de la souveraineté et de l'état de droit. Nous disons, nous, la même chose que le gouvernement italien: il y a des juges et une justice en Hongrie; nous avons confiance en eux; qu'ils fassent leur devoir!

12/03/2024 - État d'avancement de la directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité (débat)

– Madame la Présidente, chers collègues, la directive sur le devoir de vigilance des entreprises est un texte dangereux, car elle oblige les entreprises européennes à contrôler ce que font leurs prestataires, leurs fournisseurs et leurs commanditaires dans le monde entier, à faire pression sur leurs partenaires commerciaux pour qu'ils changent leurs pratiques lorsqu'eux-mêmes, à l'étranger, ils ne suivent pas le droit européen, et, en cas de refus, à rompre leurs relations commerciales avec ces partenaires, au risque de lourdes sanctions si tel n'était pas le cas.

C'est donc une responsabilité et un handicap extrêmement lourds pour toutes nos industries. Nous ne voudrions pas que des entreprises performantes comme Total, dont on sait qu'elles sont dans le viseur, soient menacées dans leurs approvisionnements énergétiques par les activistes idéologiques d'extrême gauche.

Cet interventionnisme permanent de l'Union européenne, dans tous les domaines, devient insupportable. Vous passez votre temps à faire de l'ingérence, quand ce ne sont pas des menaces ou du chantage. Flicage dans les idées, flicage dans la politique, flicage sur les réseaux sociaux, et maintenant flicage dans l'économie. Mais, bon sang, que l'Union européenne cesse de transformer nos entrepreneurs français en mouchards! Protégez-les! Faites-les se développer, au lieu de les emmerder! Et cessez l'hypocrisie en balayant devant votre porte! Je me rappelle encore Mme von der Leyen interdisant d'importer du gaz russe, mais allant faire des courbettes en Azerbaïdjan pour signer un contrat commercial afin que l'on importe du gaz, qui d'ailleurs provenait de Russie, via l'Azerbaïdjan.

Quant à nous, nous nous réjouissons que ce texte ait été rejeté par les États membres et qu'il ne puisse être adopté avant les élections européennes du 9 juin prochain, en espérant vivement que celles-là nous permettront de dégager une nouvelle majorité patriote, qui protégera nos entreprises, nos peuples et nos pays.

(L'orateur refuse une question «carton bleu» de Karen Melchior)

12/03/2024 - Législation sur l'intelligence artificielle (débat)

– Monsieur le Président, chers collègues, Monsieur le Commissaire, pour la première fois une législation vient réglementer cet environnement nouveau qu'est l'intelligence artificielle. Cette législation était nécessaire compte tenu de la force d'impact de l'intelligence artificielle dans tous les domaines et des dangers qu'elle comporte. Je pense notamment à un exemple, au porte-parole du parti Renaissance, le parti d'Emmanuel Macron, qui a diffusé sur les réseaux sociaux un montage d'un simulacre de vidéo de Marine Le Pen en affirmant qu'elle s'exprimait en russe et en la diffamant.

Je me réjouis que notre groupe ait pu, par notre travail, contribuer à ce texte avec des propositions comme le contrôle renforcé des intelligences artificielles par les humains – et non par des machines –, ou encore l'usage de l'intelligence artificielle par nos forces de l'ordre pour rechercher des victimes d'enlèvements, enquêter sur des risques d'attentat islamiste ou lutter contre la pédopornographie. Je me réjouis également du rejet des propositions scandaleuses de la gauche. Je pense par exemple à leur volonté d'interdire l'anticipation du franchissement des frontières par les clandestins ou à l'obligation pour les intelligences artificielles de promouvoir la diversité.

Bien sûr, nous sommes réalistes. Il reste encore d'importantes carences dans ce texte, et nous resterons vigilants. Nous avons perdu le combat pour la création des GAFAM européens, alors tâchons de gagner la bataille de l'intelligence artificielle afin de ne plus être dans l'étau numérique entre la Chine et les États-Unis et de faire progresser nos nations et nos entreprises dans le monde numérique de demain.

14. Hélène Laporte

22/10/2019 - Budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2020 – toutes sections (débat)

– Madame la Présidente, mes chers collègues, 170,9 milliards d'euros, c'est le montant du budget européen de 2020 proposé par les deux corapporteurs PPE et socialiste. Comment

justifiez-vous une hausse de 3 % du budget européen par rapport à 2019, alors que le taux d'inflation et le taux de croissance du PIB dans l'Union européenne n'excède pas 2 %? Pourquoi l'Union européenne ne s'applique-t-elle pas la même rigueur budgétaire qu'elle impose à ses États membres et, surtout, pourquoi n'anticipez-vous pas dès maintenant le Brexit, qui entraînera un manque à gagner de 5 milliards d'euros pour l'Union européenne? Ce sont là autant de questions qui resteront sans réponse car, dans votre esprit, tout est prétexte à l'augmentation sans fin du budget européen. Les députés européens du Rassemblement national voteront contre cette inflation budgétaire.

La façon dont les deniers européens sont dépensés reste d'ailleurs fortement critiquable. À titre d'exemple, je citerai notamment l'aide à la Turquie pour la protection des frontières, avec 5,6 milliards d'euros déjà versés, et nous voyons le résultat, l'instrument d'aide à la pré-adhésion pour aider les pays candidats à l'entrée dans l'Union européenne, le Service européen pour l'action extérieure, comme si l'Union européenne disposait d'une quelconque légitimité diplomatique, mais également une explosion des dépenses de communication.

Pour finir, j'aimerais attirer l'attention de nos compatriotes sur un point bien précis, à savoir la future réforme de Dublin IV, qui donnera la possibilité à chaque migrant de déposer sa demande d'asile dans le pays de son choix. Face au blocage des États membres, le Conseil a proposé de transférer dans la réserve les 400 millions d'euros initialement alloués à cet effet, transfert auquel vous vous êtes opposés dans cette résolution budgétaire. Je rappellerai juste à mes collègues que le Conseil incarne les voix des intérêts nationaux et qu'il serait bon de lui donner la place qui lui revient.

15. Gilles Lebreton

18/09/2019 - Importance de la mémoire européenne pour l'avenir de l'Europe (débat)

– Madame la Présidente, il y a 80 ans, l'Union soviétique et l'Allemagne nazie signaient, le 23 août 1939, le pacte Molotov-Ribbentrop qui ouvrait la voie au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Il ne faut jamais oublier les atrocités commises par ces deux systèmes totalitaires que furent le communisme et le nazisme.

Ce devoir de mémoire pèse particulièrement sur l'Europe, le continent qui les a enfantés. Il faut transmettre le souvenir des horreurs passées pour éviter qu'elles ne se reproduisent.

Je mets toutefois en garde le Parlement européen contre la tentation qui consisterait à les instrumentaliser pour attaquer la Russie d'aujourd'hui. La Russie a coupé les ponts avec

l'Union soviétique depuis 1991 et est devenue un État respectable, qui mérite d'être traité en partenaire plutôt qu'en ennemi.

Je mets enfin en garde le Parlement européen contre une autre tentation qui consisterait à opérer un amalgame odieux entre les nazis d'hier et les populistes d'aujourd'hui. Les eurodéputés du Rassemblement national dénoncent avec force ce misérable stratagème probablement inspiré par de puissants lobbies, dont l'un des buts est de diaboliser la lutte contre la submersion migratoire. Mais nous ne faiblirons pas, nous continuerons à nous battre contre la propagande immigrationniste, notamment lorsqu'elle s'incarne, comme en France, dans un livret de 32 pages distribué aux enfants des écoles.

23/10/2019 - Budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2020 – toutes sections (A9-0017/2019 - Monika Hohlmeier, Eider Gardiazabal Rubial)

– Monsieur le Président, comme mes collègues du Rassemblement national, j'ai voté contre l'amendement 37 du rapport Hohlmeier déposé par le groupe de l'extrême gauche car il demande la suppression de la politique agricole commune.

La PAC est certes critiquable, et il n'est pas interdit d'imaginer de lui substituer un jour un autre système qui redonnerait à chaque État la responsabilité de sa politique agricole, mais pour l'instant, la PAC existe et est soutenue par une majorité politique. Le mieux que l'on puisse faire, à court terme, est donc de la conserver, tout en profitant de l'actuelle renégociation pour tenter de l'améliorer.

Je souhaite en particulier qu'on plafonne le montant des aides aux gros exploitants pour en verser davantage aux petits. L'objectif qui guide le RN est de défendre le modèle de l'agriculture de qualité et à taille humaine, qui est l'un des éléments constitutifs de l'identité française.

15/01/2020 - Déformation de l'histoire européenne et mémoire de la Seconde Guerre mondiale (débat d'actualité)

– Madame la Présidente, la majorité actuelle du Parlement européen est antirusse. Dans son désir d'attaquer la Russie par tous les moyens, elle a cédé à la tentation de réécrire l'histoire de la Seconde Guerre mondiale dans la résolution qu'elle a votée le 19 septembre 2019. Elle y écrit, en effet, que «la Seconde Guerre mondiale a été déclenchée comme conséquence immédiate du tristement célèbre pacte de non-agression germano-soviétique Molotov-Ribbentrop». Certes, ce pacte a existé. Il illustre les crimes dont l'URSS s'est rendue coupable tout au long de son histoire et qu'il faut dénoncer. J'ai moi-même rendu hommage à Tallinn aux

80 000 Estoniens victimes du communisme. Mais dire que ce pacte a été la principale cause de la Seconde Guerre mondiale est une déformation de l'histoire que je refuse d'accepter.

Laissez aux historiens le soin d'écrire l'histoire, mes chers collègues, cette histoire qui jugera durement votre tentative de manipulation.

11/02/2020 - La lutte contre l'antisémitisme, le racisme et la haine en Europe (débat)

– Monsieur le Président, l'antisémitisme connaît une recrudescence en Europe. En France, par exemple, le rapport 2019 du ministère de l'Intérieur fait état d'une augmentation de 74 % des faits antisémites en un an. Selon un sondage de janvier 2020, 34 % des juifs vivant en France se sentent menacés.

Il faut lutter contre ce phénomène inquiétant. Mais pour mieux le combattre, il faut d'abord prendre conscience qu'il y a aujourd'hui trois sources à l'antisémitisme. Il y a tout d'abord l'antisémitisme d'extrême droite, qui est le plus ancien, mais qui subsiste. Il y a ensuite, et c'est plus nouveau, l'antisémitisme d'extrême gauche, qui est une dérive haineuse de l'idéologie antisioniste. Il y a enfin un antisémitisme islamiste qui est né dans la plupart des États d'Europe de l'Ouest à la suite d'une immigration incontrôlée.

C'est ce dernier qui me semble aujourd'hui le plus dangereux des trois. On l'a trop longtemps laissé prospérer sans réagir. Il faut aujourd'hui mettre fin à cette honteuse tolérance et le combattre sans faiblesse.

12/02/2022 - Conclusion de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Viêt Nam (A9-0003/2020 - Geert Bourgeois)

– Madame la Présidente, j'ai voté contre le projet d'accord de libre-échange avec le Viêt Nam, car j'estime qu'il va avoir des conséquences négatives sur notre économie et sur nos emplois.

Le Viêt Nam nous inonde en effet déjà de ses produits à bas coût, comme le prouve le déficit commercial de l'Union européenne, qui s'établissait par rapport à lui à 27 milliards d'euros en 2018. La quasi-suppression des droits de douane que prévoit l'accord va inévitablement aggraver ce déficit. Elle encouragera en outre nos entreprises à se délocaliser vers ce pays. Le Viêt Nam est par ailleurs une dictature communiste qui ne respecte ni les droits de l'homme, ni l'environnement; il est donc hypocrite de prétendre que cet accord va miraculeusement le rendre exemplaire.

Force est en définitive de conclure que l'Union européenne a une fois de plus trahi les valeurs qu'elle prétend défendre.

19/05/2021 - Relever le défi mondial posé par la COVID-19: effets de la dérogation à l'accord de l'OMC sur les ADPIC concernant les vaccins contre la COVID-19, les traitements, le matériel et l'augmentation des capacités de production et de fabrication dans les pays en développement (débat)

– Madame la Présidente, chers collègues, face à la pandémie de coronavirus, nous devons faire preuve de solidarité vis-à-vis des autres continents. C'est une question d'humanité, mais c'est aussi notre intérêt, car nous ne pourrions vaincre la maladie que lorsque tous les peuples du monde seront vaccinés.

C'est dans cette perspective que le président des États-Unis, Joe Biden, a proposé de lever les brevets qui protègent les vaccins anti-COVID. En Europe, le président Macron s'est empressé de lui emboîter le pas. Est-ce une bonne solution? Je ne le pense pas. Lever les brevets serait inutile car, à l'exception de rares pays comme l'Inde, les pays émergents n'ont pas la capacité de produire des vaccins aussi sophistiqués.

Ce serait, d'autre part, préjudiciable à l'innovation, car cela constituerait un précédent qui ruinerait la sécurité juridique liée à la propriété intellectuelle et qui dissuaderait d'investir dans la recherche en matière de santé. L'innovation doit être récompensée, car elle est le moteur du progrès: le nivellement et le communisme n'ont jamais permis à l'humanité d'avancer durablement.

La vraie solution ne consiste donc pas à lever les brevets, mais à augmenter notre production de vaccins et à en céder une grande partie aux États qui en ont besoin, ce que nous faisons déjà. Elle consiste aussi à soutenir et à financer l'initiative internationale COVAX, mise en place en avril 2020 pour accélérer la distribution des vaccins anti-COVID dans les pays émergents. Des actes concrets valent souvent mieux que des idées révolutionnaires.

19/01/2022 - Violations des libertés fondamentales à Hong Kong

– Monsieur le Président, chers collègues, la Chine viole la loi fondamentale de Hong Kong. Elle s'était pourtant engagée, dans la déclaration commune sino-britannique de 1984, à respecter le principe «un pays, deux systèmes» qui constitue le cœur de cette loi fondamentale. Or, que constatons-nous? L'autonomie de Hong Kong est bafouée. Une loi de 2020 sur la sécurité nationale organise la répression. La liberté d'expression est suspendue, des dizaines d'opposants et de journalistes sont incarcérés et les élections au Conseil législatif du 19 décembre 2021 ont été une parodie de démocratie.

La Chine ne respecte donc pas ses engagements. Elle ne respecte d'ailleurs pas davantage les États membres de l'Union européenne puisqu'elle traite de façon indigne la Lituanie, dont elle refuse l'entrée des produits sur le marché chinois au mépris des règles commerciales internationales. Elle lui reproche d'avoir ouvert une représentation diplomatique de Taïwan à Vilnius.

Cette offensive n'est pas le fruit du hasard. Elle est destinée à éprouver la solidité de notre modèle démocratique. La Chine pense que sa dictature communiste relookée est un système supérieur à nos vieilles démocraties et elle nous met au défi de lui résister.

Si le Parlement européen veut se montrer digne des valeurs qu'il prétend incarner, il doit relever le gant et riposter. Hong Kong et la Lituanie méritent que nous leur exprimions notre solidarité autrement que par des mots. Prenez votre courage à deux mains, Mesdames et Messieurs les députés, et votez la résolution qui exige de geler la ratification de l'accord global d'investissement signé par l'Union avec la Chine tant que ce pays ne sera pas revenu à la raison.

16/02/2022 - L'état de droit et les conséquences de l'arrêt de la CJUE (débat)

– Madame la Présidente, chers collègues, la Cour de justice de l'Union européenne a rejeté, le 16 février, le recours formé par la Pologne et la Hongrie contre le règlement européen du 16 décembre 2020 qui crée un mécanisme dit «de conditionnalité».

Si ces deux pays ont attaqué, c'est parce qu'ils savent très bien qu'ils vont en être les premières victimes. Ce mécanisme consiste en effet à priver de tout ou partie des subventions européennes les États membres quand ils violent, je cite le règlement, «les principes de l'État de droit». La Pologne et la Hongrie vont donc en subir les foudres, puisque l'Union leur reproche, non sans audace, d'avoir réformé leur justice nationale.

La Cour leur a donné tort. C'était attendu, puisqu'elle a toujours interprété le droit européen dans un sens fédéraliste et négateur de la souveraineté des États. Deux arguments auraient pourtant dû provoquer la victoire des deux pays.

D'abord, l'argument que ce mécanisme contourne la procédure de sanction prévue à l'article 7 du traité sur l'Union européenne, qui exige un vote à l'unanimité des États membres pour constater la faute et décider de la sanction. Mais cet argument, la Cour le rejette par un raisonnement d'une subtilité byzantine, en expliquant qu'il s'agit ici de protéger le budget de l'Union et non de sanctionner l'État fautif.

Ensuite, l'argument tiré d'une violation du principe de sécurité juridique, puisque nul ne sait à l'avance ce que recouvre exactement le concept d'«État de droit». Ce grief est exact, puisque le Parlement européen vient d'y inclure le principe de primauté du droit de l'Union,

qui n'y figurait pas jusqu'à présent. Mais cet argument-là, la Cour le rejette de façon cavalière, en renvoyant les ignorants à l'étude de sa propre jurisprudence sur la question.

L'Union européenne vient donc de franchir un nouveau cap dans sa transformation en une entité autoritaire et arrogante. L'urgence de la remplacer par une Europe des nations n'a jamais été aussi grande, car nous ne voulons pas d'un nouvel empire dans lequel une idéologie libérale dévoyée jouerait le rôle autrefois tenu par le marxisme.

14/12/2022 - Défendre la démocratie de toute ingérence étrangère (débat)

– Monsieur le Président, chers collègues, la découverte par la justice belge d'un système de corruption organisé par le Qatar discrédite le Parlement européen. Ce «Qatargate» devrait nous inciter à prendre trois décisions.

D'abord, exiger la démission de M. Raphaël Glucksmann de la présidence de la commission d'enquête sur les ingérences étrangères. Aveuglé par ses préjugés, il m'a accusé nommément et sans preuve, à cette tribune, d'être au service de la Russie, pendant que la vraie corruption prospérait sous son nez chez ses amis socialistes.

Ensuite, enquêter sur l'étrange étourderie de l'OLAF et du Parquet européen, qui ont préféré regarder ailleurs plutôt que de se pencher sur la corruption massive par le Qatar, que la rumeur publique dénonçait depuis longtemps.

Enfin, cesser immédiatement de vouloir renforcer le Parlement européen et la Commission, dont on voit qu'ils sont les proies des lobbies les plus détestables. Faisons plutôt confiance au Conseil, seul représentant légitime des États membres au sein de l'Union.

Profitons du «Qatargate» pour redresser la barre et remplacer l'Union des groupes de pression et des puissances de l'argent par une Europe des nations.

18/01/2023 - Les menaces terroristes que représentent des réseaux extrémistes d'extrême-droite qui défient l'ordre constitutionnel démocratique (débat)

– Monsieur le Président, Madame la Commissaire, chers collègues, le débat qui nous est proposé aujourd'hui est assez étonnant. Il porte sur les menaces terroristes des réseaux d'extrême droite. Certes, toutes les menaces terroristes doivent être condamnées et combattues, d'où qu'elles viennent. Mais il est évident qu'en Europe, les principaux attentats émanent depuis plusieurs années de l'islam radical. En France, nous sommes bien placés pour le savoir. Dès lors, détourner les yeux de cette réalité me paraît très suspect. J'ai la conviction que ce débat artificiel n'est destiné qu'à allumer un contre-feu au scandale du Qatar Gate qui a embrasé la gauche du Parlement européen. Je ne suis pas dupe de cette pitoyable tentative, qui sert une

fois de plus les intérêts du Qatar. Si vous voulez dénoncer le terrorisme, penchez-vous plutôt sur le terrorisme islamiste et cessez de vous bander les yeux sur les agissements de vos amis qataris. Enquêtez sur les liens troubles du Qatar avec le terrorisme islamiste.

14/09/2023 - Parlementarisme, citoyenneté européenne et démocratie (débat)

– Monsieur le Président, chers collègues, ce rapport, copiloté par un centriste de Renew et par un Vert, est totalement inacceptable. Sous prétexte d'améliorer les modalités de la démocratie européenne, il propose en effet d'accélérer la transformation de l'Union européenne en un État fédéral supranational. Son objectif majeur est de rétrograder le Conseil, dernier rempart de la souveraineté des États membres, en le transformant en une deuxième Chambre, autrement dit en une sorte de Sénat européen.

Le Parlement européen serait le grand bénéficiaire de cette réforme. Le rapport ne s'en cache pas, puisqu'il lui attribue des pouvoirs équivalents à ceux d'une assemblée nationale, comme par exemple un droit d'enquête et un droit d'initiative législative. Mais là encore, je ne suis pas d'accord, car c'est oublier un peu vite qu'une assemblée nationale n'a de sens que s'il existe une nation. Or, la nation européenne n'existe pas. Je veux donc rappeler solennellement à ce Parlement qu'il n'est pas une assemblée nationale, mais un simple organe délibérant d'une organisation internationale.

12/03/2024 - Associations transfrontalières européennes (débat)

– Monsieur le Président, chers collègues, faut-il créer un statut pour les associations transfrontalières européennes? La Commission le pense, puisque tel est l'objet de sa proposition de directive, dont nous débattons aujourd'hui. Son objectif est de faciliter la libre circulation dans l'Union des associations à but non lucratif.

Mais certaines de ses dispositions sont inquiétantes. Son article 7, par exemple, pêche par défaut, en omettant de préciser que l'organe décisionnel d'une association transfrontalière est forcément une assemblée générale constituée de l'ensemble de ses membres. Je crains que cela ne favorise l'opacité, qui caractérise déjà le fonctionnement de certaines ONG. Son article 13 s'attire le même grief, en tentant d'interdire aux États membres de restreindre la capacité des associations transfrontalières à recevoir des financements.

De façon plus générale, je dénonce l'idéologie antinationale qui inspire la directive. Je ne partage pas sa foi dans l'action des ONG, qui permettraient de construire une bienfaitante société civile européenne face à l'arbitraire des États membres. Pour moi, les États sont la solution et non le problème. Ils sont l'expression de la souveraineté nationale et non, dans la

perspective woke ou néo-marxiste qu'adopte la directive, des instruments d'oppression de minorités prompts à endosser le statut de victimes.

24/04/2024 - Droit d'enquête du Parlement européen (débat)

– Monsieur le Président, chers collègues, l'article 226 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne donne au Parlement européen le pouvoir de créer des commissions d'enquête temporaires. Le Parlement européen voudrait qu'un règlement renforce ce droit d'enquête. J'y suis favorable, s'il s'agit de contraindre la Commission à répondre à ces questions, car j'observe que la Commission a parfois fait preuve d'arrogance en refusant de collaborer avec ces enquêtes, comme par exemple dans l'affaire du PfizerGate.

Je vous mets cependant en garde contre deux dérives auxquelles un tel renforcement exposerait l'Union. La première consisterait à dévoyer le droit d'enquête pour le transformer en moyen de pression politique sur le Conseil ou sur certains États membres, comme la Hongrie et la Pologne en ont déjà fait l'expérience. La seconde consisterait à l'utiliser pour diffamer des adversaires politiques, comme la commission d'enquête sur les ingérences étrangères, présidée par M. Glucksmann, l'a déjà fait à l'encontre du Rassemblement national, sans voir le Qatargate, qui impliquait des socialistes.

En conclusion, chers collègues, je comprends et partage les réticences du Conseil à vous accorder l'augmentation de pouvoirs que vous réclamez.

16. Julie Lechanteux

14/12/2020 - Année européenne du rail (2021) (débat)

– Monsieur le Président, la Commission européenne a proposé de faire de 2021 l'année européenne du rail. Très bien. Pourtant, c'est bel et bien l'Union européenne, par ses échecs répétés, au mépris des oppositions démocratiques, qui est responsable de la destruction de ce service public. Libéralisation totale et ouverture à la concurrence du secteur ont réduit drastiquement les parts de marché de nos entreprises nationales, ce qui a entraîné la fermeture des lignes, l'accélération de la désertification rurale et le délitement de notre cohésion territoriale.

Vous avez imposé la fin du service public français du rail. Vous avez interdit de favoriser une entreprise nationale pour des missions de service public. Vous avez imposé ce schéma destructeur, avec la complicité active de la droite, de la gauche et des pseudo-écologistes, tous mondialistes.

Vous avez choisi l'année 2021, car elle est marquée par plusieurs événements, notamment l'anniversaire de la toute première liaison ferroviaire reliant Paris à Bruxelles et les 40 ans du TGV. Mais en réalité, 2021 marque surtout la énième année de la gestion désastreuse par la technocratie de Bruxelles, avec l'abandon des territoires ruraux ou la sous-traitance qui engendre de l'insécurité due au non-contrôle de la radicalisation.

En 2019, la Cour des comptes avait brossé un portrait accablant des trains régionaux: dégradation de la qualité du service, inadaptation des offres et hausse constante des coûts d'exploitation – les causes étant les directives de l'Union européenne. Là où vous intervenez, vous détruisez.

Des années durant, le Rassemblement national a défendu les intérêts français. Nous continuerons à le faire au sein du groupe «Identité et démocratie», seule opposition de cet hémicycle, et demain, depuis l'Élysée, par la voix de Marine Le Pen.

L'Union européenne doit arrêter d'imposer ses directives mortifères, relayées par son laquais Emmanuel Macron, et elle doit changer de modèle pour enfin construire l'Europe des nations, ce que nous seuls proposons.

17. Thierry Mariani

27/11/2019 - Évolution du voisinage oriental (débat)

– Monsieur le Président, chaque pays est à la fois marqué par ses frontières et son histoire, et tous ces pays sont à la fois des ex-républiques socialistes soviétiques qui ont tourné le dos aux communistes et des pays – à l'exception de la Moldavie – qui ont tous une frontière commune avec la Russie. La politique européenne devrait tenir compte de cette réalité et ne pas demander systématiquement à ces pays de tourner complètement le dos à leur passé et à leur histoire en trente ans. Nous avons la possibilité de faire en sorte que ces pays soient des ponts entre l'Europe et la Russie et qu'ils contribuent aux discussions et aux progrès entre nos deux blocs. Leur demander systématiquement de choisir entre l'un et l'autre, c'est courir à la catastrophe.

Nous avons peut-être oublié un peu vite que c'est après un accord d'association, en vue duquel nous demandions à l'Ukraine de tourner le dos à son histoire, que la guerre et les événements que vous connaissez se sont déclenchés, entraînant le pays dans le chaos. Je pense que cela devrait nous inciter à montrer un peu d'humilité à l'égard de cette région et à faire en sorte d'essayer, je le répète, d'avancer au rythme de ces États.

18/12/2019 - Situation humanitaire au Venezuela et crise des migrants et des réfugiés (débat)

– Madame la Présidente, la diplomatie est parfaitement étrangère aux élucubrations philosophiques qui prétendent que dire, c'est faire. Et toute la perplexité de l'Union européenne devant l'Amérique du Sud est résumée dans cette fausse piste.

L'Union européenne pourrait et voudrait avoir une politique d'influence indépendante en Amérique latine, elle en a la possibilité à travers l'influence acquise d'États membres solidement implantés dans la région. L'Espagne, le Portugal, la France pourraient être les phares d'une ambition internationale qui ne soit pas naïve devant les incantations boliviariennes de la gauche des pays d'Amérique latine, ni soumise à l'ambition américaine de diriger le sud du continent par procuration.

La politique de Nicolas Maduro n'est pas la mienne, mais la politique de sanctions américaines qui appauvrit la population vénézuélienne non plus. L'Union européenne devrait avoir une voix différente, apaisée, qui ne plonge ni dans l'utilitarisme, ni dans le collectivisme. Or, nous nous contentons de suivre, une fois de plus, les embargos, ajoutant le nôtre à celui de Washington. Nous ne pouvons pas être solidaires d'un Juan Guaidó qui a reçu toutes les louanges des atlantistes sans rien représenter des espoirs vénézuéliens, ni non plus donner un *satisfecit* à Nicolas Maduro, incapable de lutter contre l'émigration de son peuple.

Une fois de plus, l'Europe est dans l'incantation, et nous sommes spectateurs.

16/01/2020 - La situation au Venezuela après l'élection illégale du président et du bureau de l'Assemblée nationale (coup d'État parlementaire)

– Madame la Présidente, Juan Guaidó et Nicolás Maduro obsèdent décidément notre hémicycle.

L'un est paré de toutes les vertus. Il vient d'être élu au siège de son journal et notre Parlement trouve cela normal. Si demain nos collègues écologistes organisent un scrutin dans leur journal, ceux-ci pourront-ils se vanter d'être présidents de notre assemblée?

Bref, Nicolás Maduro concentre nos critiques et nous le comprenons. Coincé dans des excès idéologiques, il condamne une large partie de sa population à l'exil. En même temps, nous voyons bien que ce qui retient l'attention de la communauté internationale, ce sont les alliances de Maduro avec ses adversaires déclarés des États-Unis.

Mais les sanctions américaines aident-elles le peuple vénézuélien? Ne prouvent-t-elles pas, au contraire, que derrière des affichages humanitaires se cache une volonté politique d'exercer une hégémonie culturelle et économique sur cette partie du monde? Une urgence humanitaire ne se résout pas à coup de sanctions économiques. À quand une large réflexion sur

cette question des sanctions, des embargos, de l'extension de ces sanctions aux familles, aux proches et demain pourquoi pas aux voisins? Ces pratiques dissimulent, sous la question humanitaire, l'exercice d'immenses pressions politiques.

19/01/2021 - Mise en œuvre de la politique étrangère et de sécurité commune - rapport annuel 2020 - Mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense commune – rapport annuel 2020 - Droits de l'homme et démocratie dans le monde et politique de l'Union européenne en la matière - rapport annuel 2019 (débat)

– Madame la Présidente, une heure trente pour discuter des engagements de l'Union européenne en matière de droits de l'homme, de politique étrangère et de stratégie de défense, autant dire que notre contrôle parlementaire est un mirage.

L'Union européenne préfère les postures à l'action réaliste, elle apprécie les sanctions plutôt que la diplomatie, elle a une grosse voix mais de petits bras.

Qu'avons-nous fait cette année? Nous avons parlé de l'adhésion de l'Albanie et de la Macédoine quand la Turquie multipliait les provocations et les ingérences dans les Balkans. Nous avons parlé d'Alexeï Navalny quand la guerre éclatait entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, tous deux membres du Partenariat oriental. Nous avons parlé des événements du Bélarus, alors que les soldats français se battent et meurent parfois seuls face aux islamistes dans le Sahel.

Bref, l'Union européenne a été absente des grands enjeux, pire, elle est tombée dans tous les pièges de la politique internationale. Bruxelles n'a pas soutenu la Grèce et la France autrement que par quelques discours quand Erdoğan multipliait les provocations. Bruxelles a été humiliée par le retrait unilatéral des Américains des accords de Vienne, Bruxelles n'a pas dit un mot quand Milo Đukanović a violemment réprimé des manifestations pour la liberté religieuse au Monténégro.

La réalité est cruelle, partout et tout le temps, l'Union européenne abandonne ses principes dès que l'Alliance atlantique le réclame. Le constat est accablant: un élargissement précipité, la soumission à l'OTAN actée dans nos traités, la jalousie générale contre les pays qui maintiennent une indépendance diplomatique et militaire conjuguent leurs effets pour faire de l'Union européenne un nain international.

Comme les communistes autrefois, la Commission européenne nous répond par la même phrase, nous ne serions pas assez fédéralistes, nous sommes encore trop attachés aux souverainetés nationales. À l'indépendance, c'est l'inverse, l'Union européenne, à cause de ses préjugés idéologiques ralentit l'émergence de la coopération nécessaire entre États européens alors que naît un monde multipolaire.

11/02/2021 - Situation des droits de l'homme au Kazakhstan

– Madame la Présidente, il y a 29 ans, le Kazakhstan, alors république socialiste soviétique, devenait un État indépendant. En 29 ans, ce pays a réussi à devenir un État développé ouvert sur le monde où de multiples nationalités cohabitent paisiblement dans une liberté religieuse totale. La vie démocratique peut-elle y être améliorée? Bien sûr, mais bien peu d'États ont réussi à parcourir un tel chemin pacifiquement en si peu de temps.

Le Kazakhstan accomplit depuis des années des progrès évidents en matière de démocratie et de respect des droits de l'homme. Le président Tokaïev poursuit l'ouverture annoncée par le président Nazarbaïev et a encore annoncé récemment des réformes qui augmentent les libertés, comme les mesures déjà prises en mai 2020 avec des lois sur les partis politiques et les assemblées. Évidemment, des progrès restent à faire, les autorités kazakhes l'admettent elles-mêmes.

Que fait en réalité cette résolution? Elle attaque injustement une des républiques d'Asie centrale qui constitue un exemple dans la région, et envoie donc un signal déplorable aux voisins du Kazakhstan qui essayent de suivre la même voie, comme l'Ouzbékistan. Et puis, cette résolution répond surtout au désir d'un ancien ministre kazakh devenu le mécène de toutes les oppositions dans le pays et à l'étranger, M. Abliazov.

Ce monsieur n'est qu'un escroc. Il est accusé d'avoir détourné plus de 6 milliards d'euros dans son pays, lorsqu'il était président de la banque BTA. Il est condamné à la prison à vie pour avoir commandité le meurtre de son associé. Condamné en Grande-Bretagne, recherché en Ukraine et en Russie pour escroquerie, réfugié aujourd'hui en France. Pour se défendre, l'escroc a décidé de se repeindre en défenseur des droits de l'homme et finance abondamment de nombreuses ONG qui, à Bruxelles ou ailleurs, nous harcèlent pour condamner le Kazakhstan.

En 1993, à l'initiative du premier président Nazarbaïev, le Kazakhstan a lancé le premier programme Bolashak, qu'on pourrait traduire par «futur», et, depuis, a envoyé des milliers d'étudiants se former dans les meilleures universités américaines et européennes. Pensez-vous que ce soit le signe d'un gouvernement refermé sur lui-même qui aurait peur de la démocratie?

Voter cette résolution est un bien mauvais service à rendre à un pays qui, à son rythme, avance sur la voie du développement économique et démocratique.

28/04/2021 - La Russie, le cas d'Alexeï Navalny, le déploiement militaire à la frontière ukrainienne et l'attaque russe en République tchèque (débat)

– (*Début d'intervention hors micro*) utilisent les affaires étrangères pour apaiser la mauvaise conscience de la gauche européenne. Leurs journaux titrés à la gloire de Staline; leurs responsables politiques qui prenaient leurs consignes au parti communiste ; leurs commentateurs qui prétendaient que les goulags étaient une infox.

Aujourd'hui, l'URSS est tombée, il n'y a plus de mur à Berlin et pourtant, beaucoup de nos collègues sont paradoxalement nostalgiques de la guerre froide. Pour les uns, l'hostilité vis-à-vis de la Russie est un argument pratique pour tenter d'effacer les compromissions du passé; pour les autres, c'est un prétexte afin de continuer à réclamer la tutelle des États-Unis. Moscou est à 11 heures de voiture de Kiev; Washington se situe à plus de 7 800 kilomètres. Nous entendons donc l'Union européenne multiplier les accusations les plus graves concernant les mouvements de troupes russes à leurs propres frontières, quand les intérêts américains continuent de fournir à l'Ukraine une véritable armada militaire. Si demain la France envoyait des troupes au Mexique, ou l'Allemagne en Bolivie, et si le haut représentant de l'Union européenne condamnait les ingérences américaines en Amérique latine, quelle serait la réaction de Washington?

Cette politique est un fardeau pour l'Europe occidentale. Trop souvent, l'Union européenne et son action extérieure ne servent pas les intérêts des peuples européens, qui n'ont rien à gagner à défier notre voisin russe. La promesse des fédéralistes européens, qui s'engageaient à guider nos nations vers la paix, est en train de perdre tout crédit.

Chacun voit l'action américaine qui a cherché ces derniers mois à attiser les tensions avec Moscou sur tous les fronts pour essayer de gagner son bras de fer sur Nord Stream 2. C'est à une condamnation sans appel des États-Unis que nous devrions procéder aujourd'hui. Il est temps que notre partenaire américain cesse de traîner la vieille Europe comme un domestique encombrant.

04/05/2022 - Répression permanente de l'opposition politique au Cambodge

– Madame la Présidente, le Cambodge entretient un lien particulier avec notre continent. C'est sans doute le pays d'Asie du Sud-Est qui a conservé le plus de relations, notamment avec la France. Il serait donc tout à fait normal que l'Union européenne entretienne de bonnes relations avec Phnom Penh.

Pourtant, l'Union européenne s'obstine à refuser d'entretenir ces relations correctes avec le Cambodge, tout en ayant une fois de plus une politique de deux poids, deux mesures. Au Vietnam, pays voisin, nous sommes signataires d'un accord de libre-échange, cela ne pose aucun problème. Les droits fondamentaux sont bien moins avancés qu'au Cambodge et je n'ose

même pas parler des conditions des élections. Mais par contre, au Cambodge, on impose des sanctions, au Vietnam, on signe un traité de libre-échange. Une fois de plus, deux poids, deux mesures.

Évidemment, le Cambodge a beau jeu de démontrer les deux poids, deux mesures de l'Union européenne dans cette question. On peut même se demander si une partie de la gauche européenne n'essaye pas d'effacer son amitié passée pour les Khmers rouges en s'en prenant au Cambodge.

Le Cambodge a de véritables défis devant lui, notamment celui de la normalisation du rapport entre l'État et les partis d'opposition. Ce n'est pas en l'accablant de sanctions que nous soutiendrons ses progrès. D'ailleurs, si le Comité des droits de l'homme des Nations unies a rendu un rapport périodique critique du pays en mars dernier, force est de constater qu'au moins, il travaille avec le pouvoir politique de ce pays: plan national contre les violences faites aux femmes, campagne pour améliorer l'accès à l'identité administrative, continuation des procès contre les Khmers rouges, réforme de la justice des mineurs, établissement d'un comité contre la torture. Tout n'est pas excellent dans le respect des droits humains au Cambodge, mais les réformes sont au moins sur la bonne voie. Essayons plutôt de les encourager au lieu de les blâmer et d'être une fois de plus, dans cette région comme ailleurs, dans une politique de deux poids, deux mesures.

17/01/2021 - Droits de l'homme et démocratie dans le monde et politique de l'Union européenne en la matière – rapport annuel 2022 (débat)

– (*Début d'intervention hors micro*) ...droits de l'homme pour l'Union européenne tient en une seule expression que personne n'a prononcée: Qatar Gate. Le scandale qui touche ce Parlement est historique: pendant dix ans au moins, une dictature islamiste a pu orienter les résolutions de notre institution en fonction de ses intérêts. C'est une humiliation sans précédent pour un Parlement européen qui donne des leçons à la terre entière et prétend soumettre la politique des États aux avis des ONG.

Quelles leçons avons-nous jusqu'à présent tirées de ce scandale? Aucune. Pire, vous avez même refusé la création immédiate d'une commission d'enquête, comme cela a été proposé par le groupe Identité et Démocratie. C'est tout un système qui est dévoilé par le Qatar Gate, des ONG qui corrompent, des institutions européennes plus arrogantes qu'honnêtes, des socialistes donneurs de leçons qui travaillaient avec une dictature islamiste. Personne ne prendra ce rapport au sérieux, car il émane d'une institution en ce moment décrédibilisée par

un scandale sans précédent. Oui, il est urgent de créer une vraie commission d'enquête sans attendre un jugement pendant des années.

18/01/2023 - La situation des journalistes au Maroc, en particulier le cas d'Omar Radi

– (*Début de l'intervention hors micro*) ... ce discours en disant que nous nous réunissons pour condamner les pratiques d'un pays qui brime les droits de l'homme, oppresse les voix contestataires et participe à la déstabilisation de l'Afrique. Mais alors cela signifierait que nous parlons ici de l'Algérie. Or, la gauche européenne ne condamne jamais l'Algérie et l'Union européenne lui passe tout en espérant son gaz. À la place, nous débattons du Maroc, qui est pourtant un des pivots de notre partenariat stratégique en Afrique. Qu'y a-t-il dans cette résolution? L'affirmation que M. Radi ne serait pas un violeur. Comme chacun d'entre vous, je n'en sais rien.

En revanche, à la différence de la majorité de cette assemblée, je ne considère pas que les décisions de la justice marocaine, que les accusations de la victime du viol valent moins que les communiqués d'Amnesty International ou de Human Rights Watch. Le récent exemple des pratiques de l'ONG Fight Impunity devrait d'ailleurs avoir alerté chacun d'entre nous sur le crédit que nous accordons systématiquement aux ONG. Comme les États, elles ont leurs intérêts et leurs limites.

Si M. Radi est victime d'un complot, c'est à ses avocats et au peuple marocain de le démontrer, et ce n'est pas au Parlement européen de s'essuyer les pieds sur la justice marocaine.

08/05/2023 - Interventions d'une minute sur des questions politiques importantes

– Monsieur le Président, l'ancien premier ministre français François Fillon a rappelé il y a quelques jours devant une commission d'enquête parlementaire que les services de renseignement américains pendant cinq ans, comme Nicolas Sarkozy, l'ont écouté. Je cite ses propos en tant que premier ministre: «Des ingérences étrangères, oui, j'en ai rencontré. La plupart du temps, elles venaient d'un pays amis et allié qui s'appelait les États-Unis.»

Les affaires d'espionnage de la NSA sur le sol européen ont été nombreuses, et tout porte à penser qu'elles continuent. Dans le même temps, l'ancien ministre socialiste français Arnaud Montebourg a listé là aussi à l'Assemblée, devant une commission d'enquête, le nombre effarant d'entreprises stratégiques françaises passées sous contrôle américain.

Dans nos démocraties, les capitaux américains ont leurs relais, leurs cabinets de conseil et leurs mercenaires dans la fusion-acquisition. Il est temps que notre Parlement regarde enfin les ingérences américaines en face, qui constituent la principale menace pour notre

indépendance. Il est temps que la commission chargée de lutter contre les ingérences regarde les vraies menaces, et non pas les menaces imaginaires.

14/06/2023 - Enquête sur l'utilisation de Pegasus et de logiciels espions de surveillance équivalents - Enquête sur l'utilisation de Pegasus et de logiciels espions de surveillance équivalents (projet de recommandation) (débat)

– Monsieur le Président, les peuples européens ne supportent plus la multiplication des intrusions dans la vie privée. Dans des sociétés où l'on promet toujours davantage de liberté, les libertés concrètes sont trop souvent bafouées. La liste des États utilisant le logiciel Pegasus est édifiante, et le rapport décrit bien le fait que plus de 75 États ont acheté ce type de programme informatique.

Vous souvenez-vous des révélations d'un journal danois, le 30 mai 2021, sur les écoutes des plus grands dirigeants européens par la NSA américaine? Angela Merkel et des figures de l'opposition socialiste allemande étaient espionnées par les États-Unis depuis le Danemark. L'Union européenne a-t-elle pris des mesures pour protéger les dirigeants de nos États membres contre l'espionnage américain? Jamais. L'Union européenne a-t-elle travaillé à un mécanisme de protection de ses intérêts économiques contre la prédation américaine? Jamais.

Mais pourquoi aurait-elle fait en 2021 ce qu'elle n'a pas fait après les révélations fracassantes d'Edward Snowden en 2013? Je vous rappelle que, en 2013, Snowden avait dévoilé le fait que Washington espionnait plus de 35 dirigeants internationaux sur la planète. Une pratique confirmée récemment encore par l'ancien Premier ministre français, François Fillon, qui témoignait devant une commission d'enquête à l'Assemblée nationale: «J'ai été écouté avec le président Nicolas Sarkozy pendant cinq ans par la NSA américaine.»

L'Union européenne préférera toujours s'attaquer à la Hongrie, à la Pologne ou au Maroc plutôt que de défier les États-Unis. Dans un Parlement qui a réussi à ne jamais aborder la question des ingérences américaines dans sa commission spéciale sur le sujet, j'avoue que plus rien ne m'étonne. Oui, il faut que les États membres s'investissent pour mieux réguler les acteurs privés qui proposent des services toujours plus performants pour contrôler. Cependant, il y aura toujours quelque part dans le monde des entreprises pour fournir ce genre de services.

Je regrette que les solutions envisagées visent à renforcer encore le pouvoir de contrôle de la Commission européenne sur les États membres. Il est temps que les États s'investissent directement pour protéger eux-mêmes leur sûreté nationale.

(L'orateur accepte de répondre à une intervention «carton bleu»)

12/07/2023 - Recommandations pour la réforme des règles du Parlement européen en matière de transparence, d'intégrité, de responsabilité et de lutte contre la corruption (débat)

– Madame la Présidente, rien de nouveau, c'est un peu, Madame Loiseau, je suis désolé, ce qui me vient à l'esprit quand je lis votre rapport. Notre Parlement condamne la Russie chaque semaine. Et pourtant, ce rapport fantasme sur l'influence supposée de Moscou dans ce Parlement, alors que, vous le savez mieux que moi, ce Parlement lui est fanatiquement hostile. Par contre, quand les conclusions de notre Parlement sur le Moyen-Orient et l'Afrique s'alignent systématiquement sur le Qatar, votre réponse est simple: des mots, pas des sanctions.

Rien ne va dans ce rapport. C'est la gauche européenne qui est prise la main dans le sac pour ses liens avec une pétromonarchie islamiste. Et pourtant, dans ce rapport, vous attaquez les partis de la droite européenne. Les institutions européennes sont défaillantes face aux ingérences étrangères. Et pourtant, dans ce rapport, vous proposez de renforcer les prérogatives de la Commission en matière diplomatique.

La présidente de la Commission européenne refuse de rendre publics ses échanges avec Pfizer. Et pourtant, ce rapport veut faire la traque aux assistants parlementaires et aux agents du Parlement pour vérifier s'ils ne liraient pas trop souvent Dostoïevski ou s'ils ne mangent jamais chinois.

Bref, ce rapport est dans l'exacte continuité de ce que fut notre Parlement sous l'emprise qatarie. Fort avec les faibles, faible avec les forts.

12/07/2023 - Répression à l'encontre des médias et liberté d'expression au Kirghizstan

– Monsieur le Président, depuis son indépendance en 1991, le Kirghizstan a fait d'immenses progrès en matière économique et de droits civiques. Ce pays était même cité en exemple dans toute l'Asie centrale. Et je me souviens, quand je siégeais à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, qu'on avait même signé un partenariat pour la démocratie. Donc, ne négligeons pas l'importance de ces efforts pour une jeune démocratie sortie du communisme.

Que reproche-t-on, si j'ai bien compris, dans cette résolution, au Kirghizstan? Principalement, on l'accuse d'avoir fermé un média qui faisait de la propagande lors d'un conflit armé, sans méchanceté, exactement comme l'a fait l'Union européenne avec Russia Today. Mieux, Bichkek vient d'accepter de lever cette interdiction après que le média a accepté de retirer la vidéo incriminée. C'est ce que montrent les documents que la plupart d'entre nous avons reçus de l'ambassade il y a quelques heures.

Nous sommes donc dans une situation où l'État souverain kirghize a précédé les condamnations du Parlement européen en suivant simplement les règles de son état de droit. Une preuve supplémentaire qu'il faudrait peut-être nouer un peu des relations plutôt que de sauter sur la moindre occasion, quand une ONG défend une cause. Cette résolution, à mon avis, si c'est son seul objet, n'a plus d'objet. Elle devrait donc être retirée puisque visiblement ce média est à nouveau aujourd'hui libre d'émettre.

13/12/2023 - Un an après le Morccogate et le Qatargate – bilan des mesures pour renforcer la transparence et la responsabilité dans les institutions européennes (débat)

– Monsieur le Président, il y a quelque chose de pourri au Parlement européen. Il ne s'agit pas, d'abord, d'un «Qatargate»: c'est notre Parlement qui est le cœur du scandale. Il y a ici une majorité de gens honnêtes parmi nous, quel que soit le parti. Mais ce que nous avons appris, c'est que dans le groupe politique qui donne le plus de leçons à la terre entière, certains avaient monnayé leur indignation. Pour certaines puissances étrangères, les larmes de la gauche étaient rémunérées comptant, et le moins que l'on puisse dire, c'est que les socialistes européens sont experts en lamentations en tous genres.

Qu'a fait le Parlement européen à la suite de cette affaire? Il a utilisé le scandale pour prolonger la commission sur les ingérences de M. Glucksmann, qui avait réussi la prouesse de ne pas réaliser que c'était dans son propre groupe qu'était né ce système mafieux. Depuis, les révélations se succèdent, notamment dans *Politico*, qui fait un vrai travail. Puis, rapidement, le Parlement a repris ses hallucinations habituelles.

Le Parlement affirme avoir pris conscience des ingérences étrangères, mais il a refusé la création d'une commission d'enquête spéciale sur le «Qatargate», que proposait notre groupe, Identité et Démocratie. Le Parlement attaque le Maroc, mais il laisse l'Algérie instrumentaliser nos groupes d'étude pour soutenir les terroristes du Front Polisario. Vous dénoncez le Qatar, mais vous continuez à tenir le même discours que Doha sur l'Égypte, la Tunisie ou la Syrie.

Décidément, il y a bien quelque chose de pourri dans les instances européennes, mais rien n'est réellement fait pour que cela change. Dans six mois, ce mandat se terminera, on poussera la poussière sous le tapis, vous aurez réussi à étouffer l'affaire, et notre Parlement aura perdu sa crédibilité.

07/02/2024 - Lutte contre les discours haineux et la désinformation: la responsabilité des plateformes en ligne dans le règlement sur les services numériques (débat d'actualité)

– Monsieur le Président, il y a quelques semaines, le groupe «Identité et démocratie» proposait de remettre le prix Sakharov de la liberté d’expression à Elon Musk. Son nom n’a pas été retenu par les autres groupes politiques. Nous n’en sommes pas surpris, mais c’est bien dommage, car le combat du patron de Twitter en faveur de la liberté d’expression ne nous a jamais semblé aussi nécessaire.

Aujourd’hui, dans les institutions européennes, la liberté d’expression est le premier des droits que la Commission veut abattre au sein des États membres. La liberté d’expression semble absolument insupportable à certains d’entre vous comme aux partis qui en sont le relais dans ce Parlement. Je veux évidemment parler, pour les Français, des républicains, des socialistes et des amis d’Emmanuel Macron. Vous défendez la liberté d’expression à la seule condition qu’elle soit cantonnée à la diffusion de vos opinions. Sinon, au mieux nous sommes des idiots, au pire nous sommes des personnes dangereuses.

J’allais même dire que beaucoup de discours haineux et de désinformation qui pulluleraient d’après vous sur les réseaux sociaux n’ont rien à envier aux discours que nous entendons ici. Souvent d’ailleurs, la traduction légale de vos excès de langage déroge aux principes les plus élémentaires de la constitution des États membres. Car avant le règlement sur les services numériques, il y avait eu en France sa matrice idéologique, la loi Avia des amis de M. Macron, qui a été largement invalidée par le Conseil constitutionnel le 18 juin 2020.

Dans un Parlement européen où l’on entend certains affirmer au sujet des affaires étrangères qu’il faudrait mettre sous surveillance une partie de nos collègues, il y a de quoi s’inquiéter. C’est un véritable totalitarisme soft que nous sommes en train d’imposer dans cette assemblée.

28/02/2024 - Approfondir l’intégration européenne dans la perspective des futurs élargissements (débat)

– Monsieur le Président, les Français sont opposés à l’élargissement de l’Union européenne et à des abandons supplémentaires de souveraineté au bénéfice de l’Union européenne. La France est membre du Conseil de sécurité de l’ONU et la France possède l’arme nucléaire. La France ne peut pas voir l’indépendance de sa politique étrangère abandonnée au profit de nations qui ont une histoire et des intérêts tout simplement différents des nôtres.

Le combat contre la domination supranationale du peuple français est fondateur de toute l’histoire de France. Tout notre roman national proteste contre une telle abdication. L’Alliance des Français issus de la résistance gaulliste, communiste et nationaliste avait déjà permis d’empêcher l’avènement de la Communauté européenne de défense en 1954. À l’époque, déjà,

après l'horreur nazie et face au bloc de l'Est, on entendait de beaux esprits affirmer qu'il fallait consentir à l'affaiblissement de la France pour renforcer l'Europe. Cet argument, nous l'avons entendu à de nombreuses reprises dans notre histoire, et nous avons toujours su y résister.

Madame von der Leyen et M. Weber, qui veulent soumettre la France à Bruxelles, ont malheureusement des relais en France avec les amis de M. Macron et ceux de M. Ciotti. Ils exigent aujourd'hui le vote à la majorité qualifiée au Conseil pour les questions de politique étrangère et réclameront demain la mise sous tutelle de l'Union européenne de l'arme nucléaire française. Déjà, les élargissements successifs ont desservi la France en contraignant notre pays à se solidariser des intérêts géopolitiques de l'Europe orientale en délaissant notre zone naturelle d'influence en Méditerranée. Demain, supprimer le droit de veto des États membres en matière de politique étrangère nous rendrait donc encore plus dépendants d'intérêts divergents des nôtres. Le 9 juin, les Français vous adresseront un message clair...

(Le Président retire la parole à l'orateur)

18. Joëlle Mélin

08/02/2021 - Nouveau plan d'action en faveur de l'économie circulaire (débat)

– Madame la Présidente, par définition même, le respect que nous devons à la nature, celle-là même qui assure notre espace vital, nous impose de ne rien gaspiller de ce qu'elle nous donne.

Le nouveau plan d'action pour l'économie circulaire s'inscrit bien dans cette démarche. À ce titre, il irait dans le bon sens si l'on admet sous certaines réserves que 50 % des émissions de gaz à effet de serre et 90 % de la perte de la biodiversité résultent de l'extraction et de la transformation des ressources de la planète.

Ce dossier particulièrement important présente pourtant un double aspect. Le premier, parfaitement recevable, envisage de recycler quasi à l'infini nos ressources minérales et particulièrement énergétiques, nos ressources végétales nourricières et régulatrices de CO₂, et même nos ressources animales, dans le respect dû aux animaux. C'est une démarche immédiatement gagnante, si nous participons tous au renversement d'attitude de 50 ans de consommation aveugle et effrénée. À moyen terme, c'est une grande opportunité de réorienter et de réimplanter nos industries en bout de modèle pour créer des filières plus locales et de très nombreux emplois.

Mais il y a une phase plus inquiétante, celle, déjà contraignante, du bucolique *Green Deal* et des accords de Paris portés par un écologisme militant. Le changement climatique y est

clairement instrumentalisé par les tenants de la puissance énergétique mondiale. L'Union européenne en édicte les normes, risquant de priver les États de toute autonomie industrielle – comme hier, les Chinois, de leur puissance industrielle à bas coût, ont imposé un marché *low cost* en Europe.

Parce qu'un produit recyclé coûte moins cher à la production comme à la vente, on finit par persuader les consommateurs aux salaires toujours aussi bas et précaires qu'ils gardent un pouvoir d'achat. Cela est un vrai danger. C'est une grande partie de notre avenir qui se joue sur ce dossier, que nous voterons tout en en dénonçant les dérives potentielles.

11/03/2021 - Vision à long terme pour les régions rurales (débat)

– Monsieur le Président, quel bel exercice d'hypocrisie que de débattre de cette question orale sur une vision à long terme des zones rurales, car nous sommes sans aucune exagération devant la plus grande et authentique catastrophe écologique que connaisse l'Europe, à savoir la désertification rurale qui, en moins de 60 ans, a annulé un lent processus de plus de 20 000 ans, celui de la conquête territoriale et de son exploitation par des nomades peu à peu sédentarisés.

Cette régression, qui concerne 70 % de la surface de l'Europe et la totalité de sa chaîne alimentaire, est clairement due, non à une catastrophe naturelle, mais à des politiques ultra libérales directivistes portées par ces mêmes groupes de pensée politique, les Verts en tête, qui aujourd'hui s'émeuvent des conséquences de leurs décisions.

Alors oui, il faut faire de l'avenir des zones rurales une grande cause et non pas européenne mais nationale, tant l'Union européenne est génétiquement dans une vision mondialisée, marchande et technocratique. Merci au commissaire à l'agriculture d'avoir porté un regard neuf sur ce problème, mais seuls les États, bien sûr, en coopération les uns avec les autres, sont en capacité d'assurer un aménagement du territoire réaliste et efficace pour les populations locales, de construire des synergies d'emploi dans des filières de proximité appuyées sur les services publics en corrélation avec les besoins des métropoles, de structurer l'avenir des régions rurales et surtout, d'ouvrir la voie à des agriculteurs du XXI^e siècle conscients du passé et tournés vers des technologies d'avenir. Il en va de notre autosuffisance alimentaire et de notre cohésion sociétale.

19. Philippe Olivier

20/10/2021 - Refoulements à la frontière extérieure de l'Union (débat)

– Madame la Présidente, Madame la Commissaire, votre position sur la question du refoulement aux frontières est emblématique. Elle est emblématique de votre objectif politique, que dis-je politique, idéologique, qui est non pas de préserver nos pays, mais d’organiser leur submersion migratoire. Une submersion qui n’est pas pour vous un problème, mais un projet. Elle est emblématique de vos méthodes puisque, comme du temps de l’Union soviétique avec le communisme, vous arguez de vos échecs pour imposer toujours plus d’eupéisme. Elle est surtout emblématique de votre volonté de bafouer tous les principes réels de droit.

Vous partez d’un droit mou, c’est-à-dire de déclarations vagues, en l’occurrence le respect des droits humains, pour permettre à des autorités illégitimes d’édicter des mesures coercitives. Elles sont ensuite amenées à muter au gré des interprétations, interprétations judiciaires ou même extrajudiciaires, puisque vous sous-traitez leur contrôle à des ONG idéologisées. Un droit qui fluctue selon des interprétations partisans, ce n’est pas du droit.

En matière de migration, votre souci n’est pas le droit, mais un projet de mondialisation démographique au mépris du respect des droits des peuples européens.

17/10/2022 - Carburants maritimes durables (initiative FuelEU Maritime) - Déploiement d’une infrastructure pour carburants alternatifs (débat)

– Monsieur le Président, chers collègues, si le sujet n’était pas si sérieux, nous pourrions nous amuser de vous voir débattre de vos contradictions. La proposition de règlement sur l’utilisation de carburants plus écoresponsables pour le transport maritime est évidemment louable et nous la voterons. Mais comment ne pas souligner les incohérences, non pas simplement de votre démarche, mais de votre modèle?

Vous vous agitez pour trouver des substituts au fioul lourd, le pire carburant du monde, qui est le carburant des super-cargos, alors même que votre modèle économique induit la généralisation de ce type de transport. Il y avait, selon Equasis, 57 700 cargos sur les mers en 2018. Il y en a près de 100 000 aujourd’hui. On constate les limites de l’exercice consistant à vouloir concilier mondialisme et écologisme, concilier votre principe théologique de libre circulation effrénée avec la juste protection de la planète.

Le contraire de la mobilité n’est pas l’immobilité, mais la proximité. Vos vertueuses propositions de réglementation écologique ne seront crédibles que si, dans le même temps, vous avez la lucidité de revoir votre logiciel mondialiste, qui est par nature écocide.

13/06/2023 - Législation sur l’intelligence artificielle (débat)

– Madame la Présidente, la révolution numérique – et même la révolution cognitive – est en route, et nous soutenons la volonté de l’Union d’y apporter les régulations nécessaires. Pour autant, cette réponse normative n’est pas suffisante. Les spécialistes prévoient que la machine dépassera l’intelligence humaine en 2029 et qu’en 2045, elle sera un milliard de fois plus intelligente que tous les cerveaux humains.

L’Union européenne a raté tous les tournants technologiques des trente dernières années: le téléphone, l’IA, les nanotechnologies, l’espace ou encore la cyberdéfense. Le seul retard de notre continent en matière numérique et d’IA scelle peut-être son déclassement. Déclassement technologique et donc industriel, déclassement scientifique et donc économique, déclassement militaire et donc politique. Notre retard fait de nous des pays du tiers-monde numérique. Nous exportons nos matières premières et notre matière grise, et nous importons des produits numériques et des services à haute valeur ajoutée. Chaque jour qui passe rend le retard plus difficilement rattrapable. Cette défaillance signifie notre incapacité à maîtriser nos systèmes militaires, les objets connectés, nos centrales nucléaires, le trafic aérien et les voitures autonomes.

L’Union doit se ressaisir. Mais en est-elle capable, quand elle a adhéré à l’idéologie «décroissantiste» véhiculée par des Verts qui rêvent d’extinction? Comment l’Union européenne post-moderniste peut-elle aller vers le troisième millénaire quand elle se résigne à la vassalisation numérique et qu’elle a révoqué toute confiance dans la science et toute idée de progrès – parce que, finalement, elle a renoncé à l’idée même de puissance?

12/07/2023 - Réalisation des objectifs du pacte vert: le risque de compromettre la trajectoire de l’Union sur la voie de la transition écologique ainsi que ses engagements internationaux (débat)

– Madame la Présidente, mes chers collègues, personne ici n’est indifférent au sort de la planète et chacun a conscience de la nécessité de réformer un système fondé sur une consommation débridée. L’Europe, l’Union européenne se veut être le meilleur élève de la classe planétaire. Elle s’est lancée avec le pacte vert dans une course dont les écologistes radicaux ont fixé les règles, les étapes et les objectifs.

Votre démarche n’est pas pragmatique, mais idéologique. On est passé de la croissance durable à la croissance zéro, puis maintenant à la décroissance. Décroissance énergétique, décroissance industrielle. Et au moment où l’humanité a besoin de nourrir des milliards d’êtres humains, décroissance agricole. Vous avez fait de la malheureuse Hollande le laboratoire de votre projet de destruction des élevages. Un projet largement inspiré de l’idéologie antispéciste qui est une idéologie antihumaniste.

Le vote de ce matin constitue un avertissement dont vous devez tenir compte. À défaut, vous verrez les peuples, loin de vous suivre dans vos folies écologistes, se rebeller pour restaurer l'Europe, un continent qui croit en la science et en l'avenir.

20/11/2023 - Interventions d'une minute sur des questions politiques importantes

– Monsieur le Président, comment se fait-il qu'il y ait un pays membre, l'Espagne, où il se passe des manifestations d'un million de personnes, où un opposant est victime d'une tentative d'assassinat et que vous puissiez rester silencieux?

Pour se maintenir au pouvoir coûte que coûte, le gouvernement socialiste de Pedro Sánchez attente à la Constitution espagnole. Il décide d'une amnistie de criminels factieux, en fuite, dont certains sont à Bruxelles, ce qui est tout à fait symbolique. Il engage aussi l'Espagne sur la voie de la dislocation séparatiste, sans parler de la répression policière indigne.

L'Espagne fait face à une violation manifeste de l'état de droit, une violation de la légalité institutionnelle et de la moralité politique. Le silence des institutions européennes, pourtant si promptes à sanctionner la Pologne et la Hongrie pour de prétendues atteintes à l'état de droit est assourdissant. Si vous continuez de regarder ailleurs sans exiger le respect de l'état de droit espagnol, non seulement vous vous discréditez, mais vous vous déshonorez.

13/03/2024 - Réception par type des véhicules à moteur et des moteurs en ce qui concerne leurs émissions et leur durabilité (Euro 7) (débat)

– Monsieur le Président, l'Union européenne devait être une organisation entre les nations. Son Parlement est devenu le bureau des normes d'un État unitaire centralisé. Après l'interdiction des voitures thermiques en 2035 et le bannissement des véhicules dans les zones urbaines, la Commission européenne avait projeté, avec cette norme Euro 7, un nouveau tour de vis prétendument écologique et en réalité dirigé contre notre industrie automobile. Votre jusqu'au-boutisme aurait signifié un surcoût de 2 000 euros pour les voitures et de 12 000 euros pour les véhicules lourds. Il aurait contraint le groupe Renault à la fermeture de quatre de ses usines.

Sous la pression des Verts, en effet, vous avez adopté une logique «décroissantiste». Vous promettiez l'Europe-puissance, vous ne proposez que l'Europe-décroissance. Une décroissance que l'instinct de vie des peuples les pousse à refuser. Devant les oppositions qui s'expriment, y compris maintenant dans votre propre majorité, vous êtes obligés d'édulcorer ce texte. Nous nous en félicitons. Mais, tout comme la révolte agricole en Europe, vous devez voir dans ce repli imposé un avertissement solennel.

20. Maxette Pirbakas

10/05/2023 - Le rôle des agriculteurs en tant que facilitateurs de la transition verte et d'un secteur agricole résilient (suite du débat)

– Monsieur le Président, Madame la Commissaire, oui, les agriculteurs ont un rôle à jouer dans la transition écologique en tant que facilitateurs de cette transition verte, c'est vrai, mais ce n'est pas leur rôle premier. Leur rôle premier, c'est de produire: produire des biens agricoles pour nous nourrir, produire pour dégager un revenu décent pour eux et leurs familles.

Quand j'entends ici certains propos qui se veulent écologistes mais qui se révèlent surtout anti-agriculteurs, j'ai l'impression que les agriculteurs sont des gens mauvais dont la seule préoccupation est de polluer la terre et les cours d'eau avec des engrais et des pesticides. Dans nos textes, on lit en filigrane que les agriculteurs sont le problème, qu'ils refusent de comprendre les enjeux globaux.

L'approche en cours ici est toujours punitive. Les agriculteurs doivent être dressés à coups de règlements et de directives, mais jamais on ne s'inquiète de leurs conditions de vie difficiles, des suicides, des bas revenus, des décès prématurés. Cette approche méprisante qui sous-tend la plupart de nos textes est insupportable aujourd'hui.

Les agriculteurs ont leur part à jouer dans la transition verte, mais on ne leur demande pas, au nom de cette transition, de rogner sur les rendements, donc sur leurs revenus, ou d'accepter une pénibilité accrue du travail. Moi-même, en tant qu'agricultrice, je dis que nous voulons bien prendre notre part du fardeau global, mais pas plus que notre part.

21. Jérôme Rivière

21/10/2019 - Le danger de l'extrémisme de droite violent (à la lumière des récents événements survenus à Halle, en Allemagne) (débat)

– Madame la Présidente, chers collègues, l'attentat perpétré le 9 octobre dernier à la synagogue de Halle marque encore une fois le retour de l'antisémitisme sur notre continent, et ce depuis plusieurs années. Plus qu'une condamnation sans faiblesse de l'horreur, ce sont les causes de l'antisémitisme qu'il convient de pointer du doigt et d'éradiquer.

Alors oui, si à la synagogue de Halle, c'est un criminel néonazi qui a commis ce crime terroriste, depuis 30 ans, à quelques rares exceptions, ces attentats sont le fait de terroristes

d'origine arabo-musulmane, comme l'a indiqué, dès 2004, la commission consultative des droits de l'homme. En France, les noms Halimi, Knoll, Hyper Cacher, rappellent la violence meurtrière de l'Islam radical. Par ailleurs, l'antisionisme proféré par de nombreux pays musulmans et relayé ad nauseam par l'extrême gauche en Europe est l'antichambre de l'antisémitisme.

Alors, s'attaquer aux sources de l'antisémitisme, c'est organiser dans l'urgence la fermeture de toutes les mosquées salafistes en Europe, et c'est aussi tirer des conséquences diplomatiques du dénigrement systématique d'Israël et fermement condamner son utilisation par les mouvements toujours plus violents de l'extrême gauche.

17/12/2019 - L'état de droit à Malte, après les récentes révélations sur l'assassinat de Daphné Caruana Galizia (débat)

– Monsieur le Président, nous avons tous été choqués par le meurtre de Daphne Caruana, tuée le 16 octobre 2017 dans l'explosion de sa voiture. Elle avait signé de très nombreux articles, très justes, dénonçant la corruption endémique dans son pays.

Aujourd'hui, l'état s'est resserré autour du premier ministre socialiste, Joseph Muscat, et de la voyoucratie qui l'entoure – car c'est bien une voyoucratie qui l'entoure. Soupçonné de protéger son plan dans l'affaire du meurtre de cette journaliste, le premier ministre a, dimanche, annoncé sa démission, qui ne sera cependant effective qu'en janvier.

Il est avéré qu'il a interféré dans l'enquête. Et pourtant, nous entendons peu les condamnations des socialistes dans cet hémicycle. Ils devraient dénoncer plus fort cette atteinte aux droits de l'homme. Quant aux socialistes français, éternels donneurs de leçons, quasi silence radio. Le groupe S&D s'accommode bien facilement de la présence en son sein du parti travailliste maltais si corrompu. C'est ce gouvernement, cette majorité, ce parti qui font commerce de passeports, choisissant une immigration de milliardaires douteux ou quasiment d'essence terroriste.

Mais ce n'est pas l'article 7, instrument illégitime d'essence fédéraliste, qui permettra une résolution de cette crise. C'est le peuple dans la rue. C'est au peuple maltais de choisir son destin. Que cette majorité ne profite pas d'une crise grave et réelle pour faire avancer un projet fédéraliste rejeté par les peuples, comme l'a rappelé le vote britannique de jeudi dernier.

Le premier ministre maltais a démissionné; tout son gouvernement doit le faire, poussé par le peuple. Et de nouvelles élections libres, sans tutelle de l'Union européenne, doivent être organisées à Malte.

10/02/2020 - Ordre des travaux

– Madame la Présidente, notre demande est motivée par une affaire maintenant appelée en France l'«affaire Mila», du prénom d'une jeune fille qui a osé critiquer l'islam. Cette adolescente de 16 ans subit une avalanche de menaces de mort, d'appels au viol et d'injures sexistes pour avoir insulté l'islam dans une vidéo postée sur Instagram.

Si ses propos étaient plus proches de paroles vulgaires de rappeurs que de la prose de Victor Hugo, il n'en demeure pas moins qu'ils relèvent de la liberté d'expression, de la liberté de critiquer une religion. En aucun cas ces propos ne peuvent justifier des menaces de mort.

Très peu de voix se sont levées en France pour défendre Mila. Pour la doxa dominante, tout est critiquable, on peut se moquer de tout, sauf de l'islam. Certains sont prêts à réinstaurer en France un délit de blasphème, mais à la condition qu'il ne s'applique qu'à l'islam. Cette histoire illustre, une fois de plus, l'incohérence intellectuelle et la lâcheté de nos soi-disant élites.

Nous refusons cette soumission à un islamo-gauchisme, à un communautarisme qui s'est installé dans notre pays, à une grande lâcheté qui fait que les hommes et les femmes politiques ne veulent plus imposer un mode de vie à la française, une identité, une histoire.

Tous les intégrismes religieux ne conduisent pas au terrorisme. Aujourd'hui, c'est au nom de l'islam radical que l'on assassine. Les attentats de *Charlie Hebdo* l'ont tragiquement rappelé.

07/10/2020 - Reprise des hostilités entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan en lien avec l'enclave du Haut-Karabakh (débat)

– Monsieur le Président, le petit territoire montagneux du Haut-Karabakh s'est embrasé ces dernières semaines, ravivant ainsi un conflit ancien.

Comme en Syrie, en Libye, en Méditerranée orientale, c'est bien Erdoğan qui vient de rouvrir un conflit à la frontière de l'Europe. La volonté d'Erdoğan de s'ériger en leader d'un Islam politique, de reconstruire l'empire ottoman, est évidente. Il déploie sa politique expansionniste sans aucune vergogne. Il faut sanctionner et isoler le régime d'Erdoğan, mais aussi reprendre l'initiative.

À l'origine de ce conflit du Haut-Karabakh, il y a bien sûr la configuration des frontières internes de l'ex-URSS, savamment organisée de façon à enchevêtrer les peuples, à multiplier à l'infini les références identitaires pour mieux asseoir le totalitarisme écrasant du communisme.

De cette situation, l'Union, pourtant concernée au premier chef, n'a pas été capable de se saisir pour proposer des solutions à la fois réalistes, justes et pacifiques. Aujourd'hui, si

l'Azerbaïdjan a choisi, en prenant l'initiative de l'offensive de raviver ce conflit, c'est parce que ses dirigeants ont reçu des gages de soutien affirmés de la part du président turc. Erdoğan choisit aujourd'hui encore, en poussant l'Azerbaïdjan à l'affrontement, de lancer un défi majeur aux pays européens en s'en prenant de plus directement à l'Arménie, avec laquelle tant de liens historiques et humains nous unissent. Erdoğan, tel un criminel revenant sur les lieux de son forfait, montre le peu de cas qu'il fait du génocide des 1,5 million d'Arméniens perpétré par ceux qui l'ont précédé au pouvoir.

Les mots sont insuffisants, Monsieur Borrell. Qu'attend l'Union européenne pour mettre fin définitivement au processus d'adhésion de la Turquie à l'Union? Notre collègue l'a rappelé à l'instant, il nous défie encore à Chypre. Comme le disait Thucydide, les hommes sont ainsi faits qu'ils méprisent ceux qui les ménagent et respectent ceux qui ne leur concèdent rien.

20/10/2020 - Brutalités policières dans l'Union (débat)

– Madame la Présidente, il y a quatre jours, Samuel Paty, professeur d'histoire, a été décapité en France en pleine journée par un terroriste islamiste, heureusement très vite maîtrisé par la police – police dont je salue le travail réalisé avec dévouement malgré un climat de très grande violence contre les policiers.

Quatre jours après cet acte barbare, il nous est proposé ici de débattre d'un sujet essentiellement exagéré et agité, en tout cas en France, par les islamo-gauchistes: celui des violences policières. Alors qu'une autre civilisation organisée autour de l'islam politique s'est installée sur notre continent européen et menace la France par son séparatisme, le Parlement, déconnecté de la réalité, reste dans le déni et voit des violences plus importantes ailleurs. En France, il y a eu en 8 ans 263 victimes de la violence de l'islam politique et non des violences policières: c'est de ce combat contre le terrorisme et non des violences policières dont nous devrions débattre, et les chiffres en attestent.

Madame Johansson, combattre le terrorisme sans stopper l'immigration est une imposture. Cet enjeu de civilisation doit aujourd'hui totalement et entièrement occuper nos travaux car, je vous le dis, demain il sera trop tard.

20/01/2021 - Investiture du nouveau président des États-Unis et situation politique actuelle (débat)

– Monsieur le Président, Madame la Présidente, Monsieur le Président, chers collègues, les États-Unis changent aujourd'hui de président après avoir donné au monde un spectacle accablant: je parle bien sûr des images choquantes du Capitole. Cette profanation du temple de

la démocratie américaine est grave et les morts, parmi les policiers comme parmi les manifestants, sont autant de drames. Violer l'institution symbolique que représentent les bâtiments du Congrès américain est inexcusable, mais cette manifestation houleuse n'était en rien un coup d'État. Joe Biden a regretté l'agression sans précédent de la démocratie américaine. Il n'avait rien dit lorsque, quelques mois plus tôt, les mêmes bâtiments étaient envahis par l'extrême gauche radicale et le mouvement Black Lives Matter.

L'autre spectacle accablant et qui doit, lui, nous inquiéter, c'est l'exclusion par la quasi-totalité des réseaux sociaux d'un président démocratiquement élu et encore en exercice. C'est une agression historique sans précédent contre ce principe démocratique essentiel: le respect de la liberté d'expression. Les réseaux sociaux ont débranché Donald Trump, s'arrogeant le droit exorbitant de créer de nouvelles règles. Ils estiment que les conditions d'utilisation de leurs services priment sur la constitution des États souverains.

Joe Biden affiche sa volonté de remettre en place un leadership mondial américain avec des accents bellicistes. Cela ne peut que nous inquiéter après le mandat de Donald Trump marqué par des années sans aventure militaire, sans doute son accomplissement le plus marquant, après un demi-siècle d'interventions militaires américaines au gré des présidents qui se sont succédé. Quand Joe Biden affirme, et je le cite: «Nous devons prouver au monde que les États-Unis sont prêts à diriger de nouveau, non seulement avec l'exemple de notre puissance mais aussi avec la puissance de notre exemple», c'est arrogant, ce n'est pas l'Amérique qu'on aime.

Au-delà de l'homme et de son style, la défaite électorale de Donald Trump ne remet en rien en cause l'agenda politique qu'il a développé aux États-Unis et qui est, partout sur la planète, porté par les peuples: régulation de l'économie mondialisée, remise en cause du rôle de gendarme du monde des États-Unis, rejet du politiquement correct, écoute des populations face aux inégalités grandissantes. Ces thèmes sont ceux que portent le Rassemblement national en France, la Lega en Italie, l'AfD en Allemagne, l'ensemble de nos alliés en Europe. Et c'est ce profond respect pour les peuples qui nous portera au pouvoir pour protéger en Europe des pratiques démocratiques affaiblies et des libertés publiques gravement entravées au nom d'une sécurité sanitaire qui a bon dos.

18/05/2021 - Stratégie de l'Union à l'égard de la situation en Israël et en Palestine (débat)

– Madame la Présidente, une nouvelle fois, ce conflit qui semble insoluble au Proche-Orient s'embrace sous nos yeux impuissants.

Des jours meilleurs semblaient possibles, notamment grâce aux efforts de Donald Trump pour instaurer une forme de stabilité dans cette région du monde. Rappelons-le, il n'existe aucune solution sans une reconnaissance universelle du droit d'Israël à vivre en paix et en sécurité; il n'existe aucune solution sans l'acceptation de l'existence de deux États souverains, voisins mais chacun souverain.

Nous devons par ailleurs nous mobiliser face à un grave danger qui nous menace plus directement. Les manifestations ces derniers jours dans plusieurs capitales européennes, soit-disant en soutien à la Palestine, sont un signal de l'importation sur le territoire européen d'un conflit qui n'est pas le nôtre et qui n'y a pas sa place. Trop souvent présentés comme propalestiniens, ces mouvements sont en fait des manifestations antisionistes qui expriment ouvertement des positions antisémites. C'est inacceptable et les partis islamo-gauchistes qui les soutiennent ont une lourde responsabilité dans la montée inquiétante des actes antisémites. En raison de notre histoire tragique, contre ce nouvel antisémitisme, nous devons lutter avec la plus grande fermeté et sans aucune hésitation, jamais.

14/06/2023 - Préparation de la réunion du Conseil européen des 29 et 30 juin 2023, notamment au regard des avancées récentes vers la conclusion du pacte sur la migration (débat)

– Monsieur le Président, les débats choisis par la majorité avant la réunion du Conseil entonnent la même lancinante rengaine. Si, doucement, face à la colère grandissante des peuples, vous condescendez à parler d'immigration, cela reste toujours l'occasion de mieux la justifier et d'imaginer des méthodes de répartition contraignantes et brutales des migrants partout sur notre territoire, qui pourtant refuse cette submersion.

Autre obsession: le refus de reconnaître aux peuples européens le choix des politiques qu'ils souhaitent voir appliquer dans leurs pays, dès qu'ils refusent la disparition de leur nation. Hongrie et Pologne sont sans cesse dans vos pensées maniaques. Non, l'état de droit n'est pas plus menacé en Pologne qu'en Hongrie. Balayez devant nos propres institutions: corrompues, elles sont loin d'être exemplaires.

Enfin, vos ingérences dans les affaires des États membres et vos désirs de normes toujours plus contraignantes, au nom d'une idéologie écologiste dogmatique, mettent en péril des pans entiers de l'activité économique et agricole de pays membres. Heureusement, à l'image de ce que Silvio Berlusconi avait entamé en Italie, le refus de vos idéologies par les peuples prépare pour l'année prochaine le grand retour des droites conservatrices en Europe.

22. André Rougé

19/01/2021 - Mise en œuvre de la politique étrangère et de sécurité commune - rapport annuel 2020 - Mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense commune – rapport annuel 2020 - Droits de l’homme et démocratie dans le monde et politique de l’Union européenne en la matière - rapport annuel 2019 (débat)

– Madame la Présidente, chers collègues, sous la présidence de Jacques Chirac, que j'ai eu le privilège de servir, la France s'est honorée en reconnaissant l'esclavage comme crime contre l'humanité. Dans son rapport, notre collègue Santos appelle une réponse internationale plus forte pour lutter contre l'esclavage moderne et la traite des êtres humains. Elle a raison. Malheureusement c'est le laxisme de l'Union européenne pour lutter contre ces trafics d'êtres humains qui encourage le sinistre commerce des passeurs et alimente une immigration irrégulière et massive vers l'Europe.

Souvent exploités par des réseaux de passeurs et des entreprises sans scrupules, sans autre ressource légales, beaucoup de ces migrants ne survivent que grâce à la délinquance et sont condamnés à errer dans nos villes et dans nos campagnes, souvent contre la volonté des habitants. Cette réalité doit interpellier les dirigeants européens qui font croire qu'une politique d'accueil généreuse possible.

Le premier ministre socialiste Michel Rocard déclarait en son temps que la France ne peut pas accueillir toute la misère du monde. Il en va de même pour l'Europe. Contre ces insupportables forme modernes d'esclavage, l'Union européenne doit fermement combattre les filières d'immigration et farouchement contrôler ses frontières.

15/12/2022 - 30e anniversaire de la déclaration des Nations unies sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques (débat)

– Madame la Présidente, chers collègues, charité bien ordonnée commence par soi-même. Comment évoquer un anniversaire lié aux droits de l’homme avec 6 500 ouvriers morts sur les chantiers du Qatar et le scandale qui en découle et ébranle notre institution? Bien qu’il n’ait pas hésité à vendre ses services à une puissance étrangère, l’un d’entre nous s’érige en donneur de leçons, alors même qu’il n’a rien vu venir concernant ses camarades du groupe socialiste, aujourd’hui derrière les barreaux pour corruption.

Notre collègue voudrait lancer une opération «mains propres», mais quelles explications a-t-il fournies lorsque son ex-femme fut interpellée avec plusieurs millions de dollars dans ses valises? Toujours prompt à jeter l’opprobre sur l’adversaire, qu’a-t-il répondu à Mme

Zourabichvili, présidente du pays dont son épouse était ministre de l'intérieur, qui se demandait si, en sa qualité de mari, il ignorait tout des excès de la police, des tortures dans les prisons et de la situation des droits de l'homme sur place?

Vous nous avez dit, Madame la Présidente, que vous vouliez secouer le Parlement. Alors, faites en sorte, s'il vous plaît, que M. Glucksmann ne puisse plus présider la commission ING2.

29/03/2023 - Règlement sur les gaz fluorés - Substances appauvrissant la couche d'ozone (débat)

– Monsieur le Président, chers collègues, je voudrais illustrer l'hypocrisie de formations politiques de notre assemblée. En exemple: le cas très concret de la centrale électrique de l'Ouest guyanais, projet très innovant, résidant dans la création d'une centrale photovoltaïque au sol pour alimenter en énergie une zone autour de Saint-Laurent-du-Maroni.

La société qui porte le projet est pionnière dans le domaine de l'hydrogène d'origine renouvelable. Cette technique remplit à 100 % les critères européens en termes de transition verte et d'indépendance énergétique. Les procédures terminées, et alors que les travaux commençaient, certains activistes soutenus par des écologistes et LFI tentent d'empêcher l'avancée du projet en bloquant physiquement les travaux.

La seule alimentation électrique actuelle de cette partie de la Guyane française est une centrale thermique très polluante. Il est curieux de voir cette schizophrénie pour la transition et les énergies renouvelables, ici, pour la surenchère et l'affrontement, comme seuls savent le faire les écolos-terroristes qui l'ont rappelé samedi à Sainte-Soline, là-bas.

Le tout alimente encore une fois la stratégie du chaos et de la zadisation généralisée. J'appelle à défendre ce projet bénéfique et à ne pas trop accorder de crédit aux écologistes virtuels que nous pouvons croiser ici.

17/10/2023 - Pénurie d'eau et investissements structurels dans l'accès à l'eau dans l'UE (débat)

–Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, chers collègues, ce débat aurait-il lieu si je n'avais tiré la sonnette d'alarme, lors de notre dernière plénière, sur la situation désastreuse des départements français de Mayotte et des Antilles, sur la situation de plusieurs centaines de milliers de citoyens de l'Union européenne qui ont soif et manquent d'eau potable?

Le gouvernement français aurait-il pris la décision de payer les factures d'eau à Mayotte pendant plusieurs mois si je ne l'avais publiquement culpabilisé, si je n'avais dénoncé son

inaction en soulevant le problème du manque de cette ressource vitale: l'eau? Une eau que les contribuables français de Mayotte doivent cependant continuer à payer.

Deux semaines après ma dernière intervention, dans cet hémicycle, sur cette question, rien n'a changé, et la désillusion des Mahorais, des Guadeloupéens et des Martiniquais ne fait qu'augmenter. À mes collègues députés français de The Left et de Renew, qui représentent ici LFI et leurs collègues de la majorité gouvernementale en France – ceux-là même qui ont décidé de voter contre ma résolution concernant l'urgence vitale en eau de nos compatriotes ultramarins –, je veux dire que l'eau n'a pas de couleur politique. La seule couleur qu'elle ait, à Mayotte et aux Antilles, est une couleur marron, lorsqu'elle coule au robinet.

Alors terminons-en avec la tambouille politique pour enfin privilégier l'intérêt général, en votant l'amendement budgétaire que nous proposons. Les Français d'outre-mer ont l'impression que l'Union européenne ne s'intéresse à eux que lorsqu'une crise les met en lumière. L'Union européenne préfère malheureusement verser des subventions à la bande de Gaza pour des canalisations dont se sert ensuite le Hamas pour fabriquer des lance—roquettes artisanaux. Elle serait mieux inspirée de financer les canalisations des RUP de Mayotte et des Antilles, plutôt que d'armer – même indirectement – des terroristes.

Ce n'est pas parce que les Français de Mayotte et des Antilles ne sont pas nos voisins qu'ils n'en sont pas moins nos concitoyens. Alors aidez-moi à faire en sorte que les ultramarins d'Europe ne soient pas des citoyens...

(le Président retire la parole à l'orateur)

12/03/2024 - Législation européenne sur la liberté des médias (débat)

– Monsieur le Président, chers collègues, en 1941, à Oxford, le général de Gaulle déclarait: «À la base de notre civilisation, il y a la liberté de chacun dans sa pensée, ses croyances, ses opinions.» Parler de liberté dans cette enceinte, où sont votés les textes qui norment, qui contraignent de façon punitive et où la Commission exerce son chantage sur les États revient à parler de corde dans la maison d'un pendu.

Tentative de dépossession démocratique des États, révision de l'histoire nationale, procès de Bruxelles intenté par Thierry Breton à Elon Musk, menacé de purge «von der Leyenienne». Sur YouTube, des collectifs d'extrême gauche et la bien-pensance macronienne font censurer des contenus jugés haineux selon leurs propres critères. La chaîne CNews, aux propos trop hétérodoxes pour la doxa officielle, vient d'être convoquée par une commission d'enquête parlementaire.

Nos libertés sont menacées par la construction d'un super-État européen dont Emmanuel Macron est l'un des maîtres d'ouvrage. Et en Macronie, selon que vous serez mondialiste ou patriote, les jugements de l'intelligentsia en place vous rendront coupable ou innocent. Les Français veulent encore croire à la France libre, celle de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. Alors fichez-leur la paix.